

France Forum

- *Réflexions de Christian Beullac sur l'emploi et l'éducation*
- *La France et l'Europe face aux défis de la fin du siècle*
- *Faut-il réinventer une planification pour notre temps de mutation et de crise économique*
- *Les Français et l'argent*
- *Le déclin de l'Empire américain ?*
- *Economie, politique et harmonie*
- *Arts et lettres*
- *Les néo-humanistes*

Raymond BARRE - Jean FRANÇOIS-PONCET - Paul CAMOUS - Jean AUBRY - Jean BOISSONNAT - Charles DELAMARE - René PUCHEU - Philippe SENART - Yvan CHRIST Jacques NANTET - Jean-Louis PRAT - Marc DARMON - François FEJTO - Bernard VOYENNE - Henri BOURBON - Jean CHELINI - Jean-Dominique DURAND - Jean TEITGEN Etienne BORNE.

S'unir pour aller plus loin.

S'unir pour aller plus loin, s'unir pour agir, mais aussi affirmer la diversité des hommes et des femmes qui le composent, c'est la force du Crédit Mutuel.

Union basée sur la démocratie : les sociétaires ont la parole et, originalité significative, ils participent à la désignation des administrateurs et des présidents de chaque Caisse.

Union, source de mieux-être pour chacun : par la redistribution de l'épargne commune sous forme de prêts au plus juste prix, par la mobilisation des investissements au profit de la région, de la qualité de l'environnement et de la promotion de la vie associative, les Caisses mutualistes concourent à l'épanouissement de tous.

Au Crédit Mutuel, on peut compter les uns sur les autres.

Crédit  Mutuel
les uns les autres.

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris
C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 45 44 75 50

Abonnement annuel 100 F

Abonnement de soutien 120 F

Sommaire *235-236*

Avril-Juin 1987
25 F

DOSSIERS ET ETUDES

- UN BATISSEUR D'AVENIR**
PAR RAYMOND BARRE p. 2
- UNE ACTION AU SERVICE DE QUELQUES IDEES FORTES**
PAR PAUL CAMOUS p. 3
- REFLEXIONS DE CHRISTIAN BEULLAC
SUR L'EMPLOI ET L'EDUCATION** p. 4
- LA FRANCE ET L'EUROPE
FACE AUX DEFIS DE LA FIN DU SIECLE**
PAR JEAN FRANCOIS-PONCET p. 16
- LES FRANCAIS ET L'ARGENT**
PAR JEAN BOISSONNAT p. 22
- FAUT-IL REINVENTER UNE PLANIFICATION POUR NOTRE
TEMPS DE MUTATION ET DE CRISE ECONOMIQUES ?**
PAR JEAN AUBRY p. 26
- ECONOMIE, POLITIQUE ET HARMONIE
(Propos sur l'œuvre de Bertrand de Jouvenel)**
PAR RENE PUCHEU p. 31
- LE DECLIN DE L'EMPIRE AMERICAIN ?**
PAR CHARLES DELAMARE p. 36

ARTS ET LETTRES

- LA VIE LITTERAIRE** PAR PHILIPPE SENART p. 41
- LE PATRIMOINE ET LA JEUNESSE**
PAR YVAN CHRIST p. 47
- LEON TOLSTOI DANS TOUS SES ETATS**
PAR JACQUES NANTET p. 49
- JEAN BAZAINE A LA FONDATION MAEGHT**
PAR JEAN-LOUIS PRAT p. 55
- DISQUES** PAR MARC DARMON p. 57

NOTES DE LECTURE

- LES ESSAIS POLITICO-HISTORIQUES D'ISTVAN BIBO**
PAR FRANCOIS FEJTO p. 59
- CLES POUR NOTRE TEMPS DE JEAN-MARIE DOMENACH**
PAR BERNARD VOYENNE p. 60
- A LA DECOUVERTE DES ENVIRONS DE PARIS
DE FRANCOISE COLIN-BERTIN**
PAR HENRI BOURBON p. 61
- TABLEAUX DE LA FRANCE**
PAR JEAN CHELINI p. 63
- LA FRANCE DES PATRIOTES DE FRANCOIS CARON**
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND p. 64
- LA STATUE INTERIEURE DE FRANCOIS JACOB**
PAR JEAN TEITGEN p. 65
- VEUILLOT L'OUBLIE DE BENOIT LE ROUX**
PAR BERNARD VOYENNE p. 66

PROPOS DU TEMPS

- LES NEO-HUMANISTES**
PAR ETIENNE BORNE p. 70

UN BATISSEUR D'AVENIR

par Raymond BARRE

Lorsque j'eus à former en août 1976 le gouvernement après ma nomination comme Premier Ministre, l'une des difficultés que je recontrais fut la désignation d'un Ministre du Travail, M. Durafour, qui avait rempli cette fonction avec une grande distinction, m'ayant indiqué qu'il ne souhaitait pas demeurer à ce poste. Mesurant le péril conjoncturel pour l'emploi et désireux que ce problème puisse être traité par un homme connaissant les problèmes de l'entreprise, je demandais au Président de la République s'il accepterait que je lui propose un non-Parlementaire, mais un homme de qualité et d'expérience. C'est avec son accord que je pressentis Christian Beullac, qui était à l'époque l'un des dirigeants de la Régie Renault et dont j'avais beaucoup apprécié le dynamisme et la chaleur humaine. Il s'interrogea sur ce changement de cap, car il allait prendre la Présidence de R.V.I. et y renoncerait pour une terre inconnue ; mais rapidement, avec un sens de l'amitié qui me toucha profondément, il accepta de m'apporter son concours dans l'aventure qui allait être la mienne. De 1976 à 1981, il allait sans doute être l'un des quelques ministres les plus proches de moi.

Au Ministère du Travail, il s'attaqua au problème de l'emploi, et en priorité au problème de l'emploi des jeunes. Il vint au bout de quelques mois me proposer le premier Pacte pour l'Emploi des Jeunes, destiné à faire face à l'afflux massif des jeunes sur le marché du travail que l'on attendait pour la fin de l'été 1977. Il en organisa la mise en œuvre de main de maître. Il sut non seulement mobiliser ses services, mais obtenir le concours du CNPF, à la tête duquel se trouvait alors François Ceyrac ; et je fis avec lui de juillet à septembre 1977 un tour de France pour observer sur place la mise en application du Pacte. Ce fut un succès.

Christian Beullac m'avait alors confié que les difficultés de l'emploi des jeunes tenaient au premier chef à leur insuffisante formation. C'était aussi mon sentiment. Aussi, au lendemain des élections législatives où il n'avait pas voulu être candidat, mais où il fit une campagne très active, je proposai au Président de la République que Christian Beullac, fort de l'expérience acquise au Ministère du Travail, puisse prendre en mains l'Education Nationale et gère avec des vues nouvelles et dans un esprit moins conformiste ce ministère fondamental pour l'avenir du pays. Là encore, il accepta

ma proposition dans un esprit d'amitié. Il eût préféré le Ministère de l'Industrie, mais il fut heureux d'apprendre que j'avais proposé au Président de la République d'y nommer un grand technicien, son ami André Giraud. "Vous ne regretterez pas de prendre l'Education, lui avais-je alors dit ; la tâche à accomplir y est immense et vous pourrez compter sur mon appui total". Nous décidions alors d'avoir tous les quinze jours une réunion de travail. Très rapidement, il vint m'exposer les grandes lignes de l'action qu'il entendait mener. Un an après, il me confiait qu'il ne pouvait rêver d'une tâche plus passionnante. Elle ne fut pas facile ; le Ministre de l'Education est aux prises avec les corporatismes routiniers, les revendications multiples, et il suffit de quelques coups pour qu'il soit la cible privilégiée des critiques. Il y faisait face avec sang-froid et bonne humeur ; dans les moments difficiles, je fus à ses côtés, comme il ne vacilla jamais dans les grandes turbulences que j'eus à traverser et où je pus mesurer les fluctuations des comportements.

Les chantiers que Christian Beullac a ouverts au Ministère de l'Education entre avril 1978 et mai 1981 étaient ceux de l'avenir. S'ils furent quelque temps abandonnés, ils furent ensuite repris et ses successeurs eurent l'élégance de reconnaître son activité de pionnier.

Christian Beullac m'avait toujours dit que, sa fonction ministérielle achevée, il se consacrerait aux problèmes des pays en développement. Il put le faire à "Euréquip" avec la générosité qui irradiait sa nature et ses actions. Il continuait à suivre avec le plus grand soin les problèmes de l'éducation et de la formation en France. Il venait régulièrement me faire part de ses observations sur le monde, la France et les hommes ; rien ne pouvait atteindre son optimisme. Il me l'exprimait encore quelques jours avant sa mort brutale.

Cette mort est une grande perte pour le capital national. Nous n'avons pas tellement d'hommes de cette capacité de vision, d'analyse et de gestion. Nous n'avons pas tellement d'hommes de cette qualité à la fois intellectuelle et morale !

Il aura dans toute sa vie suivi et illustré cette pensée de Georges Bernanos qu'il aimait à citer : "On n'attend pas l'avenir comme on attend un train. L'avenir, on le fait".

Raymond BARRE

UNE ACTION AU SERVICE DE QUELQUES IDÉES FORTES

par Paul CAMOUS

A la fin de l'été 1976, on découvre avec surprise, dans le Gouvernement dont Valéry Giscard d'Estaing vient de confier la direction à Raymond Barre, que celui-ci a choisi un Ministre du Travail inattendu et d'un type nouveau.

Directeur Général de Renault, Christian Beullac se voit brusquement investi, alors que les tensions sociales sont extrêmes, d'une responsabilité politique à très haut risque.

La "Régie", où il a passé sa vie d'homme, est une entreprise nationalisée à grande réputation sociale, dont la réussite, dans le secteur concurrentiel, est alors incontestée.

Le choix, comme Ministre du Travail, d'un chef d'entreprise, ingénieur de formation, dont toute la carrière s'est faite dans une grande affaire industrielle, est significatif. Après les facilités de la croissance, il faut changer de cap. L'économie française est déstabilisée par le choc pétrolier de 1973, que les entreprises ont encaissé de plein fouet. Après des décennies de succès - les "trente glorieuses" - les Français acceptent mal de voir la progression de leur niveau de vie se ralentir. Le chômage, comme une épidémie, s'est répandu et s'est installé partout, -et cela au moment même où arrivent à l'âge de la vie active les générations nombreuses de l'après-guerre. Habités au "toujours plus", confortés dans leur aveuglement par des organisations syndicales ou politiques qu'obnubile le maintien d'un impossible "statu quo", les Français ne veulent pas croire au mal et à ses causes.

Telle est la situation à laquelle Christian Beullac va devoir faire face comme Ministre du Travail, d'abord, puis, après les élections législatives de 1978, comme Ministre de l'Education.

Brillant élève du Lycée de Nice, lauréat de tous les concours, de Polytechnique aux grandes écoles d'application des Ponts et Chaussées et de "supelec", son insatiable curiosité intellectuelle l'avait conduit - ce qui était rare à l'époque pour un ingénieur - aux diplômes éco-

nomiques et politiques de Sciences-Po et aux études novatrices du Commissariat Général au Plan. Vingt-et-un ans chez Renault l'avaient frotté à toutes les contraintes organisationnelles, financières et techniques d'une très grande affaire industrielle. Ils lui avaient fait connaître aussi, dans leur réalité quotidienne, la condition ouvrière et les problèmes de relation qui ne manquent jamais de se poser lorsqu'il s'agit de rassembler des hommes et des femmes dans un projet commun.

Christian Beullac possédait une exceptionnelle générosité de tempérament, la vitalité et l'enthousiasme qui entraînent, le goût inlassable d'expliquer et de convaincre, - toutes qualités qui se trouvaient très fortement étayées par les structures morales, chrétiennes et démocrates que lui avaient apportées son éducation familiale et sa jeunesse. Ce que certains ont pris pour la simplicité un peu naïve d'un nouveau venu en politique était en fait en résonance profonde avec la sensibilité et les vertus populaires, et reposait sur une vision prospective de notre monde et de notre société.

Christian Beullac fut conduit dans son action par une intuition fondamentale à laquelle il a su rester fidèle, tenacement, tant en aval, au Ministère du Travail, qu'en amont, au Ministère de l'Education : "Le traitement technique du chômage, c'est la formation". Plus une époque est secouée par la révolution rapide des technologies et des mœurs, plus il faut privilégier l'apprentissage initial et l'adaptation permanente, la vie durant, du savoir et du savoir-faire, ainsi que la transmission des codes sociaux et moraux. "Jamais, disait-il, dans cette époque où l'audiovisuel marque le monde mais pas l'école, il n'a été aussi ardu pour les parents d'éduquer, pour les enseignants d'enseigner, et pour les élèves d'apprendre". Ouvrir l'école à la vie d'aujourd'hui, préparer les adolescents professionnellement et socialement à l'univers exigeant et risqué des adultes, montrer la joie de faire et le plaisir de créer, expliquer la vertu de la difficulté vaincue, la nécessité vitale d'apprendre, de toujours apprendre, autant de thèmes qu'il a portés partout.

Des dizaines de milliers d'enseignants, de fonctionnaires, de responsables ont entendu, chaque semaine sur le terrain, ses fougueuses démonstrations, parfois ses fugitives colères, et toujours son grand rire communicatif. Dix ans après, il leur est possible de mesurer le chemin parcouru, puisque les paroles et les idées qui choquaient alors sont devenues, au-delà de tout clivage idéologique, des vérités d'évidence.

Ce n'est pas le fait du hasard si, après d'autres qui prolongeaient l'action de Christian Beullac sans le citer, René Monory vient de donner son nom à la principale salle de réunion du Ministère de l'Education Nationale.

La pensée de Christian Beullac n'avait rien d'une théorisation a priori. C'était une pratique en action. Au Ministère du Travail, le "droit d'expression" dans l'entreprise, qui a marqué depuis toute la législation sociale, est directement issu de son expérience chez Renault, de même que le "pacte pour l'emploi des jeunes", qui a été repris par la suite sous des formes multiples, ou encore, à

l'Education, sa volonté novatrice de "rapprocher l'école de l'entreprise", qui a ouvert la voie à un changement en profondeur de notre système éducatif.

Revenu à la base, comme il se plaisait à dire, après l'alternance politique de 1981, il continua avec le même allant à mener le même combat au service des mêmes idées. Dans la grande société internationale de conseil -Euréquip - qu'il animait comme à l'Institut de l'Entreprise, à la tête du groupe Nord-Sud, il sut donner jusqu'au bout la pleine mesure de son intelligence et de sa générosité. La brisure soudaine d'une mort survenue le 16 juin 1986 en pleine maturité ne fait que mieux apparaître encore à ceux qui se seraient obstinés à en douter, ce qu'eurent de profondément cohérent l'aventure humaine de Christian Beullac et de profondément attachant sa personnalité, dont la chaleur et la force étaient l'image même de la vie.

Paul CAMOUS

RÉFLEXIONS SUR L'EMPLOI ET L'ÉDUCATION

par Christian BEULLAC

— I —

UNE POLITIQUE VIVANTE POUR L'EMPLOI

27 Août 1976 : après la crise éclair de la démission de Jacques Chirac, Raymond Barre, nommé Premier Ministre, est chargé de conduire la lutte contre l'inflation et le chômage. C'est Christian Beullac, Ministre du Travail, qui a la responsabilité du volet social des plans Barre, de Septembre 1976 à Avril 1977. Dans une société convaincue de l'automatisation du progrès social, du droit imprescriptible au maintien des acquis et bercée depuis un quart de siècle, par la croyance en la pérennité de plein emploi, la tâche est ardue d'introduire une nouvelle problématique de l'emploi et des relations de travail.

Au risque de choquer et de ne pas paraître "populaire", le nouveau Ministre du Travail vient développer une nouvelle politique "vivante" pour l'emploi. Au delà des problèmes "immédiats" de traitement social d'un chômage qui frappe alors un million de personnes, c'est à une transformation des mentalités traditionnelles, à

une mobilisation autour d'un nouveau défi - "l'ouverture sur le monde" - que Christian Beullac va mobiliser sa force de conviction.

1- Mieux connaître le présent

Dans notre pays, on ne traite ni de l'emploi, ni du chômage, en termes neutres. Les tentatives pour les mettre en chiffres, en statistiques n'apportent pas, semble-t-il, la clarté attendue. Le phénomène paraît devoir échapper à toute analyse objective, tant le chômage demeure dans la société française porteur d'une charge affective que le temps n'atténue pas...

Au-delà des phénomènes conjoncturels, un problème de fond et permanent est posé à nos sociétés développées.

La France, comme la plupart des pays industriels, est entrée, au cours de ces dernières années et sans s'en apercevoir, dans une nouvelle ère du travail et de l'emploi. Elle n'en a pas encore clairement pris conscience.

L'économie française a vécu, pendant les vingt-cinq

dernières années, une période de sur-emploi. La population active occupant un emploi hors de l'agriculture est passée de 13,8 millions à 19,1 millions.

L'économie française a pu créer tant d'emplois nouveaux qu'elle a absorbé chaque année deux cent mille personnes venues d'une agriculture en cours de modernisation, et qu'elle a accueilli plus d'un million de Français contraints de quitter l'outre-mer. Elle a dû appeler plus de quatre millions d'étrangers, grâce auxquels l'essor industriel a pu être assuré. Simultanément, la transformation de la cellule familiale, dont la fonction de production interne tendait à disparaître, a coïncidé avec une aspiration grandissante des femmes à un meilleur épanouissement et à une plus grande indépendance financière. Cela a créé un mouvement massif et accéléré l'entrée des femmes dans l'entreprise, l'administration et le salariat.

Le progrès technologique, l'effacement des frontières, un immense élan mondial, ont provoqué partout une hyper-croissance. On en sait le prix et les inconvénients. Mais l'expansion et le sur-emploi ont, dans l'euphorie de l'inflation, permis le plein emploi.

Pourtant, des types nouveaux de chômages apparaissent déjà.

Un chômage de spécialisation, lié directement au progrès technologique : une main-d'œuvre, de plus en plus étroitement qualifiée, pour répondre à la diversification des techniques, connaît des reclassements plus difficiles lorsque survient la nécessité du changement.

Un chômage d'insertion : des difficultés semblables surgissent pour les jeunes au moment où ils veulent entrer dans la vie active. Ils ont une bonne culture générale. Ils n'ont pas, le plus souvent, de formation professionnelle spécialisée, en raison de la réticence de l'enseignement à la qualification professionnelle.

Un chômage de discontinuité : il touche une partie de la population active, dans les régions touristiques où une main-d'œuvre saisonnière recherche, hors saison, un emploi d'attente ; c'est le cas aussi des femmes qui cessent et reprennent une activité en fonction de la situation familiale et des maternités.

Un chômage d'inflation salariale : la recherche du maximum d'augmentation de salaires sans égard à la concurrence internationale affaiblit notre compétitivité, réduit nos exportations, freine l'emploi et rend ainsi plus difficile l'accès au travail à ceux qui en sont privés.

Un chômage d'exigence : l'obtention d'un bon niveau de formation générale, la réserve devant le travail manuel et plus généralement les postes industriels, les conditions et l'organisation du travail dans certaines branches entraînent la réticence devant certains métiers et certains emplois qui ne sont plus alors occupés que par la main-d'œuvre immigrée.

Un chômage d'attente : la nature d'un système de garantie étendu contre les risques de perte de revenus liés à la perte de l'emploi et le désir légitime de ne pas voir

son niveau de vie baisser, même provisoirement, peuvent quelquefois rendre plus difficile le reclassement des salariés touchés par le chômage économique.

Un chômage de rigidité : les protections mises en place contre les licenciements enlèvent aux entreprises la souplesse dont elles éprouvent le besoin dans une période incertaine et les conduisent à ne pas prendre tous les risques inhérents à un développement économique soutenu. A la limite elles font appel à des contrats temporaires ou à des contrats à durée déterminée multipliant les passages sur le marché de l'emploi.

Le coût de la solidarité

Un système de protection des salariés a été progressivement instauré, par l'intervention réglementaire de l'Etat et par la concertation entre les partenaires sociaux.

Un réseau de protection sociale aux mailles de plus en plus fines a été tissé. Il était indispensable. Notre société, au niveau de développement qu'elle a atteint, ne saurait abandonner à eux-mêmes des hommes et des femmes privés d'emploi.

Le coût de cette solidarité est de plus en plus élevé. Le prix ainsi payé, tant à la poursuite de l'expansion économique qu'à celle du progrès social, n'a été masqué que grâce à la progression des prix et à une situation mondiale favorable.

Est-il concevable, en 1977, de poursuivre dans cette voie ? Est-ce possible demain ? Les moyens de la nation le lui permettront-ils ?

On ne peut ignorer le bouleversement fondamental intervenu à la fin de 1973 dans l'économie mondiale. On ne soulignera jamais assez ses conséquences pour l'économie ouverte, et comme telle, soumise à une contrainte inéluctable : celle de l'équilibre de sa balance des échanges et des paiements. Le révélateur qu'a constitué à la fin de 1973 le quadruplement des prix du pétrole aurait dû susciter dans nos comportements une prise de conscience collective qui ne s'est pas encore réellement produite. L'illusion du "bonheur dans l'inflation et dans l'autarcie" est encore vivace au fond de nous-mêmes. Faire prendre conscience que le plein emploi et la poursuite du progrès social sont plus que jamais dépendants des équilibres économiques mondiaux constitue un acte politique majeur. Se refuser à l'assumer démontrerait une inquiétante incapacité à innover et à se dégager d'une conception passéiste du progrès économique et social.

L'ambition doit être de poser clairement le défi auquel nous sommes confrontés. Nous devons nous donner les moyens d'y répondre.

2- Vouloir l'avenir : un projet national

En alternative à une politique dynamique et volontariste de l'emploi, on n'oppose qu'une attitude : celle du

repli et de la résignation, de l'assistance et de la répartition. Réduire la population active en diminuant brutalement et globalement la durée du travail et en abaissant de la même manière l'âge de la retraite, voilà l'essentiel des propositions.

Qui ne rêve de travailler moins longtemps, au même salaire ? N'est-ce pas là, en définitive, l'objectif vers lequel nous tendons ?

Mais une chose est de se fixer des objectifs. La raison nous convainc qu'ils seront atteints, lentement, au fur et à mesure de la poursuite du progrès économique et technique et de l'amélioration de la qualité de la vie qu'elle permettra.

Autre chose est de laisser croire que ces objectifs sont à portée de main.

On croit transformer des objectifs concevables à long terme en moyens d'une politique à court terme de l'emploi. C'est en fait tirer un véritable chèque sans provision sur le progrès économique. C'est le compromettre du même coup.

De telles propositions pour la collectivité nationale seraient hors de proportion avec nos ressources. Leurs effets sur l'emploi seraient réduits dans l'immédiat et néfastes à terme.

Cette attitude de facilité est à l'opposé de celle du gouvernement.

La volonté qui le guide, dans tous les aspects de sa politique, lui est dictée par les enseignements du passé, l'observation lucide du présent, et surtout les perspectives à court terme et à moyen terme telles que nous pouvons les prévoir.

La crise pétrolière de 1973, en dehors de ses conséquences directes, a fait surgir des réalités nouvelles et immenses. Les transferts rapides de technologie, le développement prodigieux des moyens de communication, ont entraîné des bouleversements fondamentaux. Des peuples, jeunes, nombreux, prennent place dans le jeu du monde.

Une exigence nouvelle s'est exprimée, entraînant le transfert d'une partie du revenu national des pays industrialisés vers des pays détenteurs des richesses de base, matérielles ou humaines.

Une nouvelle répartition des activités est en cours. Notre supériorité de production est et sera mise en cause.

Devant ces bouleversements, deux attitudes possibles : subir passivement et se replier ; ou saisir l'événement comme une chance, celle d'un nouveau développement.

Les Français ont quelquefois connu dans leur histoire la tentation de la passivité. Ils ont su montrer, bien plus souvent, qu'ils ne pouvaient l'accepter longtemps. Ils sont aujourd'hui devant un nouveau défi. Il les concerne tous et il concerne leurs emplois.

Il s'agit pour eux, d'abord, de prendre conscience

clairement du nouveau contexte international dans lequel évolue l'économie nationale. Les moyens financiers et technologiques dont disposent désormais les pays en voie de développement, joints à leurs capacités en hommes, ouvrent des perspectives nouvelles aux activités de production et de commercialisation.

De nouveaux échanges vont s'établir, incomparablement plus nombreux et plus diversifiés que par le passé. L'économie française ne peut qu'en bénéficier. Tout enrichissement des échanges enrichit les partenaires.

Un champ étendu est offert à l'exportation de notre savoir et de notre savoir-faire. Nos ingénieurs, nos techniciens, notre main-d'œuvre qualifiée dont le nombre croîtra sous l'influence de la formation initiale et complémentaire, pourront participer, hors des frontières nationales, à un marché de l'emploi hautement qualifié et riche de perspectives.

En retour, notre marché intérieur sera ouvert à de nouvelles concurrences. Notre force doit être de nous y préparer.

Des mutations progressives s'imposent dans notre appareil productif. Les entreprises, comme les hommes, doivent être prêts à les assumer.

Ministre du Travail (1976-1978)

Toutes les conditions ne sont pas réunies pour que s'établisse un nouvel ordre économique. L'insuffisance de ressources financières de certains pays. Leur endettement, le recyclage des capitaux pétroliers, la persistance d'égoïsmes et d'incompréhensions, les précautions à prendre pour que l'exploitation de bas salaires ne débouche pas sur une concurrence sauvage dont ne profiteraient même pas les nouveaux pays producteurs, sont des obstacles qu'il faudra réduire ou contourner.

Un nouveau type de rapports doit en tout cas s'établir, fondés sur le développement partagé et une concurrence maîtrisée.

Nos économies nationales ont prospéré pendant un demi-siècle en permettant à toutes les classes de la société l'accès aux fruits de la croissance. Nous pouvons maintenant chercher le second souffle de l'économie industrielle en donnant aux peuples du tiers-monde la possibilité d'élever leur niveau de vie. Nous pourrions - généreux et égoïstes en même temps - donner le plein emploi de nos capacités humaines, intellectuelles et techniques désormais à l'étroit à l'intérieur des limites nationales.

En trente ans, la société française aura été confrontée à trois défis fondamentaux : celui de la reconstruction de l'économie nationale en 1945 : celui de l'ouverture sur l'Europe en 1958 : celui de l'ouverture sur le monde en 1976.

Les Français ont su relever les deux premiers. Le troisième ne leur apparaît pas encore clairement. Ils doivent en prendre conscience pour l'affronter et mieux le surmonter.

Nos générations porteraient en tout cas une lourde responsabilité si elles ne répondaient pas à l'attente de celles qui les suivent et qui les interrogent : "Que nous proposez-vous de grand ?"

Le Monde - 18-19 mars 1977

II

NOTRE JEUNESSE EST UNE CHANCE

Les mesures en faveur de la formation et de l'emploi des jeunes sont maintenant une priorité constante de l'action gouvernementale. Elles font partie d'un paysage social devenu traditionnel. Aussi a-t-on oublié ce qu'il y avait d' inédit, il y a 10 ans, à mettre en place un système d'incitation professionnelle destiné à favoriser le passage de l'école au monde du travail. Ministre du Travail, Christian Beullac, anticipait déjà sur ce qui allait être un des traits forts de son action comme Ministre de l'Éducation. Les "stages d'insertion dans la vie professionnelle" (S.I.V.P.) de l'actuel gouvernement de Jacques Chirac, ne sont pas autre chose, à quelques modalités près, que les "stages de préparation à la vie professionnelle" lancés à l'automne 1977, "Préformation", "stages pratiques", "contrats emploi-formation", "la réforme de l'apprentissage", "stages de promotion"... : tout ce qui demeure aujourd'hui l'essentiel du dispositif d'aide aux jeunes chômeurs a été mis au point alors, en 1977, dans le cadre des "pactes pour l'emploi des jeunes". "Notre jeunesse est une chance", déclare Christian Beullac au Figaro le 21 Septembre 1977.

Les actions d'envergure en faveur de l'emploi des jeunes, il est de ma responsabilité de les conduire. Je le

fais en ayant constamment à l'esprit trois préoccupations :

1^o) Il s'agit d'abord de répondre à des inquiétudes, celles des familles, et à des aspirations, celles des jeunes. C'est une affaire de société.

2^o) Il ne s'agit pas de "distribuer" l'emploi. Ce n'est pas une marchandise. Ce n'est pas un cadeau. Le rôle des pouvoirs publics est d'organiser, d'aider, de permettre à chacun de réussir sa vie. Mais c'est chacun qui, par sa volonté et son initiative, la réussira.

3^o) Il ne faut pas, pour faire face à l'urgence du jour présent, handicaper le lendemain. Il faut avoir le courage d'une action immédiate qui vise aussi le long terme. En un mot, l'emploi des jeunes en 1977, en priorité. Mais penser à celui de 1978, de 1980 et de 1985.

Devant cet avenir qui nécessite une remise en cause de beaucoup de nos habitudes, notre jeunesse est une chance.

Il y a quelques années, les spécialistes économiques français et étrangers affirmaient avec raison que les jeunes classes nombreuses, qui allaient arriver au travail, permettraient à la France de progresser plus vite que ses concurrents et, par exemple, l'Allemagne de l'Ouest.

Aujourd'hui où la croissance économique s'est ralentie, où le nombre de demandeurs d'emploi a crû fortement, certains sont tentés de penser que ces jeunes posent un problème et que 200.000 jeunes de moins par an auraient bien arrangé les choses.

Mais, en matière démographique, il ne faut jamais juger à court terme.

Tous les spécialistes démographiques et économico-démographiques ont établi que sur l'ensemble d'une vie et à condition d'être bien formé, tout homme nouveau dans une économie telle que la nôtre est une richesse.

En d'autres termes, sur l'étendue de sa vie il produit plus qu'il ne consomme et donc enrichit son pays.

Mais au-delà de ces considérations matérialistes, il y a surtout que face à toutes les évolutions nécessaires, face à toutes les situations acquises, à tous les corporatismes déchainés, à tous les privilèges, seule une jeunesse consciente, dynamique, pleine d'idéal, prête à affronter la vie, à aller de l'avant et non pas à s'asseoir sur des richesses acquises, est capable d'empêcher le pays de faire un choix conservateur, immobiliste et malthusien et de préférer l'aventure, le progrès et la vie.

Encore faut-il que ces hommes soient bien debout, lucides et conscients de l'enjeu ; encore faut-il qu'ils soient bien formés au monde qui les attend.

Encore faut-il surtout que lorsqu'ils frappent à la porte, parfois durement, nous les entendions, mais en leur parlant le langage de la vérité et non celui de la facilité.

Le Figaro - 21 septembre 1977

III

CE SONT LES ENTREPRISES QUI CREENT LES EMPLOIS

Homme d'entreprise, donc de terrain, Christian Beullac savait combien le changement ne se décrète pas d'en haut, combien les réformes "sur le papier" constituent une illusion si les partenaires (employeurs, syndicats et salariés) ne les font pas leurs. Sans rechercher le spectaculaire, dont l'effet est le plus souvent de provoquer méfiance et critique, le Ministre du Travail, dans son domaine de compétence, fait progresser quelques uns des projets de réforme (le bilan social, par exemple) lancés au début du septennat de Valéry Giscard d'Estaing avec la commission Sudreau.

Mais l'essentiel de son action dans les relations du travail est d'avoir initié le large marché qui a abouti à la réconciliation du Français avec l'entreprise. Pour la tradition politique, il y avait quelque chose de choquant à placer à la tête d'un département ministériel considéré comme le protecteur naturel des syndicats, un homme qui avait exercé des fonctions de direction au niveau le plus élevé dans la forteresse ouvrière de Renault.

A ceux qui, par paresse intellectuelle ou par nécessité idéologique, entendaient confondre le patronat et l'entreprise, Christian Beullac ne cessa d'expliquer que le progrès social passait par le succès des entreprises et de souligner les défis mondiaux auxquels elles devaient répondre avec l'appui de tous ses partenaires.

Nous assistons depuis la fin des années 60 à une profonde mutation du monde. Le révélateur a été la crise pétrolière de 1973, mais c'est un véritable bouleversement, la remise en cause des équilibres antérieurs.

Les cartes économiques sont en pleine redistribution. Une "géographie nouvelle" apparaît.

La conjugaison de ces deux faits domine toute réflexion sur l'avenir économique et sur l'emploi. Pendant une certaine période - dont nous ne pouvons apprécier la durée mais qui sera longue - la croissance ne sera plus ce qu'elle était. Mais elle peut être maintenue, différente. C'est à nous d'en décider.

La France est un pays agricole devenu en trente ans une puissance industrielle, mais qui ne dispose pas des matières premières nécessaires à son industrie.

La France, pour prendre une comparaison un peu simple, c'est le Japon de l'Europe. Condamnée à importer des matières premières pour alimenter sa puissance industrielle, elle doit les payer. Et à un prix de plus en plus élevé.

Elle est de ce fait, condamnée aussi à exporter, sinon c'est l'asphyxie et l'austérité. L'ouverture des frontières : c'est le système respiratoire de l'économie française.

Mais demeurer un pays ouvert, c'est s'imposer l'exi-

gence de la compétitivité, la nécessité de maîtriser l'inflation. Je ne suis pas sûr que chacun en France, ait encore bien compris le sens profond de la lutte contre la hausse des prix. Il faut voir que des prix qui galopent ce sont des emplois qui disparaissent. Tant que nous n'aurons pas défini cela comme la première donnée de notre comportement national et individuel, notre présent sera aléatoire et notre avenir perdu.

On ne peut parler emploi sans parler entreprise. Je n'ai cessé de le répéter, comme un leitmotiv depuis des mois : ce sont les entreprises qui créent les emplois. Ce n'est pas par plaisir de "rabâcher". C'est parce que tout le monde semble l'oublier.

Qu'est-ce que c'est, une entreprise ? Quelle est sa vocation ? On veut en faire exclusivement soit une "usine à profits" soit, à l'opposé, une "usine à emplois". Les deux affirmations sont également inexactes.

La vocation de l'entreprise, c'est de créer des biens et des services qui se vendent, c'est-à-dire qui répondent à des besoins et qui peuvent s'acheter. Sa vocation, c'est de créer des richesses.

On parle des salariés, on parle des entreprises, on oublie trop le consommateur. C'est pourtant lui le décideur final.

Que le fait d'entreprendre ait pour conséquence l'emploi, le bénéfice réinvesti, la récompense de la compétence et de l'initiative, la rémunération du capital, c'est évident. Ce sont des moteurs nécessaires.

Mais ni les uns ni les autres ne peuvent être privilégiés, car ils sont soumis à l'impératif premier qui est de produire des richesses correspondant à des besoins.

Ce n'est pas si simple bien entendu. Le travail ne peut être considéré comme un simple facteur de production. Il contient, il doit contenir une part de valorisation personnelle. On a raison de dire que le travail est à la fois une contrainte et une satisfaction. On souhaite la dignité du travail plutôt que l'allocation chômage.

D'autre part, produire des richesses ne suffit pas : il faut que la "civilisation" crée un ordre valable dans le choix et la répartition. La loi du marché ne peut plus être une loi d'airain à laquelle devraient se soumettre les hommes.

Mais la question essentielle est celle-ci : l'emploi de demain dépend essentiellement des besoins qui s'exprimeront et auxquels il faudra répondre.

*Entretien avec A. Gillet
Le Figaro - 21 Septembre 1977*

**Textes choisis et présentés
par Gérard ADAM**

UNE POLITIQUE EFFICACE ET GENEREUSE DE L'EDUCATION

Les défis que la mondialisation lance aux peuples de l'Europe nous contraignent à valoriser davantage notre principale richesse, nous qui n'avons ni énergie ni matières premières, ni main-d'œuvre à bas prix : notre capital intellectuel et technique.

Nous ne pouvons accepter qu'une partie encore importante de nos jeunes n'accèdent pas à la réussite scolaire. C'est doublement inadmissible. D'abord parce que dans un contexte de compétition internationale qui ne laisse place qu'aux pays capables d'atteindre aux plus hauts niveaux de la technologie, la France doit pouvoir mobiliser et valoriser son "or gris" c'est-à-dire toute l'intelligence et l'habileté potentielles de ses jeunes. Ensuite parce que l'essence de notre démocratie c'est la recherche inlassable d'une plus grande égalité et que l'égalité dans la maîtrise du savoir est, plus que jamais, le gage de l'égalité des chances".

Ces deux citations de Christian Beullac, l'une extraite de l'entretien avec Jean Boissonnat d'avril 1979, l'autre d'octobre 1980 en préface au lancement d'un colloque sur la réussite à l'école qu'il comptait organiser en 1981, montrent qu'il mettait l'enfant, l'élève au cœur de ses préoccupations. Ce faisant il était guidé par le souci de faire fructifier le capital humain dont dispose notre pays pour que la France reste dans le peloton de tête des nations développées. Pour y parvenir il savait que tous les enfants doivent pouvoir réussir à l'école : "la démocratisation de l'enseignement, pour nous, ce n'est pas un mythe incantatoire. C'est un objectif politique concret et permanent".

Efficacité et générosité étaient pour Christian Beullac inséparables. Il ne les séparait ni dans la pensée ni dans l'action quotidienne.

C'est injuste, mais c'est ainsi : il a fallu sa brutale disparition pour que nous relisions dans leur continuité ses écrits consacrés de 1978 à 1981 à l'éducation. Frappés par la cohérence de la pensée qu'ils expriment et de l'action qu'ils illustrent, il nous a semblé utile d'en rassembler ici les extraits les plus significatifs faisant ainsi pour lui un geste qu'il aimait faire pour les autres : celui du partage. On pourra constater que Christian Beullac était un précurseur à bien des égards, qu'il s'agisse de l'importance donnée à l'apprentissage par les jeunes, à l'école, des nouvelles technologies de la communication, de l'ouverture multiforme de l'école sur la vie, de la modernisation des enseignements ou encore de la gestion d'un système lourd et complexe.

Christian Beullac de son départ du Ministère à sa mort n'a cessé de s'intéresser à l'éducation ou mieux de se passionner pour l'éducation des jeunes français. En témoignent des interviews données au fil des années, comme par exemple celle accordée au journal "La Croix", le 11 décembre 1984 qui lui permettait de définir

une nouvelle fois les grandes lignes de la politique à suivre :

1- Avoir pour objectif la réussite du maximum d'enfants, non seulement pour des raisons évidentes de justice, mais par souci d'utiliser la principale richesse de la France qui est celle de sa matière grise...

2- Avoir comme priorité des priorités la formation des maîtres...

3- Privilégier l'école primaire où tout se joue...

4- Ouvrir l'école sur la vie...

5- Mais surtout ouvrir l'école sur les entreprises qui sont une donnée fondamentale de notre monde...

6- Enfin affirmer les valeurs sans lesquelles il n'y a pas de société...

De cette passion pourraient aussi témoigner tous ceux qui étaient restés proches de lui, séduits qu'ils étaient, définitivement, par sa personnalité enthousiaste et humaniste, et pourquoi ne pas le dire ? sa joie de vivre ; et qui sont pour la plupart encore dans l'action.

A - IL N'Y A PAS D'EDUCATION SANS MORALE

La formation de Christian Beullac, ses convictions religieuses, sa foi en l'homme, sa générosité naturelle dont témoignait en particulier son intérêt passionné pour le Tiers Monde, tout cela le conduisait naturellement à poser très vite l'axiome selon lequel "il n'y a pas d'éducation sans morale". Toute son action à la tête du Ministère de l'éducation a été orientée par sa volonté très ferme d'être plus que le "ministre des enseignants" ou "des enseignements" celui, précisément de l'éducation.

"Cette action éducative", il invitait enseignants et parents à la construire ensemble. Il pensait qu'au delà de divergences politiques, philosophiques, religieuses, il était possible de bâtir un système de valeurs admises par notre société auxquelles les jeunes seraient librement conviés à se référer pour réussir leur vie.

Pour illustrer ce "message moral", bien des déclarations, discours ou propos de Christian Beullac pourraient être cités ; il fallait faire un choix : le voici dans un ordre non uniment chronologique, à partir d'extraits d'articles et de messages écrits de 1979 à 1981.

I- Education, culture, morale et consensus

Les difficultés de l'école traduisent les conséquences d'une crise générale des valeurs, dont il paraît utile d'énoncer les manifestations avant d'en étudier les conséquences sur l'école.

Car l'éducation est d'abord la transmission d'un système de valeurs par lequel une société se cimente et se prolonge dans la durée. C'est une affirmation restrictive que de ramener le rôle de l'école à la reproduction de la société antérieure et des inégalités sociales, comme le soutiennent Bourdieu et Passeron. Comment ignorer

qu'elle modifie et amplifie toute la mémoire collective, et tout l'acquis qu'elle est chargée de transmettre. Elle est action culturelle et modificatrice. Par ce mot, je n'entends pas quelque chose de superficiel ou de superflu, de l'ordre du loisir ou de l'"environnement", mais l'ensemble des règles de la vie commune, les valeurs partagées par tous et grâce auxquelles la collectivité se sent une solidarité de destin.

Ces valeurs constituent un système complexe et fragile. Si nous examinons, par exemple, notre cadre de vie, nous constatons que nos pays d'Occident sont des sociétés démocratiques, appuyées sur le droit. Mais le droit repose à son tour sur une philosophie politique et sur une éthique, fondées elles-mêmes sur une métaphysique, qui s'inspire à son tour des valeurs d'ordre religieux ou mythologiques. C'est l'ensemble de ce système de valeurs qui crée le consensus social. Il permet à la société de surmonter les conflits qu'éveille, jour après jour, le choc des intérêts. L'éducation conserve, enrichit et transmet aux générations nouvelles. C'est sa fonction médiatrice.

Dans la mesure où l'échelle des valeurs se modifie trop rapidement, le système ne peut s'adapter. L'éducation se trouve prise en porte-à-faux. Ainsi, dans la société française moderne, comme dans toutes les sociétés occidentales développées, les difficultés que connaît l'école ne se réduisent pas à des problèmes techniques liés à une forte croissance quantitative, ni même à des ruptures pédagogiques. Quand une société doute de ses valeurs, ses éducateurs se trouvent soudain privés de leurs points d'appui, de leurs références...

Rien d'évident ou de cohérent ne s'oppose clairement à l'école telle qu'elle est. La mise en cause des valeurs, aujourd'hui, est d'une nature différente de celle qui, au siècle dernier, a caractérisé la lutte du catholicisme et du progressisme issu des Lumières, et qui - au travers de la mort prétendue de Dieu - a remplacé une société cléricale par l'organisation de l'Etat laïque.

Nous sommes entrés dans une époque où, notre village étant le monde entier, chaque culture ou civilisation sait qu'elle n'est qu'une parmi les autres. Aucune désormais ne peut plus avoir foi dans sa propre supériorité. Toutes les grandes cultures de la planète ont ainsi connu, en quelques décennies, une singulière mutation : d'absolues, elles sont devenues relatives ; de virtuellement universelles, elles sont devenues régionales et elles le savent.

Les conséquences en ont été décisives pour l'école. Toutes les éducations traditionnelles, y compris l'éducation humaniste de nos lycées (fondée sur l'étude du latin et du grec et des grands "classiques" de la civilisation européenne), se sont trouvées comme prises à revers et trahies. Depuis, force est de constater que l'empirisme règne, couvert par le bruit des mots ou l'agitation des hommes...

Un dernier trait mérite d'être souligné, qui marque la société française de façon spécifique. Le passage, longtemps retardé par rapport à d'autres pays, à une société urbaine et industrielle, s'est fait sur un court laps de

temps. Notre école n'a pu abandonner, aussi vite, les "archétypes" culturels, liés à une société ancienne, agricole et artisanale. Si la science et la technique moderne sont, heureusement, présentes dans l'enseignement, les données socio-économiques de notre temps ne s'y inscrivent pas encore, telles qu'elles sont dans la réalité. Ainsi s'est creusé un fossé entre le monde de l'école et celui du travail. De là vient que, plus gravement encore, le monde de l'entreprise s'est trouvé souvent coupé de cette source incomparable d'innovation intellectuelle et de culture qu'est l'école. Là encore une prise de conscience est en train de se faire.

Pour surmonter ce déséquilibre, pour retrouver une cohérence, une continuité, une finalité claire et des modalités incontestées du processus éducatif, suffit-il d'affirmer dans l'idéal une nouvelle culture ? Il faut, dans la pratique, permettre et organiser l'adaptation continue, susciter l'innovation qui accompagne les mouvements généraux de la société.

La période que nous vivons est extraordinairement difficile. La mutation n'est pas faite, alors que nous subissons de plein fouet la crise de la culture traditionnelle.

L'incohérence et l'insignifiance de la vie culturelle pourraient ainsi conduire une société à l'autodestruction, si elle ne portait, en elle-même, les moyens de son propre renouveau. Se trouvent-ils dans l'école, dans les élites vivantes, dans son acquis provisoirement à l'écart pour cause d'encombrement ?

Je ne crois pas m'aventurer, quitte à surprendre certains en parlant de morale. Il ne s'agit pas d'un concept répressif, ou d'une prétention à réglementer les mœurs, dans les détails, à partir d'une vision univoque du monde. Il ne vient à l'idée de personne de prétendre substituer, d'un coup de baguette magique, de nouvelles valeurs morales à de plus anciennes qui ne s'imposeraient plus d'elles-mêmes. Il n'appartient pas à l'Etat d'affirmer ou d'imposer, totalitairement, comme modèle ou comme exigence, tel ou tel concept.

Les Français - quelle que soit l'évolution de leurs modes de vie et de travail - font référence intime aux règles simples de la vie de groupe de toujours.

Une sorte de crainte du ridicule empêche-t-elle de dire à l'école et ailleurs ce qu'est l'effort, l'esprit d'équipe, le plaisir de faire, le goût de la compétition. Est-il dérisoire de parler de "bons sentiments", de générosité, de courage, d'altruisme, de dévouement. Est-il bon d'ignorer officiellement l'exercice de volonté, les modalités de l'organisation ou de la discipline de groupe, l'intérêt général ?

Cela suffit. Il est temps de libérer la parole et la pensée des vieux carcans.

Cette recherche est difficile parce qu'elle s'appuie sur l'arrière-fond métaphysique et religieux de notre arrière-mémoire collective. Elle n'est au pouvoir d'aucune autorité politique, ni d'aucune puissance temporelle. Mais

elle s'imposera d'elle-même si elle respecte le pluralisme des morales personnelles, notre passion des libertés, et tout l'acquis de l'esprit scientifique moderne. Elle doit s'inscrire alors aisément dans l'école comme la rénovation éducative que nous attendons...

La recherche de ce qui rassemble et permet d'éprouver et de sentir ensemble n'exclut pas la tolérance. Il la suppose et l'exige. Pour une société, le consensus est ce qui lui permet de se percevoir elle-même comme un ensemble solidaire, partageant le même destin, les mêmes dangers et la même volonté de survivre, de réussir et de progresser...

Faire l'analyse d'une crise de civilisation, c'est expliquer l'angoisse de l'école, sans pouvoir la justifier. Constaté la culture détruite et qu'il faut remplacer, c'est encore une banalité.

L'appel au moraliste est une question qu'il faut enfin poser. Mais elle débouche sur l'exigence d'un consensus qui est vain s'il n'est pas accepté".

(La Revue des Deux Mondes - juin 1979)

II- L'action éducative

L'action éducative, moderne et lucide, doit tenir compte "d'un monde nouveau" qui s'est interposé entre les hommes et leur vraie vie. C'est un "monde de simulateur", qui prend, chaque jour, une place plus grande et plus intense. Créé par le médium électronique, il luit et retentit plus fort que la vérité. La fiction, animée, sonore et colorée, est portée, sans recul et partout, par des millions de micro-usines à rêves. Evénements, vrais, imaginaires ou supposés, s'affirment et se mélangent, dangereusement, à la réalité.

Il vous appartient, à vous, parents et enseignants, de tenir compte du fait que l'esprit et la sensibilité des enfants sont, profondément, modelés, des heures durant, par ces puissants systèmes d'acquisition d'images, d'idées, de mythes, d'émotions, d'exemples et de modèles. Ce n'est plus l'école parallèle de naguère. C'est une "dominante", qui généralise un autodidactisme, désordonné et permanent.

Il vous faut donc agir, c'est-à-dire guider, avec prudence, discernement, et autorité souple, le choix des "programmes" de vos enfants et de vos élèves, comme vous n'hésitez pas à orienter celui de leurs fréquentations et de leurs lectures. Il faut, de la même façon, mettre un peu d'ordre dans ce prodigieux fouillis, qui enrichit et encombre la mémoire et l'imaginaire collectif et individuel.

(A propos de la diffusion, par la télévision (A.2) d'"Holocauste" - février 1979)

III- L'exigence d'une morale éducative

Je voudrais être simple et parler clair. C'est l'honneur de notre société et de notre civilisation que de respecter - c'est devenu maintenant un instinct - le pluralisme des

morales, de ne plus ignorer les différences, d'accepter et de permettre la diversité. C'est l'ambition de notre culture que de se vouloir contrastée, ouverte et en quelque sorte polychrome. C'est l'exigence fondamentale de notre enseignement que de refuser le dressage, le moule unique, le laminage des personnalités et la brutalité des certitudes, des certitudes qui n'ont plus rien d'admirable dès lors qu'elles sont imposées. On ne peut faire une chose et son contraire : éduquer, c'est conduire vers un but, avec des ambitions et des moyens qui sont à l'opposé même de l'égoïsme et du relâchement. Affirmer l'exigence d'une morale éducative, ce n'est pas réclamer un ordre moral ou totalitaire, c'est exactement l'inverse.

(Interview au Figaro Magazine - septembre 1979)

B- L'OUVERTURE DE L'ECOLE

Homme d'entreprise, Christian Beullac s'est engagé tout entier dans le combat pour ouvrir l'école sur la vie. On a peine à penser aujourd'hui que ce fut un vrai combat tant sur ce point existe un accord général et tant cette ouverture paraît désormais banale et aller de soi.

Christian Beullac s'est d'abord attaché à faire prendre conscience du rôle tenu par l'information et la communication dans le monde moderne et donc à introduire les technologies nouvelles (informatiques, audiovisuelles, télématiques,...) dans l'école. Le message, déjà cité, de Christian Beullac aux parents et aux enseignants de France, et sa communication à la XXI^e conférence générale de l'UNESCO en septembre 1980 en témoignent. Comme l'article paru dans le "Journal du dimanche" du 23 décembre 1979.

Il s'est non moins mobilisé pour faire connaître l'entreprise. Inutile de dire que l'ancien directeur général de la régie Renault qu'il avait été de nombreuses années savait de quoi il parlait. L'interview exclusive de Christian Beullac par la revue "L'économie" du 15 juillet 1980 fait le point sur sa pensée et son action dans ce domaine. Un texte inédit intitulé "Testament pour l'éducation" du 17 avril 1981 reprend plus brièvement les choses en les situant dans l'objectif général de la finalité professionnelle à donner à l'ensemble du système éducatif.

L'ouverture de l'école pour Christian Beullac c'était aussi la conviction qu'il fallait "placer à nouveau l'école au centre de la cité" en facilitant notamment la participation des parents d'élèves et en l'ouvrant à son environnement socio-éducatif grâce aux projets d'activités éducatives et culturelles (P.A.C.T.E.). La conférence de presse du 16 octobre 1980 explicite clairement cette volonté.

De ce qui précède témoignent les extraits suivants.

I- Information et communication dans le monde moderne

Je me veux attentif à ce phénomène qu'est le développement extraordinaire des moyens de communication et la difficulté pour l'homme d'adapter à un monde renoué

cette extension prodigieuse, parce que notre avenir en dépend et, dois-je l'ajouter, parce que, en tant que Ministre de l'Education, je me sens directement concerné par des transformations qui modifient en profondeur la démarche pédagogique et introduisent dans la relation que chacun - maître et élève - entretient avec le savoir, une dimension nouvelle.

L'école doit apprendre à tirer parti des nouvelles possibilités qui lui sont offertes dans le domaine de la documentation. Mais l'accès rendu plus facile à la mémoire collective et à l'information sur notre environnement ne constitue pas en soi un projet éducatif : il revient à l'école de tirer toutes les conséquences des changements que les technologies modernes apportent à la relation avec le savoir. Des maîtres formés à leur mission de médiateurs entre le savoir éclaté de l'information moderne et le savoir organisé dispensé par l'enseignement, des élèves mieux préparés à prendre à l'égard de l'univers-spectacle de la communication une distance critique, une pédagogie qui mette l'accent sur les concepts, les structures mentales, et les savoir-faire indispensables à la bonne utilisation des technologies modernes comme à la maîtrise des situations de communication, telles sont quelques-unes des voies qui s'ouvrent aux responsables de l'éducation et que notre organisation peut les aider à explorer.

Certes, l'horizon de l'école ne se confond pas avec celui des technologies modernes, mais, en les intégrant de façon cohérente dans sa perspective, l'école contribuera à restaurer entre la culture et la technique, entre l'héritage du passé et les valeurs de l'avenir, les équilibres qui font parfois défaut à la société de notre temps.

(Communication à la XXI^e conférence générale de l'UNESCO Belgrade - septembre 1980)

II- Faire connaître l'entreprise

A l'école aussi innovation et matière grise

La mission de l'école n'est pas de former des salariés directement utilisables. Il n'en reste pas moins vrai que la formation professionnelle doit coller davantage au terrain qu'aujourd'hui afin de bien s'adapter aux besoins des entreprises. C'est là mon souci permanent.

C'est vrai que près de 20 % des jeunes quittent l'école sans avoir poursuivi leur formation jusqu'à son terme... Comment retenir ces impatientes ? Ma réponse est qu'il faut leur offrir une école qui soit le plus possible à l'image et au contact de cette vraie vie à laquelle ils aspirent. C'est dans cet esprit que j'ai notamment mis en place les séquences éducatives en entreprises. Il s'agit d'ouvrir aux jeunes, à un moment où ils souffrent impatientement d'être encore sur les bancs de l'école, la possibilité de passer plusieurs semaines à différentes périodes de l'année scolaire dans le monde des adultes au travail. C'est pour eux une "bouffée d'air frais". C'est aussi pour eux l'occasion de découvrir, au contact des professionnels,

que les connaissances abstraites sont indispensables dans le monde moderne pour accéder au niveau de qualification professionnelle que réclament les techniques d'aujourd'hui...

Il faut en particulier faire comprendre à nos enseignants que l'entreprise n'a pas en soi de signification politique. Elle est un centre de production de richesses dont aucune nation ne peut se passer, fût-elle d'économie socialiste. Cette cellule de production est capitale pour l'avenir du pays. L'école ne peut, sans risque grave, y demeurer étrangère, à plus forte raison hostile...

L'effort de formation professionnelle que nous avons entrepris et que nous entendons poursuivre et accroître suppose que les entreprises se transforment elles-mêmes afin d'être à même d'accueillir, dans de bonnes conditions, une proportion plus élevée de professionnels de haut niveau.

Nous ne disposons en effet ni de sources d'énergie ni de matières premières. Notre seule richesse, ce sont nos hommes et nos femmes à condition que nous leur donnions une bonne formation. Bien plus, nous sommes dans un monde où de plus en plus de pays, autrefois en voie de développement, vont être à même de produire aussi bien que nous et à moindre coût - parce que leur main-d'œuvre est moins chère - quantité de marchandises. Notre seule chance de survivre dans ce contexte de concurrence économique impitoyable, c'est de nous orienter vers la création d'entreprises dont les produits aient une valeur ajoutée noble, c'est-à-dire exigent la maîtrise d'une technologie avancée et une main-d'œuvre de haute qualification professionnelle. Cet objectif, nous ne pouvons l'atteindre qu'en développant la formation professionnelle. C'est l'orientation que nous avons adoptée.

(Interview exclusive à la revue l'Economie - 15 juillet 1980)

C- MODERNISER LES ENSEIGNEMENTS

La nécessité de l'adaptation des enseignements était clairement perçue par Christian Beullac. Il s'est sur ce point à plusieurs reprises exprimé fermement, qu'il s'agisse de l'école - à propos des objectifs du cours moyen - du collège ou du lycée. Pour ce niveau il avait défini une stratégie du changement en liaison avec les nécessités de l'enseignement supérieur, de manière à établir la continuité de la formation secondaire avec la formation supérieure, évidemment plus spécialisée.

Adapter les enseignements serait sans effet si un effort n'était pas fait pour améliorer la formation des maîtres : il en avait une conscience aiguë.

Les textes de Christian Beullac abondent sur ces sujets.

I- LES ENSEIGNEMENTS

1- Du français

Un point précis me préoccupe : le recul qui se mani-

festes à l'entrée en classe de sixième dans le maniement de la langue française et, plus particulièrement, dans la pratique de la lecture et de l'orthographe. C'est une question à laquelle je suis très sensible car, même s'il s'agit d'un phénomène de société qui dépasse l'école pour affecter tout l'environnement quotidien de l'enfant - et votre sondage montre bien que les enseignants ne s'y trompent pas -, j'estime qu'un des principaux devoirs de notre système éducatif est de contribuer à la conservation de cet élément fondamental de notre patrimoine qu'est la langue française.

L'école doit préparer à une bonne orthographe et à un bon usage de la langue.

Longtemps l'école n'a suivi qu'avec un important décalage l'évolution du goût. Sans en chercher les causes, on peut estimer qu'elle n'avait pas raison de vivre avec cinquante ans de retard sur la société qui l'entourait. Pour ne prendre qu'un exemple, le maître qui, dès 1840, aurait fait lire Stendhal à ses grands élèves n'aurait peut-être pas eu tort.

Plus qu'une conception de la littérature, c'est donc une conception de l'école qui est en jeu, celle d'une école ouverte sur la vie, qui soit en harmonie avec son temps. Un adolescent qui sort de l'école d'aujourd'hui doit être prêt à vivre dans le monde qui est le sien, aussi bien professionnellement qu'intellectuellement. Cela est vrai pour les sciences modernes, cela est vrai pour l'audio-visuel, cela est vrai pour l'informatique, cela est vrai aussi pour la littérature.

Tout est affaire de mesure : si l'introduction d'œuvres contemporaines est un élément essentiel, il n'est pas pour autant question que les auteurs modernes prennent dans nos classes la place des écrivains traditionnels et c'est pourquoi les grandes figures de notre littérature doivent continuer d'avoir la part qu'elles méritent dans l'enseignement du français.

2- De l'histoire

Des propos alarmistes ont circulé récemment, c'est vrai : nos enfants n'apprendraient plus l'histoire, ils perdraient la mémoire du passé de la France : Vercingétorix, Jeanne d'Arc ou Napoléon seraient pour eux d'illustres inconnus... Il faut regarder les choses de près. Qu'en est-il exactement ? Il est difficile de dire que l'on enseigne moins bien l'histoire aujourd'hui qu'il y a vingt ou trente ans. En revanche, il est certain qu'on ne l'enseigne plus de la même façon. Tout d'abord parce que l'histoire a changé : l'histoire n'est plus seulement l'histoire événementielle mais aussi celle de la civilisation, de la vie quotidienne, des mentalités. "Marignan : 1515" ne suffit plus. Apprendre l'histoire, ce n'est pas seulement faire appel aux seuls mécanismes de la mémoire, c'est aussi s'adresser à l'intelligence et à la réflexion.

Voilà la première raison. La deuxième, c'est que notre société elle-même a changé. La radio, la télévision, les échanges entre les nations ont largement ouvert la société française sur le monde. C'est pourquoi l'ensei-

gnement de l'histoire ne peut plus être uniquement centré sur la France.

3- De la philosophie

Il faut, lorsqu'on utilise le terme de philosophie, distinguer deux choses : d'une part, la philosophie en tant que discipline et apprentissage d'une technique de réflexion, d'autre part, la philosophie au sens large d'éveil de l'esprit au monde des valeurs. Si l'on parle de la philosophie en tant que discipline, je pense qu'il ne serait pas raisonnable de la faire aborder par les élèves avant la terminale. La classe de philosophie, en effet, a été dès l'origine conçue pour les esprits déjà mûrs, nantis d'une culture vaste et solide et qui y trouvaient le couronnement de leurs études secondaires. Cela, je crois, reste toujours vrai aujourd'hui. Maintenant, si l'on donne au mot philosophie son sens le plus large, il est bien évident que l'éveil aux valeurs ne saurait relever de telle ou telle discipline en particulier mais qu'il doit constituer une dimension essentielle de l'art éducatif, et cela dès les toutes premières années de la scolarité.

4- Des mathématiques

Ce n'est pas tant la part des mathématiques qui est devenue trop importante que la façon abusive dont on s'en sert pour sélectionner les élèves.

Mon objectif est de lutter contre cette déviation et de revenir à un juste équilibre entre les différents types de formation offerts au lycée.

(Interview aux Nouvelles Littéraires - 9 octobre 1980)

II- LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

1- Réflexions sur la fonction enseignante

Toute notre existence se trouve traversée, façonnée, harcelée et comme distraite par le flux des informations qui constitue l'univers culturel de l'homme moderne. Flux démesuré, mais qui va pourtant pouvoir être organisé grâce à l'électronique de demain. C'est elle qui va permettre de répertorier, d'analyser, de combiner, selon tel ou tel emploi possible, tous les éléments du savoir accumulé par le développement de la civilisation.

Aujourd'hui, grâce aux mass-media, le petit écran assure à chacun une présence colorée, mobile et vivante du monde entier, en lui faisant vivre par procuration de multiples expériences. La miniaturisation et l'abaissement des coûts vont introduire l'ordinateur dans la gestion de la vie quotidienne, et installer de la sorte une rationalité nouvelle au cœur de la vie prosaïque de tous les jours. Cette emprise de la technologie, qui confectonne notre environnement et colonise jusqu'à notre existence la plus personnelle, découle de la toute-puissance de la science. Notre société est déjà une société

Ministre de l'Éducation (1978-1981)

du savoir. Toutes les innovations qui l'arrachent à son immobilité doivent leur existence et leur effet d'entraînement au progrès des sciences.

Les lieux où s'élabore le savoir sous sa forme didactique et communicable, où opèrent ceux qui sont, par leur fonction même, les agents de diffusion des connaissances, où se proclame la foi dans l'avènement d'un monde meilleur, ces lieux peuvent-ils s'isoler de ces bouleversements et d'une révolution si totale et si puissante ? L'espace pédagogique risque, si nous n'y prenons garde, de devenir un sanctuaire où seront jalousement préservés des formes et des styles traditionnels du savoir et de l'action, où l'audace du discours théorique protégera contre l'irruption de nouveaux comportements méthodologiques et l'apparition de nouvelles attitudes. Il faut que l'innovation cesse d'être un thème théorique à usage externe ; il faut qu'elle devienne pour le système scolaire un aliment qui le nourrisse et lui permette de l'intérieur, sous peine de sclérose et de mort, les adaptations inéluctables.

L'enseignant est convaincu de cette nécessité. Il poursuit souvent des expériences fructueuses de renouvellement pédagogique. Mais l'institution scolaire lui fait très

vite sentir tout son poids de traditions, protectrices et centralisatrices.

N'ayant plus à sa disposition les moyens coercitifs que lui conférerait "l'aura" de son statut privilégié de détenteur de savoir, n'ayant même plus à transmettre un message univoque d'ordre culturel et moral, le pouvoir des maîtres est voué à devenir beaucoup plus charismatique qu'institutionnel. Ainsi devrait cesser cette situation paradoxale où l'imposition autoritaire du savoir se faisait tolérer en détournant vers les contenus, quels qu'ils soient, les sarcasmes de la contestation. Une relation nouvelle va naître entre maîtres et élèves, restituant leur véritable authenticité à l'effort personnel, à l'esprit critique, à la communauté des activités.

Pour des raisons qui tiennent aussi bien à l'évolution des techniques qu'à celle de la société, la fonction enseignante est donc en pleine mutation.

(Futuribles 2000 - octobre 1979)

2- L'enseignant médiateur et guide

Nous n'avons pas à demander à nos enseignants

d'être, au sens propre du terme, des "savants". Leur véritable métier, c'est la médiation : c'est-à-dire la capacité d'éveiller, de guider, de comprendre et d'aider la progression intellectuelle et affective de la jeunesse. En d'autres termes, l'école, respectueuse de tous les lieux où la connaissance s'élabore, s'enrichit et se diffuse, doit avoir avant tout un rôle de mise en ordre et d'organisation, d'éveil à l'esprit critique et au goût de l'action. Elle doit aussi préparer les élèves à un certain nombre d'exigences et de valeurs qui fondent aussi bien la vie personnelle que la vie sociale.

Toutes ces tâches, qui sont les véritables tâches de pédagogue, nul ne peut les remplir à sa place. Voilà son rôle, et c'est en réalité un rôle de liberté : dans le groupe formé par la classe, dans le dialogue avec l'enseignant médiateur et guide, l'élève apprend à se servir des outils intellectuels qui lui permettront d'être libre de ses choix, de ses goûts, de sa spécialité future. Il apprend - et il apprendra d'autant mieux que nous l'aurons d'abord appris à ses maîtres - à se servir des techniques et des savoirs contemporains comme d'un matériau offert à l'exercice de son intelligence et de son imagination.

(Journées d'études de l'Association amicale des inspecteurs généraux - 17 octobre 1980)

D- GERER LA PLUS GRANDE ENTREPRISE DE FRANCE

Christian Beullac était - ô combien - conscient d'être le "patron" d'une très grande entreprise en dirigeant l'Education nationale. Dans une période difficile, de 1978 à 1981 - dans une période de crise dont la très grande majorité de ses administrés refusaient de reconnaître la réalité - il est nécessaire d'organiser la meilleure utilisation possible des moyens disponibles : en 1980 l'Etat réservait 17,6 % de son budget à l'éducation nationale ; 3,3 % du produit intérieur brut était consacré à l'effort d'éducation pour lequel chaque habitant dépensait 3 200 francs. Il s'est attaché avec ardeur, conviction et compétence, à cet objectif de gestion rationnelle du système, sachant mobiliser son administration sur ce thème.

Mais il ne limitait évidemment pas son ambition à cette administration des ressources matérielles, il était non moins soucieux de choisir les hommes qui, à tous les niveaux de responsabilité, ont la charge du fonctionnement du système éducatif. Ce choix attentif des hommes allait de pair pour lui avec la restauration du pouvoir hiérarchique. Il se plaisait dès lors à déconcentrer les compétences de l'Etat, seul moyen de mieux faire marcher la "machine" Education. Et ce à défaut d'avoir pu conduire à leur terme des projets audacieux de décentralisation.

I- Apprendre, toujours apprendre

...Il convient de dénoncer avec force la lourdeur du centralisme bureaucratique et les obstacles qu'il oppose

à toute gestion inventive et à toute innovation pédagogique.

Le progrès de principe d'un immense système national de l'Education employant plus de 850 000 personnes n'est plus à faire. Mais tout changement brutal mettrait en cause - outre les situations acquises - l'intérêt des enfants, et à travers eux tout l'avenir d'un pays. Une évolution s'impose.

(Préface à un rapport du Club de Rome - octobre 1980 -)

II- Déconcentration, autonomie, transparence, responsabilité

L'Education nationale, avec son million d'employés, constitue, on le sait, la première entreprise de France. Son système centralisé, hiérarchisé, hérité d'abord de la volonté de promouvoir un enseignement d'Etat, puis de la nécessité de faire face à une poussée démographique sans précédent, ne permet plus aujourd'hui à notre système d'enseignement de s'adapter à la diversité de la société française et à la nécessité d'en préparer l'avenir.

Déconcentrer, c'est rapprocher la décision de son point d'application. Déconcentrer en matière d'éducation, renforcer l'autonomie des autorités investies de responsabilités, c'est recréer, dans cet ensemble rigide, un potentiel d'évolution. C'est permettre l'initiative, l'innovation. C'est amorcer ici, ce qu'on ne peut entreprendre là. C'est tirer le meilleur de la diversité des situations, des expériences et des solutions. C'est permettre le dialogue, car il n'est de véritable dialogue que dès lors qu'il y a marge de manœuvre, donc autonomie. Or l'action éducative est dialogue, entre enseignants, élèves, parents d'élèves, entre administration, élus, syndicats.

Déconcentrer, donner davantage d'autonomie, c'est aussi redistribuer, supprimer des pouvoirs. Un système centralisé ne s'engage pas de gaieté de cœur dans une telle voie ! Mais sur ce point ma volonté a été clairement affirmée...

L'autonomie n'est pas l'indépendance ! C'est l'exercice de responsabilités accrues, dans le respect d'une politique nationale d'éducation, qui elle-même laisse des degrés d'adaptation au niveau des académies. D'ailleurs un chef d'établissement peut-il réellement exercer ses responsabilités sans disposer clairement du cadre de référence que doivent constituer pour lui les grands objectifs nationaux et académiques ?

La politique de déconcentration et d'autonomie des établissements constitue une réponse aux problèmes spécifiques de l'éducation de nos enfants et de leur préparation à la vie professionnelle et sociale.

(Lettre aux chefs d'entreprise - Janvier 1981)

**Textes choisis et présentés
par Pierre DASTÉ**

LA FRANCE ET L'EUROPE FACE AUX DÉFIS DE LA FIN DU SIÈCLE

par Jean FRANÇOIS-PONCET

Le texte que nous présentons ci-après est repris d'une conférence prononcée par Jean François-Poncet, Président de la Commission des Affaires Economiques et du Plan du Sénat, au "Club France-Forum" de Paris.

Ancien Secrétaire Général de la Présidence de la République de 1976 à 1978, Jean François-Poncet fut Ministre des Affaires Etrangères dans le second gouvernement Barre et à ce titre il a notamment participé à l'institution des sommets périodiques entre les chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique Européenne et à la mise en place du système monétaire européen.

Jean François-Poncet a été Secrétaire Général de la délégation française chargée de négocier les traités du Marché Commun et de l'Euratom (1956-1958). Le Traité de Rome instituant le Marché Commun a été signé le 25 mars 1957 par Maurice Faure, Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères. Jean François-Poncet exerçant les fonctions de directeur adjoint de son Cabinet.

Sous-directeur des Organisations européennes au Quai d'Orsay (1958-1960), Jean François-Poncet a quitté pendant quelques années la fonction publique pour assumer de 1972 à 1975 la Direction Générale d'une importante société métallurgique.

Jean François-Poncet est l'auteur d'un ouvrage publié aux Editions Sirey en 1970 : "La politique économique de l'Allemagne Occidentale".

Les jugements portés sur la situation actuelle de l'Europe dépendent beaucoup des lunettes que l'on chausse.

Ceux qui se lamentent sont aujourd'hui les plus nombreux. "L'Europe est sans voix : absente à Reykjavik, sans politique au Moyen-Orient. Elle n'a ni visage ni monnaie. Elle disperse ses crédits de recherche. Elle est divisée face aux pressions des Etats-Unis. Fait plus grave, les échanges à l'intérieur de la Communauté économique européenne plafonnent aux environs de 50 % depuis une dizaine d'années".

D'autres au contraire s'émerveillent : "La France et l'Allemagne se sont réconciliées, ce qui, dans une perspective historique, est un accomplissement extraordinaire. Les difficultés de l'Europe ? Elles sont nées de ses succès. L'élargissement témoigne de sa capacité d'attrac-

tion. Les problèmes agricoles rencontrés ne sauraient occulter la réalité d'une politique agricole commune. Les politiques étrangères des pays membres se sont rapprochées. Les chefs d'Etat et de gouvernement se rencontrent trois fois par an".

Permettez-moi d'essayer d'échapper à l'une aussi bien qu'à l'autre de ces déformations optiques, en optimiste lucide, ou mieux, attitude plus conforme à mon tempérament, en pessimiste actif, soulignant, quand il le faut, les difficultés, les périls et les défis.

Dans la perspective des quelques années qui nous séparent de la fin du siècle, l'Europe se situe à un double carrefour, est confrontée à un double défi : communautaire et géo-politique. Il convient de traiter ces deux aspects, étant précisé que les défis géo-politiques ne

seront relevés que dans la mesure où seront surmontés les obstacles rencontrés sur la route communautaire.

I- LES DEFIS COMMUNAUTAIRES

Concrètement, l'Europe est confrontée à quatre problèmes majeurs et il suffirait que l'un d'entre eux ne soit pas résolu pour que l'avenir de la Communauté européenne soit remis en question. Je ne suis pas de ceux en effet qui se rassurent à la pensée que le fait communautaire serait irréversible.

L'impasse agro-financière

C'est le principal problème. Chacun le sait, même si l'on n'est pas toujours conscient des deux graves périls politiques qui en résultent :

— celui d'une "renationalisation" des politiques agricoles des pays membres qui détruirait la seule politique commune de l'Europe, véritable ciment de la Communauté.

— celui d'une crise sérieuse dans les relations franco-allemandes.

Le détonateur est financier. Tous savent que la Communauté européenne, dans ses ressources propres, a déjà atteint le plafond de prélèvement (1,4 %) sur le produit des taxes à la valeur ajoutée. Son budget pour 1987 n'a pu être voté qu'à la date limite et grâce à un compromis de circonstance, ne réglant pas le fond du problème. Il est en effet peu connu qu'aux 4 milliards d'écus de déficit courant empêchant jusqu'à la dernière minute le bouclage de ce document, s'ajoute un arriéré d'impayés de 17 milliards d'écus, soit la moitié du budget total de la Communauté (34 à 35 milliards) ! Jamais sans doute la situation financière n'a été aussi difficile.

La politique agricole, qui absorbe les deux tiers des ressources du budget, est pour l'essentiel à l'origine de cette crise, je n'ai pas à vous l'apprendre. Sa réussite a créé le problème. L'Europe, auparavant déficitaire, est aujourd'hui devenue autosuffisante en produits alimentaires et le deuxième exportateur mondial de produits agricoles. Or les débouchés n'ont cessé de se contracter, cependant que, par un effet pervers des mécanismes de la politique agricole (intervention, distillation, destruction indemnisée), parfois même, dans certains pays, grâce à la fraude, la production continuait à se développer. Des stocks se sont accumulés, de plus en plus onéreux à supporter : les frais financiers et physiques représentent 1/5 du coût de la politique agricole, qui progresse, en termes réels, de 5 % par an (soit de 8 % par agriculteur actif). Enfin cette fâcheuse évolution menace en permanence de détériorer les relations entre l'Europe et les Etats-Unis.

Une révision en profondeur s'impose. Elle sera sûrement douloureuse et il serait imprudent de sous-estimer l'importance de la crise et du malaise du monde agricole dans notre pays (l'élu d'un département rural peut en parler en connaissance de cause). Elle opposera la

France à l'Allemagne. La seconde, en cela redevenue bismarckienne, vise à l'autosuffisance alimentaire d'une Europe qui renoncerait en ce domaine à toute ambition exportatrice : il s'agit pour elle de maintenir, dans les limites de production ainsi définies, des prix agricoles relativement élevés, assurant aux agriculteurs allemands un revenu suffisant. La France, au contraire, veut demeurer grande productrice de céréales, de betteraves, de sucre... et exportatrice de produits agro-alimentaires.

Il n'y a pas lieu pour autant de céder au pessimisme. La Commission sénatoriale des affaires économiques et du plan, que j'ai l'honneur de présider, a jugé nécessaire d'engager une réflexion sur la politique agricole commune et son avenir.

Toutes les constatations ne sont pas négatives. L'agriculture européenne, devenue en certains domaines très performante et compétitive, est assise sur le principal marché consommateur du monde : fût-ce lentement, celui-ci continue à se développer. Il n'est pas certain par ailleurs que les tendances actuelles du marché mondial, caractérisées par le nombre croissant de pays accédant à une situation d'auto-suffisance, ne s'inverseront pas un jour, dans la mesure où cette auto-suffisance s'établit dans bien des cas à un niveau de consommation extrêmement bas.

Il reste que l'avenir immédiat impose la mise en application de nouveaux mécanismes visant à maîtriser les quantités produites, à faire évoluer les structures agricoles, sans omettre bien entendu de prendre en compte les conséquences sociales de tels changements.

Il convient aussi de diversifier les finalités de la politique agricole commune en se préoccupant, au-delà de strictes considérations de productivité, de préserver et protéger l'espace rural et son environnement, et en développant les usages industriels des produits agricoles.

Il faudra enfin reconquérir une partie du marché intérieur de la Communauté européenne, qui est, dans le monde, la principale importatrice de produits agro-alimentaires. Mais cela suppose l'engagement avec les Etats-Unis d'une négociation, qui sera difficile, portant, à la différence de ce qui s'est passé jusqu'ici, sur l'ensemble des marchés agricoles.

L'achèvement du Marché commun : mise en œuvre de l'Acte unique

La portée de l'Acte unique (1) est considérable, mais son application se heurtera, en l'état actuel des choses, à une importante limitation.

L'enjeu est de mettre fin à une situation paradoxale. La suppression des droits de douane et des contingents entre pays membres de la Communauté économique européenne a permis la libre circulation au sein de cette dernière des produits du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle. En revanche, les barrières administratives qui résultent de l'existence de normes techniques, de barrières fiscales, et de la nature, largement nationale, des politiques de marchés publics continuent de contrarier la libre circulation en Europe des produits

nouveaux et des produits de pointe. En trente ans, les télécommunications allemandes n'ont pas utilisé un seul téléphone français ! Et les PTT, en France, n'ont pas adopté une politique plus libérale. Les réfrigérateurs circulent, mais non les produits électroniques.

De même, il n'existe pas encore de véritable marché commun des services, situation d'autant plus fâcheuse qu'il s'agit d'un secteur particulièrement "porteur".

C'est dire l'importance de l'Acte unique, étant observé que l'absence de monnaie commune demeurera une efficace entrave à l'achèvement du marché commun qui est son objectif. La résistance à l'instauration d'une monnaie européenne vient de Bonn, chacun le sait. Encore faut-il préciser que l'Allemagne n'est pas hostile par principe à des progrès dans cette direction. Mais elle y met une condition préalable : l'existence de partenaires économiquement et financièrement fiables. Elle ne veut pas accepter en effet de mêler l'or pur du Deutsche Mark au plomb vil des monnaies mal gérées. Des assurances devront être données sur ce point à l'Allemagne : pour quoi, par exemple, ne pas envisager la création d'un Institut d'émission européen indépendant des gouvernements ? Quoiqu'il en soit, l'institution d'une monnaie européenne est aujourd'hui un objectif fondamental.

La définition d'un *modus vivendi* entre le Nord et le Sud de l'Europe

Entre ces deux parties de la Communauté économique européenne, les disparités de niveau de vie et de degré de développement sont considérables. Comme j'ai pu le constater lors d'un récent voyage, le Ministre-président du Bade-Wurtemberg se sent plus proche du Massachusetts que de la Calabre. Conscient d'appartenir à l'Europe de l'ordinateur, il ne voudrait pas que le financement de l'Europe de l'huile d'olive lui interdise d'investir suffisamment dans les technologies de pointe qui font la force du Bade-Wurtemberg dans le monde.

Avec l'adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal ce fossé a pris une nouvelle dimension politique et institutionnelle. Le bloc des pays méditerranéens dispose désormais au sein de la Communauté économique européenne d'une minorité de blocage : très ancien partisan du vote à la majorité qualifiée, je dois convenir qu'aujourd'hui, dans une Europe élargie de nouvelles réflexions s'imposent sur ce sujet.

A l'Europe du Nord de reconnaître sa responsabilité vis-à-vis du développement de l'Europe du Sud. A cette dernière d'admettre que l'aide dont elle bénéficie fasse l'objet de contrôles afin d'éviter par exemple qu'elle ne serve davantage à asseoir sur ses électeurs l'autorité du parti au pouvoir à Athènes qu'à faire évoluer en profondeur les structures économiques de la Grèce.

Bref, deux problèmes se posent : celui de la conditionnalité des aides, celui de la place et du rôle de la France, dont la vocation semble devoir être de constituer un trait d'union entre Europe du Nord et Europe du Sud.

La revitalisation des institutions

Les vieilles querelles sur la supranationalité ont disparu. Mais hélas ! pour disposer d'institutions communautaires efficaces, on ne peut plus aujourd'hui se convaincre comme naguère que tout sera résolu par l'élection au suffrage universel et le vote à la majorité.

Il faut désormais avancer sur tous les fronts à la fois :

— renforcer l'autorité de la Commission, réexaminer le mode de désignation de ses membres, qui se comportent de plus en plus en représentants de leurs Etats nationaux respectifs ;

— persévérer dans la voie du vote à la majorité ;

— consentir au Parlement européen, plus franchement que dans l'Acte unique, certaines compétences législatives, en échange peut-être d'une restriction de ses compétences budgétaires, dont il fit mauvais usage ;

— admettre que l'élargissement de la Communauté impose le recours à la "géométrie variable" aussi sûrement que la nuée porte l'orage.

Aucun de ces quatre obstacles n'est insurmontable. Mais nous devons les franchir tous, pour nous mettre en mesure de relever les défis géo-politiques du monde nouveau qui se dessine en cette fin de siècle.

II- LES DEFIS GEO-POLITIQUES

L'équilibre Est-Ouest comme l'équilibre Nord-Sud subissent une profonde évolution dont les Européens devront de plus en plus tenir compte.

Les rapports Est-Ouest

Quatre facteurs de changement sont à l'œuvre.

Tout indique que l'on s'achemine, peut-être rapidement, vers un *accord de limitation des armements entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique*.

M. Gorbatchev vient de relancer spectaculairement ce qu'il est convenu d'appeler "l'option zéro" en matière de missiles à moyenne portée : en échange du retrait de tous les S.S. 20 déployés en Europe l'U.R.S.S. propose le retrait total des missiles américains Cruise et Pershing du même théâtre d'opérations. La conclusion d'un accord sur de telles bases serait-il conforme aux intérêts de la France et des alliés occidentaux ? Le général Rogers, actuel commandant des forces de l'OTAN en Europe me rappelait, peu de temps avant la dernière initiative soviétique, que le déploiement des missiles intermédiaires sur notre continent avait d'abord été envisagé par les Etats-Unis en raison du renforcement croissant des défenses anti-aériennes soviétiques diminuant d'autant les possibilités de pénétration du territoire soviétique par les bombardiers nucléaires basés en Angleterre. Le déploiement des SS 20 a occulté cette préoccupation initiale et on est venu à la double décision : si vous retirez vos missiles, nous retirerons les nôtres. Aussi n'enlevons pas seulement les Etats-Unis mais la République fédérale d'Allemagne et la plupart de nos

Jean François-Poncet président le Conseil des Ministres de la C.E.E. les 7-8 mai 1979

alliés européens se sont-ils empressés d'accepter sous bénéfice d'inventaire la proposition de M. Gorbatchev. Celle-ci a, en conséquence, toutes chances de faire son chemin. La rejeter en bloc reviendrait à se battre contre des moulins à vent. Or plusieurs raisons incitent la France à ne pas jouer les Don Quichotte.

L'option "zéro" n'a pas été imaginée à Reykjavik par un président américain sénéscent. Elle était d'invention européenne et nous y avons nous-mêmes souscrit en son temps.

En en repoussant le principe, Paris prendrait-il le risque d'une divergence lourde de conséquences avec Bonn ?

Enfin, s'agissant de missiles américains déployés sur le territoire de cinq pays européens à l'exclusion du sien, un minimum de retenue s'impose à la France. Surtout si elle n'entend pas se laisser entraîner dans une négociation dont notre force de frappe deviendrait vite un enjeu.

Dans ces conditions l'intérêt de la France est de s'attacher aux conditions propres à réduire les périls que l'initiative de M. Gorbatchev comporte, on a raison de le souligner, pour la sécurité de l'Europe. Il en est au moins quatre qui sont évidentes.

Un système sévère de vérification doit être mis en place afin de garantir que les SS 20 existants seront effectivement détruits et ne pourront être ni reconstruits,

ni transférés d'Asie où l'URSS en conservera une certaine. Washington sur ce point partage pleinement nos préoccupations.

Le retrait des SS 20 doit être accompagné - et non suivi - du démantèlement des missiles à courte portée installés par Moscou en R.D.A. et en Tchécoslovaquie, puisqu'ils ne l'ont été qu'en représailles contre le déploiement des Pershing II et des Cruise.

Il est clair, d'autre part, que la France ne saurait accepter la moindre ambiguïté sur l'avenir de sa force de frappe ; d'autant que Moscou, tout en acceptant de n'en point parler pour le moment, vient, par la bouche de son chef d'état-major, de déclarer qu'elle devra être incluse dans les négociations "à un stade ou à un autre".

Enfin, la plus extrême vigilance s'impose concernant le couplage stratégique entre les Etats-Unis et l'Europe. Le danger est, en effet, réel que, prenant prétexte des changements intervenus, les Etats-Unis retirent d'Europe le reste de leur panoplie nucléaire - bombardiers, Pershing I, missiles Lance, artillerie nucléaire - et en viennent à réduire leur présence conventionnelle en Europe.

Le général Rogers, dans la conversation précédemment rapportée, ne m'a pas dissimulé, raisonnant en technicien militaire et non en politique, qu'à défaut de conditions de sécurité suffisantes, il serait conduit à demander de ne pas maintenir de forces américaines sur

le sol européen.

Les précautions, que je viens d'énumérer, sont donc vitales. Elles ne prévaudront que si l'Europe est unie pour y veiller. Même acquises, elles ne la dispenseront pas de l'effort que, par la mise en place progressive d'une défense commune, elle doit accomplir pour combler la disparité entre ses forces conventionnelles et celles de l'Union soviétique.

En outre, la signification à donner à de tels accords dépendra pour beaucoup du jugement porté sur l'évolution en cours en URSS, laquelle suscite pour le moment plus d'interrogations que de certitudes. Mais les changements de langage et de style observés ne peuvent être tenus pour négligeables - ni le retour de Sakharov à Moscou, ni le recours à de nouveaux modes de désignation des responsables du parti. A l'inverse, aucun relâchement des disciplines n'est perceptible dans les pays de l'Est européen. Bien au contraire le double langage tenu en Afghanistan relève de la propagande. Les contraintes du COMECON se renforcent. La politique soviétique en Amérique Centrale ou en Afrique ne subit aucune modification.

S'agit-il d'une volonté de changement en profondeur du système, obligatoirement assortie de diverses prises de précaution à l'égard d'un appareil qui demeure un frein et une menace redoutable envers toute réforme sérieuse et son promoteur ? Ou bien, M. Gorbatchev est-il un communiste convaincu, mais plus intelligent et imaginatif que ses prédécesseurs, et dès lors soucieux de lutter contre la sclérose des appareils par des réformes visant à renouer avec l'efficacité et, de surcroît, à rehausser l'image de l'Union Soviétique à l'étranger ?

Un réflexe de prudence élémentaire me semble commander aux Européens de s'en tenir, jusqu'à nouvel ordre, à la seconde hypothèse. Les objectifs de l'URSS à l'égard de l'Europe paraissent inchangés et ses propositions en matière de limitation des armements visent manifestement à se rapprocher de deux d'entre eux : la dénucléarisation de l'Europe qui ferait peser sur les Européens de l'Ouest tout le poids de la supériorité conventionnelle des puissances de l'Est, le "découplage" entre les Etats-Unis et l'Europe, alors que la défense de cette dernière repose dans une très large mesure sur la menace que représentent pour l'URSS les capacités américaines de rétorsion nucléaire.

La substitution d'une diplomatie de mouvement, d'imagination et de charme à l'immobilisme brejnévien constitue le véritable changement. Le danger n'est pas moindre, et peut-être même plus grand !

D'autant que, simultanément, s'amorce une *dérive américaine*, inquiétante pour les Européens.

Elle est depuis longtemps visible dans le domaine économique. De nombreux observateurs ont signalé que le Pacifique et l'Amérique latine tiennent une place croissante dans les préoccupations des Américains. Ainsi, les Etats-Unis portent désormais au Mexique

autant d'attention qu'à la République Fédérale d'Allemagne et ils redoutent plus que tout le monde la réalisation des menaces de désordres qui pèsent sur leur voisin.

Cette dérive pourrait s'étendre au domaine militaire. Les Américains ont toujours été soucieux de réduire le risque nucléaire. Ceux qui fréquentent les campus des universités américaines savent que le pacifisme y règne en maître. Le "Mouvement de gel" ("Freeze Movement") visant à imposer à l'Amérique le gel de ses armements nucléaires est la forme américaine du pacifisme allemand. Le Président Reagan, très politique, n'a pas lancé au hasard son "initiative de défense stratégique" ("guerre des étoiles"). Il est très conscient de la peur, d'ailleurs légitime, qu'éprouvent ses concitoyens devant la perspective d'une guerre nucléaire et leur souci de ne pas être entraînés par les Européens dans une confrontation de ce type. Au surplus, la défense de l'Europe coûte cher aux Etats-Unis puisqu'elle représente 40 % de leur budget militaire.

Il existe enfin une sorte de dérive psychologique, dans la mesure où prévaut en Amérique le sentiment que l'Europe ne joue pas vraiment le jeu, n'assume pas sa juste part des dépenses de défense. Il est vrai que, paradoxalement, les Etats-Unis dépensent pour la défense de l'Europe plus que l'Europe elle-même. Ils lui reprochent également de refuser d'assumer sa part de responsabilité politique et diplomatique, en adoptant un comportement "provincial" qui lui a fait perdre le statut de puissance à horizon mondial.

Aussi les Etats-Unis ont-ils tendance à se soucier de moins en moins des intérêts des Européens et de leurs "états d'âme", et à pratiquer des politiques commerciale, monétaire, diplomatique et militaire unilatérales et désinvoltes à leur égard.

Il ne convient pas pour autant de dramatiser. L'URSS n'est pas aventuriste. L'accord que je considère probable, et peut-être même proche, en matière d'armes nucléaires ne supprimera pas la dissuasion : faut-il rappeler qu'en ce domaine la certitude de l'intervention n'est pas nécessaire, le doute suffit. L'Europe, au surplus, demeure pour les Etats-Unis un enjeu d'importance, et je ne crois pas qu'on puisse vraiment séparer la défense de l'une de la défense des autres.

A cet égard, l'évolution du courant pacifiste dans l'Europe du Nord revêt une singulière importance. Les "Verts" sont en Allemagne désormais une force politique enracinée, bien que non prédominante. Toutefois il n'est pas certain, même si l'existence d'un tel risque ne peut être niée, que le pacifisme devienne par contagion la doctrine officielle du parti social-démocrate (décourageant ainsi les Etats-Unis de consentir des sacrifices pour la défense de l'Europe), ou même qu'il conserve sa virulence actuelle, les "Verts" pouvant être conduits à se comporter de plus en plus comme les autres partis politiques.

Il reste que l'Europe doit s'adapter à la situation nouvelle résultant d'une refermeture partielle du "parapluie"

américain. En compensation, son effort devra s'orienter dans trois directions :

— à titre principal sans doute, le développement d'une industrie des armements en Europe, au-delà, ou même à l'encontre lorsqu'il le faudra, des intérêts particuliers et à courte vue des Etats et des sociétés concernés ;

— le rapprochement des conceptions stratégiques allemandes et françaises, (je préconiserais à cet égard la création d'une sorte d'Institut d'études stratégiques franco-allemand) ;

— le développement des rapports franco-britanniques dans le domaine de l'armement nucléaire.

Les rapports Nord-Sud

L'évolution qui sera ici examinée n'est pas celle des rapports Nord-Sud au sens où l'entend l'Organisation des Nations-Unies, mais des relations entre la Communauté économique européenne et les pays du Sud qui lui sont plus étroitement liés, à savoir l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Afrique au sud du Sahara.

A l'échelle historique, le sens des courants existant entre ces deux ensembles s'est inversé. A partir de la bataille de Poitiers et de la reconquête de l'Espagne, puis, beaucoup plus tard, de la défaite des Turcs devant les portes de Vienne, l'Europe a progressivement étendu son influence vers le Sud. Au XIX^e siècle, elle s'est partagé l'Afrique (colonies, protectorats), puis, au XX^e siècle aussitôt après la Première guerre mondiale, le Moyen-Orient (zones d'influence). Malgré la décolonisation qui a suivi la Deuxième guerre mondiale, l'influence conservée, les solides positions économiques et culturelles toujours tenues par l'Europe dans la zone géographique ainsi définie peuvent donner le sentiment que l'orientation fondamentale des courants est toujours la même.

Ce serait à mon sens négliger le développement d'un important courant de sens contraire, non plus d'Etat à Etat, mais de société à société, sous forme d'immigration illégale, de terrorisme et de drogue importés. Au-delà d'indispensables réflexes de protection et du rétablissement légitime des visas et en s'élevant au-dessus des polémiques partisans et passionnelles, le problème doit être examiné avec objectivité et traité avec sang-froid. Il exige à mon avis des solutions équilibrées, défensives et généreuses à la fois, faisant toute leur place à des politiques d'assistance et de développement. Le meilleur remède à l'immigration illégale n'est-il pas l'augmentation du nombre des emplois de l'autre côté de la Méditerranée ?

Si l'armée iranienne parvenait à l'emporter en Irak et à occuper Bagdad, hypothèse qui n'est plus totalement improbable, les régimes modérés arabes risquent de chanceler, de Bagdad à Casablanca. Le fondamentalisme islamique n'est-il pas en définitive la forme moderne du nationalisme anti-occidental qu'incarnè-

rent d'abord le kéralisme, ensuite le socialisme nassérien ? Il est certain que, dans l'éventualité envisagée, les problèmes posés par l'immigration seraient, selon toute vraisemblance sérieusement aggravés.

*
**

Nous entrons donc bien dans un monde nouveau. Pour relever ses défis, nous devons cesser de piétiner dans la construction de l'Europe. Faute d'unité, "l'artichaud" européen serait effeuillé par l'Union Soviétique ; ayant perdu toute crédibilité à Washington, nous serions négligés et bousculés par les Etats-Unis ; cessant de peser économiquement, nous serions technologiquement colonisés par le Japon.

Relever les quatre grands défis de la construction communautaire, tels qu'identifiés dans le présent exposé, est un préalable absolu. Or, à mon sens le seul aiguillon en ce domaine se révèle être la France, Paris ayant été, au long des trente dernières années, le point de départ de la plupart des initiatives, bonnes ou mauvaises, relatives à l'Europe.

Mais la France ne sera écoutée que si elle est debout, et parvient à redresser sa situation économique et à rééquilibrer ses échanges avec l'extérieur. En particulier, le vrai moteur de la construction européenne étant la coopération franco-allemande, il importe d'éviter que ne se creuse entre les deux pays une disparité trop grande.

L'infériorité économique française par rapport à l'Allemagne a toujours existé. Encore convient-il de ne pas la laisser s'aggraver, comme cela s'est produit dans les années récentes, et, si possible, de la réduire. Elle était d'ailleurs compensée par d'autres atouts : siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies, force de frappe, plus grande liberté de mouvement politique.

Les circonstances ne favorisent pas actuellement ce nécessaire rééquilibrage. Le pouvoir est faible, parce que divisé, en France. Des sentiments moins favorables à l'Europe se développent en Allemagne, à mesure que celle-ci prend de plus en plus conscience d'être une puissance mondiale, du coût financier de son appartenance à une Communauté économique européenne dont elle a de moins en moins besoin et dont certains pays membres, de surcroît, adoptent un comportement qu'elle juge peu sérieux. A cet égard, l'attitude de la Grèce a certainement causé beaucoup de tort à l'idée européenne dans l'opinion publique allemande.

Une France forte est dès lors plus indispensable que jamais pour entraîner l'Allemagne à coopérer à l'œuvre de reconstruction de la Communauté européenne, qui demeure en cette fin de siècle notre unique voie de salut.

Jean FRANÇOIS-PONCET

(1) N.D.L.R. - Il existe un programme élaboré par "l'Acte unique" qui annonce une Europe constituant à l'horizon de 1992 un grand marché unique sans frontières intérieures comportant 320 millions d'habitants, c'est-à-dire de consommateurs, et rassemblant douze Etats.

LES FRANÇAIS ET L'ARGENT

par Jean BOISSONNAT

Sous le titre "L'état de l'opinion - clés pour 1987", la SOFRES publie, aux éditions du Seuil, les analyses et les commentaires des sondages qu'elle a réalisés en 1986, ainsi que les données de quelques grandes enquêtes sur des sujets aussi divers que le gaullisme, le moral des Français, les salariés et leur entreprise, l'image de l'Union Soviétique, l'identité catholique, la famille, les adolescents etc...

Les réponses aux sondages concernant le terrorisme sont commentées par Simone Veil, celles sur le progrès social par Michel Delebarre, sur les Français et l'argent par Jean Boissonnat, sur les permis et interdits sociaux par Annie Percheron. Ce sont Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré qui tirent les leçons de 1986 pour aider à mieux comprendre 1987. Il convient d'observer que sur certains points, comme la cohabitation ou le coefficient de popularité des leaders politiques, les chiffres des sondages des premiers mois de 1987 ne coïncident pas toujours avec ceux de 1986, ce qui n'a rien que de normal, car les sondages sont une photographie de l'opinion à un moment donné.

La SOFRES et les Editions du Seuil ont bien voulu nous autoriser à publier le texte de notre collaborateur et ami Jean Boissonnat.

Vieille nation rurale, société de tradition catholique, la France et les Français ont toujours entretenu des rapports ambigus avec l'argent. Peuple de propriétaires - "le plus grand parti de France", disait Georges Pompidou -, il aime la pierre, la terre et l'or depuis les Gaulois. Autrement dit, il aime la fortune, fût-elle modeste, le capital, l'héritage, l'épargne. Il aime donc l'argent, mais pour l'amasser, comme une femme volage qu'on enferme chez soi pour s'assurer sa fidélité. Il craint l'argent qui coule, circule, irrigue - éventuellement s'évapore. Ce ne sont pas les mésaventures parisiennes de John Law, cet Ecossais créateur de la Compagnie des Indes, qui ont pu le rassurer.

D'autant que l'Eglise catholique a constamment mis en garde ses fidèles contre la séduction de l'argent, les turpitudes qu'il peut engendrer, démon tentateur, ruse du diable, au moins autant que le sexe et certainement davantage que le pouvoir. Chez nous, l'argent est le sexe de l'économie, ce dont on parle peu ou avec circonlocutions. Les théologiens lançaient l'anathème contre le

prêt à intérêts, exactement comme François Mitterrand n'a vraiment voulu qu'une seule nationalisation (celle des banques, le "pouvoir de l'argent") et comme le Conseil constitutionnel a imposé à l'Etat de ne vendre les entreprises qu'il contrôle qu'à leur "juste prix". Tant pis s'il n'y a pas d'acquéreur à ce prix-là !

FAIRE FORTUNE

De telles mentalités n'évoluent que lentement. Il semble, toutefois, qu'elles s'ébranlent. Le sondage réalisé pour *l'Expansion* en juin 1986 sur "les attitudes des Français à l'égard de l'argent" révèle les glissements significatifs. En peu de temps. La SOFRES avait posé en 1984 pour *Le Figaro-Magazine* la question suivante : "Quand on vous parle de quelqu'un qui a fait fortune en quelques années, éprouvez-vous à son égard plutôt de l'admiration ou plutôt de la méfiance ?" 34 % des personnes interrogées éprouvaient de l'admiration, 47 % de la méfiance, soit un solde négatif de treize points. Deux ans plus tard, la même question posée pour *l'Expansion*, donnait 43 % d'admiratifs et 42 % de méfiants, soit un

solde positif de un point. La tendance s'est inversée. Notons toutefois que les hommes restent plus méfiants (solde négatif de quatre points) que les femmes (solde positif de cinq points) et les anciens plus réservés que les jeunes. En ce domaine comme dans beaucoup d'autres, ce sont les femmes et les jeunes qui changent la société française. En revanche, la gauche reste toujours plus réticente que la droite, ce qui devrait la conduire à s'interroger sur son pouvoir de séduction en direction de la jeunesse et des femmes, deux catégories qu'elle courtise particulièrement.

Si un patron fait fortune, les Français ne l'accusent pas, aujourd'hui, d'y être parvenu en exploitant son personnel. Même les électeurs communistes placent devant cette explication celle du bon usage du système économique existant ; il est vrai que, chez eux, cela peut se confondre avec la cause précédente. C'est d'abord à leurs capacités que les chefs d'entreprise devraient leur réussite financière. On y verra une autre forme de la réhabilitation de l'entreprise : celle qui réhabilite du même coup l'entrepreneur.

QUE FAIRE D'UNE FORTUNE ?

Faisons demi-tour. Après avoir considéré la légitimité de la formation de la fortune, examinons son usage. L'opinion est interrogée sur le jugement moral qu'elle porte à propos de l'utilisation d'une somme d'un million de francs - chiffre conventionnel. Le jugement moral est, évidemment, largement positif si on consacre cet argent à l'acquisition d'un logement. La pierre conserve toute sa noblesse, surtout quand elle est le nid de la famille. Mais on est surpris de trouver en deuxième position la création d'une entreprise, laquelle précède l'acquisition d'un logement pour le louer. Le bas de laine (mettre cet argent de côté en cas de besoin) occupe une lointaine quatrième place, devant le placement en Bourse, à propos duquel, toutefois, 51 % des Français considèrent que cela contribue au développement de l'économie alors que 16 % seulement sont d'un avis contraire. Oublié John Law... Un seul usage de ce fameux million entraîne un jugement moral négatif : l'or ! Aurions-nous oublié, aussi, nos origines gauloises ? Voilà donc une réhabilitation du risque financier par rapport aux placements traditionnels, supposés sans risque. En réalité, l'or ne rapporte rien et le prix de la terre peut baisser, comme c'est le cas aujourd'hui. A l'inverse, les cours des actions à la Bourse de Paris ont été multipliés par quatre en cinq ans - sous un gouvernement de gauche... Qu'en penseront les Français quand la tendance se retournera ? Car le marché financier ne fonctionne pas à sens unique.

L'opinion n'a donc pas seulement changé son jugement sur la détention d'argent - jugement dont la sévérité d'hier n'était pas exempte d'hypocrisie ou de jalousie - mais aussi sur son usage. Voilà qui est plus important pour l'évolution de notre société. Mettre ses ressources dans la création d'une entreprise ou les placer en Bourse dans des actions, deux façons de prendre des risques,

devrait annoncer une société moins frileuse, plus créatrice, ouverte à l'innovation parce que capable de prendre un risque, de comprendre l'échec et de recommencer si l'occasion se présente. Certes, de telles évolutions sont encore fraîches et fragiles. Elles peuvent sombrer dans un coup de tabac en Bourse ou dans l'effondrement de quelques vedettes de l'entreprise. Prions pour que Bernard Tapie, Jean-Luc Lagardère ou Francis Bouygues ne tombent pas en déconfiture ! Ils pourraient entraîner avec eux plus que leur entreprise, l'idée qu'on se fait de l'entrepreneur et le concept même du risque d'entreprendre. Lourde responsabilité - à vrai dire, excessive - pour quelques personnes dans une société médiatisée où l'on juge de tout sur un petit nombre de symboles pas toujours représentatifs.

CE QUE GAGNENT LES AUTRES

Cette opinion en mouvement sur les questions d'argent, que sait-elle de la façon dont celui-ci est réparti ? La SOFRES a interrogé pour *l'Expansion* les Français sur l'idée qu'ils se faisaient du gain mensuel (avant l'impôt) d'un ouvrier, d'un agriculteur, d'un cadre supérieur, d'un médecin et d'un patron (d'une entreprise de 1000 salariés). Question inévitablement sommaire car les statistiques nous enseignent qu'il peut y avoir plus de différences entre les gains de différents membres de la même catégorie sociale qu'entre les moyennes des diverses catégories. L'accroissement rapide du nombre des médecins aboutit, par exemple, à ce qu'un jeune praticien dans la banlieue d'une grande ville peut gagner moins qu'une secrétaire dans une riche entreprise.

Il n'empêche que les chiffres cités sont révélateurs et montrent que les Français - que l'on dit cachottiers en matière d'argent - ne sont pas si mal renseignés sur les revenus des uns et des autres. Certes, ils sous-estiment celui d'un patron, en avançant le chiffre de 46 800 F alors que les enquêtes disponibles donneraient plutôt 65 000 F pour le chef d'une entreprise de 1 000 salariés. En revanche, il n'y a pas de grossière erreur pour le médecin auquel l'opinion donne 26 000 F de revenus par mois tandis qu'on trouve 24 000 F dans les enquêtes (mais avec une très forte dispersion autour de la moyenne). Le cadre supérieur est crédité d'un salaire moyen de 22 000 F, ce qui est un peu supérieur à la réalité statistique. Les chiffres cités pour un agriculteur (7 900 F) et un ouvrier (5 800 F) sont très proches de ceux que l'on trouve dans les enquêtes de l'INSEE ou du CERC.

LA CONNAISSANCE DES IMPOTS

Si nous avons une assez bonne connaissance des revenus moyens des diverses catégories, nous sommes en revanche moins éclairés sur les prélèvements fiscaux. Et pourtant... Les Français surestiment les impôts payés par les détenteurs de revenus modestes alors qu'ils sous-estiment ceux que payent les "riches" ! Interrogés sur les impôts d'une famille de deux enfants gagnant

100 000 F par an, ils disent "plus de 8 000 F" alors qu'en réalité, la "note" du percepteur n'est que de 3 000 F. A l'inverse, si la même famille gagne 300 000 F par an, on s'imagine qu'elle paye 28 000 F d'impôts alors que c'est, en réalité, 41 000 F. Quant à la famille qui dispose de 500 000 F de revenus, ce n'est pas 82 000 F d'impôts qu'elle verse, mais plus de 100 000 F.

Autrement dit, l'opinion publique sous-estime les effets de redistribution des revenus opérés par la fiscalité. Elle ne voit pas la "révolution sociale" faite, en France, depuis un quart de siècle - alors même que le pays était gouverné "à droite" - de manière insensible, par l'intermédiaire de la Sécurité sociale, des impôts et d'un phénomène massif : l'accroissement du nombre de femmes exerçant un travail rémunéré, ce qui a développé le nombre de familles où entrent plusieurs revenus. Aujourd'hui, près de la moitié des foyers déclare au moins deux revenus. Une récente étude du CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) établit qu'entre 1962 et 1984, le rapport entre le revenu disponible (compte tenu des prestations sociales, des cotisations sociales et des impôts) d'un ménage d'ouvriers et celui de la catégorie sociale la mieux rémunérée est passé de 1 à 2,9 à 1 à 2,2. Resserrement sensible sur une période, somme toute, assez courte.

APRES L'EGALITE

Certes, ces écarts entre des moyennes ne rendent pas compte de celui qui mesure la différence de revenus entre le chômeur en fin de droit (1900 F par mois) et l'étoile du football (600 000 F par mois !). Le scandale qui peut naître de cette dernière comparaison ne doit pas dissimuler le mouvement de fond qui affecte notre société sur les rapprochements de niveaux de vie entre les grandes catégories sociales. Le rapport des Français avec l'argent a probablement évolué sous l'effet de cette plus grande homogénéité des niveaux de vie : quand la plupart des foyers disposent d'une salle de bains, d'une voiture et d'une télévision, on ne vit pas les problèmes de l'argent de la même manière qu'autrefois. Il y a eu l'épo-

que - jusqu'au XVIII^e siècle, approximativement - où l'on consentait à d'énormes écarts parce que cela paraissait l'effet d'une fatalité : il n'y avait pas assez de richesses pour tout le monde, pensait-on ; ceux qui étaient nés dans certaines catégories avaient la chance d'avoir trouvé "une cuillère en argent dans leur berceau".

Puis vint la révolte contre les inégalités qui ne paraissent plus fatales. La révolution industrielle entraînait deux conséquences qui se cumulaient : on avait appris à accroître la richesse disponible et plus rien dans la répartition des tâches ne justifiait des fortunes transmises de génération en génération, face à des misères perpétuelles. Une certaine redistribution ressentie comme nécessaire devenait, en même temps, possible. Sur deux siècles, à travers conflits et aléas, elle se fit.

Aujourd'hui, un néo-libéralisme semble interroger la société : le redécoupage d'un gâteau qui s'agrandissait n'est-il pas une des raisons pour lesquelles il grandit moins vite depuis quinze ans ? De l'Amérique de Reagan à la France de Chirac, l'opinion n'est pas insensible à cette question. Si, pour combattre le chômage et continuer d'améliorer le niveau de vie, il faut faire davantage confiance à l'entreprise qu'à l'Etat, il faut aussi encourager la race des entrepreneurs et donc ne pas diffuser un sentiment de culpabilité ou de frustration chez ceux qui s'enrichissent par leur activité.

Voilà sans doute le message contenu dans ce sondage de la SOFRES. Il est fragile. On se tourne vers l'entreprise par dépit de ne pas avoir vu l'Etat capable de juguler "la crise". Mais sera-ce une mode qui passera si les réalisations se font attendre ou s'agit-il d'un mouvement de fond qui modifiera profondément les mentalités ? En outre, le diagnostic simple - simpliste ? - sur lequel il est fondé peut se révéler inexact ou seulement vrai en partie. Enfin l'argent n'est pas que la circulation sanguine du corps de l'économie. Par quelque côté, ce sera toujours au moins autant une passion qu'une raison.

Jean BOISSONNAT

L'ARGENT : VALEUR POSITIVE OU NÉGATIVE ?

Considérez-vous l'argent dans la société actuelle comme quelque chose de positif ou comme quelque chose de négatif ?

	PRÉFÉRENCE PARTISANE					
	Ensemble des Français	Parti communiste	Parti socialiste	UDF	RPR	Front National
Comme quelque chose de positif	71	53	68	76	79	65
Comme quelque chose de négatif	21	33	24	18	14	21
Sans opinion	8	14	8	6	7	14
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

LE JUGEMENT MORAL SUR LES PLACEMENTS

Voici différentes façons d'utiliser un million de francs (cent millions de centimes). Si vous deviez juger sur le plan moral, diriez-vous que vous approuvez cette utilisation : tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout ?

		Approuve tout à fait ou plutôt	N'approuve plutôt pas ou pas du tout	Sans opinion
Acheter un logement pour y habiter	100%	93	5	2
Créer une entreprise		74	21	5
Acheter un logement pour le louer		67	27	6
Mettre cet argent de côté en cas de besoin		59	38	3
Placer cet argent en bourse		52	36	12
Dépenser cet argent (voiture, voyages, etc)		52	43	5
Acheter de l'or		35	53	12

LE DEVELOPPEMENT DE LA BOURSE ?

Pensez-vous que pour l'économie, le développement de la Bourse est plutôt souhaitable ou plutôt dangereux ?

PRÉFÉRENCE PARTISANE

	Ensemble des Français	Parti communiste	Parti socialiste	UDF	RPR	Front National
Plutôt souhaitable	51	46	51	65	60	52
Plutôt dangereux	16	21	17	13	13	27
Sans opinion	33	33	32	22	27	21
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

LA REUSSITE DES CHEFS D'ENTREPRISE ?

A propos d'un chef d'entreprise qui a fait fortune, quelles sont les deux opinions qui correspondent le mieux à la vôtre ?

PRÉFÉRENCE PARTISANE

	Ensemble des Français	Parti communiste	Parti socialiste	UDF	RPR	Front National
Il a montré des capacités particulières	64	40	62	75	72	66
Il a su profiter de la société de consommation	41	48	46	40	40	41
Il a dû exploiter son personnel	20	43	23	10	12	21
Il a rendu service à l'économie	16	5	14	23	21	21
Sans opinion	6	10	4	7	5	3

FAUT-IL RÉINVENTER UNE PLANIFICATION POUR NOTRE TEMPS DE MUTATION ET DE CRISE ÉCONOMIQUE ?

par Jean AUBRY

La planification a-t-elle encore un sens aujourd'hui ? Vaut-il même la peine d'en parler ? Force est de se poser la question, les plans français ayant cessé depuis plusieurs années de retenir l'attention des medias, ou même des cercles politiques, économiques, sociaux et universitaires. Sans remonter à l'entre-deux guerres où le débat politique - fondé sur des arguments qui nous semblent aujourd'hui bien superficiels et simplistes - entre planistes et anti-planistes fit parfois quelque bruit, le silence actuel contraste avec le retentissement constamment donné depuis la dernière guerre et pendant plus de trente ans aux travaux et aux débats du Commissariat général au plan et de ses Commissions, aux innombrables déclarations politiques (y compris au plus haut niveau), prises de position économiques ou syndicales, colloques, études et travaux divers consacrés à la planification à la

française. Notons au passage que "France-Forum", à plusieurs reprises (1), n'a pas manqué, par des articles ou des colloques, de jouer sa partie dans ce courant. Paradoxalement, et à l'exception de l'écho, singulièrement faible et fugitif, rencontré par les réformes législatives de la planification en 1981 et 1982, les gouvernements socialistes, entre 1981 et 1986, en dépit de leur doctrine traditionnellement étatiste et volontariste, n'ont (pour employer un euphémisme) pas fait du plan l'instrument central de leur action. A cette époque le rituel d'élaboration et d'approbation du Plan intérimaire (1981-1983) et du IX^e Plan s'est déroulé dans la quasi-indifférence générale. Surprise ! la présence temporaire à la tête du Ministère chargé du plan de Michel Rocard, orfèvre en la matière et personnalité médiatique s'il en fut, n'a en rien contrarié l'effacement d'une institution dont l'image s'était fortement imposée à l'opinion sous la IV^e et la

plus grande partie de la V^e République. A l'époque, la "présence", la "magistrature", affirmée ou exercée successivement depuis la rue de Martignac, siège du Commissariat, par Jean Monnet, Pierre Uri, Pierre Massé, Jean Ripert furent considérables dans la vie politique et économique. Qui connaît aujourd'hui le nom de Commissaire au plan ?

A fortiori, l'éventuel retour en force d'un libéralisme pur et dur ne devrait, logiquement, pas offrir beaucoup de chances de résurrection à l'idée de plan.

On peut dès lors comprendre que M. Vélitchkovitch, auteur du rapport sur l'"avenir de la planification" présenté en mars 1987 devant le Conseil économique et social, n'ait pu réprimer un doute : rendant compte des travaux de sa commission, il précisait que cette dernière n'avait pas à "préjuger aujourd'hui le contenu du X^e Plan - s'il y a un X^e Plan !" (2).

Et pourtant ! Trois événements récents devraient contribuer à ré-ouvrir le débat : soit, dans l'ordre chronologique, la publication en 1986 d'un livre de Pierre Bauchet, "le plan dans l'économie française", la note de Simon Nora incluse parmi quarante autres témoignages de personnalités diverses dans "Prospectives 2005" (3), enfin, justement, le débat précité au Conseil économique et social sur l'avenir de la planification. C'est une chance et peut-être un signe, de pouvoir verser simultanément au dossier les réflexions respectives d'un universitaire, spécialiste incontesté de la planification, d'un praticien possédant une rare expérience de conseiller et de décideur économique dans le secteur public comme dans le secteur privé, enfin des responsables socio-professionnels et experts membres du Conseil économique et social.

Puissent les brèves indications contenues dans l'article consacré aux travaux du Conseil et à l'analyse présentée par Simon Nora, d'une part, à l'ouvrage de Pierre Bauchet d'autre part, inciter le lecteur à se reporter à des textes particulièrement stimulants.

Des charmes discrets d'un consensus retrouvé à l'inconfort d'une nécessaire révolution intellectuelle

Pour les planistes inconditionnels et pour les nostalgiques de l'âge d'or de la planification à la française, les débats consacrés en mars 1987 par le Conseil économique et social à l'avenir de la planification auront constitué une divine surprise.

On ne retrouve plus dans les interventions qu'un écho affaibli des grandes querelles de doctrine d'autrefois sur le bien-fondé même de l'idée du plan, sur la politique des revenus, sur les rapports du plan pluri-annuel et des budgets annuels, sur la possibilité de décréter un taux de croissance, sur le statut du Commissariat au plan, administration soumise à l'exécutif ou "magistrature" indépendante. Au niveau des principes tout au moins, auquel se situait la discussion, des nuances et des accents différents ont certes été exprimés, mais un consensus s'est

assez facilement établi sur l'essentiel, spectaculairement illustré par le vote final, à une très forte majorité (163 voix contre 19, et 1 abstention) de l'avis concluant ces travaux.

Seule la CGT a marqué son désaccord, mais en prenant soin de préciser que, comme le rapporteur, elle conservait sa foi en la nécessité de la planification pour réduire les incertitudes. Ses critiques ont été de nature politique, et, à vrai dire, hors sujet, sur les finalités des derniers plans (profit, soumission à la contrainte extérieure, prise en compte, sous le couvert de l'intérêt national, des exigences patronales).

A l'inverse, le représentant de l'agriculture, secteur où la gravité de la crise est le moins niable, s'est montré le plus fervent zélateur de la planification, seul moyen notamment de "sortir l'agriculture du cercle infernal des décisions prises au jour le jour".

Si le porte-parole des entreprises privées a, comme il fallait s'y attendre, souligné que "la compétitivité ne se décrète pas" et que le plan doit être "une prévision, et non plus une volonté imposée", il a reconnu la nécessité "de programmes et d'orientations stratégiques" et l'utilité "pour les entreprises et les syndicats" de bénéficier, à travers le plan, "d'informations et d'analyses sur l'évolution économique et sociale".

F.O. a marqué sa réticence traditionnelle à toute extension inconsiderée de la planification aux domaines social et culturel, mais estimé indispensable, "dans une période de difficultés économiques plus qu'en toute autre... de fixer dans un Plan des objectifs précis et cohérents".

Pour la CFDT, s'il faut tourner la page des plans "quantitatifs", la triple fonction assignée à la planification demeure d'actualité "éclairer l'avenir", "assurer la concertation entre administration et organisations syndicales et patronales", "apporter de la cohérence à l'ensemble des acteurs économiques".

Mais la CFTC, tout en exprimant quelques différences d'appréciation avec le rapporteur sur tel ou tel point d'ordre technique, a tenu à souligner, en accord avec ce dernier, la nécessité d'une "rénovation" de la planification.

Presque tous les intervenants, à leur suite et en se fondant sur les leçons à tirer des chocs pétroliers, de l'évolution du monde, de la crise économique, ont reconnu que les méthodes et les procédures de planification avaient à évoluer, et à être "rajeunies", pour reprendre l'expression du représentant de la CFDT.

Le Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la fonction publique et du plan, a indiqué les évolutions qui lui paraissaient souhaitables de cette institution qui doit "conserver l'ambition d'éclairer les grands problèmes économiques et les grands problèmes de société".

Tous au fond, même s'ils ne l'ont pas toujours dit explicitement, ont conscience que "la planification à la

française" est elle-même en crise.

Comment s'en étonner ? Il suffit d'évoquer quelques-uns des défis les plus redoutables à relever par le planificateur d'aujourd'hui - et qui ressemblent fort parfois à des obstacles insurmontables.

La complexité, caractéristique commune aux économies de type occidental, - une fois résolus les problèmes, aigus mais simples, des pénuries et des goulots d'étranglement de l'immédiate après-guerre - n'a jamais facilité le travail planificateur. En France, loin de se décourager, les experts des comptes de la nation et de l'INSEE ont progressivement perfectionné les outils d'analyse, de prévision et de cohérence jusqu'à un point qui leur ont valu, même au niveau international, une réputation enviable et légitime. Mais, rançon du succès, la sophistication même de ces instruments a dangereusement accru la distance, sinon l'incommunicabilité, entre les décideurs publics et privés, les partenaires sociaux d'une part, et les grands-prêtres de l'économétrie préposés à leur fabrication et à leur utilisation, d'autre part.

A peine parvenaient-ils tant bien que mal à décrire et donc à prévoir les multiples interactions des décisions des agents économiques au sein d'un univers évoluant sans à-coups notables et, pendant les "Trente glorieuses", en expansion continue, que ces outils voyaient leur fiabilité brutalement remise en question par les secousses amples, brutales et de sens divers provoquées par les chocs pétroliers successifs, par le déplacement, rapide et dramatique, des centres de gravité du monde économique, le plus souvent au détriment de l'Europe Occidentale et plus spécialement de la France, par la prolifération et l'accélération incessantes des innovations technologiques. Aux problèmes posés depuis longtemps par la multiplication des centres privés de décision économiques, parfois multinationaux, depuis 1982 par l'apparition de nombreux nouveaux centres publics de décision en raison de la décentralisation, s'est donc ajouté celui, oh combien plus difficile, posé par la diminution relative du poids de l'économie française dans le monde et par la dépendance croissante en résultant. La planification dans un seul pays apparaît de plus en plus dépourvue de sens.

Le rapporteur comme le ministre, et certains intervenants, ont, au Conseil économique et social, tenté d'apporter quelques réponses pragmatiques, esquissé sommairement quelques réformes : choix limité à de grands objectifs simples, bien sélectionnés, révisables, coopération avec les services étrangers à vocation analogue, concertation au niveau de la Communauté économique européenne, développement des contrats de plan Etat-Région ou Etat-Entreprise publiques, recours à des lois-programmes plutôt qu'à des programmes prioritaires, élaboration de budgets pluri-annuels, suivi plus efficace de l'exécution des plans... Ce sont autant d'objectifs concrets qui gagneraient à être étudiés de manière plus approfondie et, le cas échéant, mis en œuvre.

*
* *

Mais cela risque d'être insuffisant. Non sans pertinence, Simon Nora, à travers quelques formules décapantes, voire un rien provocatrices, convie les planificateurs à une véritable conversion intellectuelle.

Comme Pierre Bauchet, il distingue, dans l'évolution de la planification à la française jusqu'à aujourd'hui, deux phases qu'il qualifie, la première de "phase de dépannage", la seconde de période des plans exhaustifs, élaborés à partir de modèles de cohérence et de vraisemblance très sophistiqués, et dont l'exécution repose principalement sur les leviers financiers et sur une "distribution des revenus négociée entre grands appareils centralisés sous le chapeau de l'Etat providence".

Une troisième phase doit s'ouvrir désormais, en "rupture" avec les précédentes, compte tenu de l'incapacité évidente de l'action étatique centralisée à déclencher les naissances ou les investissements et de la puissance "redoutable" des freins et des blocages socio-culturels. "Il y a des choses dont chaque Plan démontre la nécessité et que l'on ne peut réaliser". L'Etat s'est montré au cours des dernières années aussi incapable d'organiser au mieux la régression des industries charbonnière ou sidérurgique que de créer et développer une industrie de la machine-outil, qui manque si cruellement à notre panoplie économique.

L'ambition qu'avait légitimement le plan au temps de Pierre Massé de "réduire l'incertitude" n'est plus de saison. La tâche primordiale doit être aujourd'hui d'"analyser", au sens psychanalytique du terme, les blocages socio-culturels, et "de nous apprendre à faire face à toutes les incertitudes".

Simon Nora paraît bien atteindre le fond du problème en utilisant l'expression de "crise de civilisation" et en se demandant comment un "gouvernement (pourrait) imposer ses propres certitudes à une société qui semble très en avance sur lui".

*
* *

Il faut souhaiter que les travaux du Conseil économique et social comme les réflexions de Simon Nora relancent chez les politiques, les partenaires sociaux, les économistes... et pourquoi pas les philosophes, l'intérêt pour - et de nouvelles recherches individuelles et collectives sur - le déchiffrement de notre avenir et les meilleures manières de le maîtriser.

Sans doute convient-il de ne pas confondre prospective et planification. Un plan même qualifié d'"économique et social", ne saurait être totalitaire et prétendre englober tous les aspects de la vie sociale. La mise en garde de F.O. à ce sujet lors du débat au Conseil économique était pertinente - et d'une portée même plus générale que ne le soupçonnait son auteur, surtout soucieux, semble-t-il de barrer la route à un éventuel retour de la "politique des revenus" et d'abattre tout ce qui ferait obstacle au développement de la politique contractuelle. Condamnable en tout temps, une ambition aussi démesurée serait de surcroît aujourd'hui ridicule, notre épo-

que de bouleversements technologiques, géo-politiques, sociologiques devant inciter économistes et planificateurs à la plus grande modestie.

Mais il ne faudrait à l'inverse ni se décourager d'interroger inlassablement et sans préjugé les figures complexes, mouvantes et dérangeantes du monde insolite en train de naître à l'approche du troisième millénaire, et leurs devenir possibles (4), ni tenir pour nuls et non avenus les acquis techniques remarquables obtenus par nos économistes, statisticiens et comptables nationaux en 40 années de travaux particulièrement féconds.

Faites-moi de la bonne prospective, j'aurai plus de chances de vous faire de la bonne planification. Pour les saisir et en tirer le meilleur parti chacun, économiste, syndicaliste, responsable privé ou public, élu, aura profit à méditer les informations et réflexions de Pierre Bauchet sur l'histoire de la planification française, et ses suggestions pour moderniser et adapter ce précieux outil aux exigences de l'économie actuelle.

Histoire et avenir de la planification française

A l'heure où le chômage et les autres désordres affectant monnaies, industries et agricultures occidentales, en même temps que les mutations profondes et rapides des structures de l'économie mondiale, obsèdent les esprits et sont au cœur du débat politique, le livre de Pierre Bauchet est particulièrement bienvenu. Quel rôle a joué la planification à la française, tant vantée à l'époque, dans l'installation et le maintien de cet "âge d'or" que fut l'expansion forte et continue des "Trente Glorieuses" ? Pourquoi aujourd'hui est-elle si étrangement absente des controverses qui font rage chez les politiques et dans les media sur les moyens de vaincre la crise ?

Avec l'érudition, l'objectivité, la sérénité et l'humilité dignes des grandes traditions universitaires, "Le Plan dans l'économie française" (5) nous procure en réponse une documentation et des réflexions indispensables et originales.

La première partie de l'ouvrage est consacrée à l'histoire, illustrée de précieux tableaux, graphiques et séries statistiques, de quarante années de planification (6). Elle conduit l'auteur à esquisser dans une seconde partie les changements de méthode qui s'imposent dans l'exercice d'une fonction, à ses yeux irremplaçable.

Soucieux de dissiper d'entrée de jeu toute confusion, Pierre Bauchet tient à préciser l'objet et les limites de sa démarche. Celle-ci n'est ni de dissertar sur Plan et progrès ("la notion de progrès est trop complexe et se mesure par des données quantifiables et d'autres qui ne le sont pas" p. 57), ni même de "savoir si le développement quantitatif de l'économie française peut-être ou non attribué au plan" (p. 57-58), mais plus simplement de "comparer, lorsque faire se peut, les prévisions du Plan, et surtout ses objectifs, avec les réalisations" (p. 57).

Dans ce cadre, le lecteur se reportera avec intérêt aux

pages retraçant l'histoire économique, l'évolution des techniques d'analyse et de modélisation, des problématiques et des stratégies au long des trois périodes que l'auteur distingue : plans directifs (1947-1957), plans généralisés et libéralisés (1958-1975) correspondant à la période de grande expansion, plans de lutte contre la crise (1976-1988).

Même le plus averti y apprendra beaucoup. Quelques exemples parmi beaucoup d'autres.

On sait généralement que l'OCDE a été, à l'origine, créée afin de permettre aux Etats-Unis d'avoir affaire pour la répartition de l'aide Marshall à un interlocuteur "européen" unique. Qui se souvenait que le Commissariat Général au Plan avait vu le jour le 3 janvier 1946 pour aménager l'usage des fonds de l'aide américaine accordée aux termes des accords de Blum-Byrnes (p. 6). Les modèles utilisés pour l'élaboration du plan ont sans doute atteint leur apogée de sophistication lors de la préparation du VII^e Plan (1976-1981), dont la période d'application devait coïncider avec l'apparition de la crise, qui a naturellement bouleversé toutes les prévisions, et du VIII^e Plan, mort-né du fait du changement de majorité législative en 1981.

Un rapport alors établi pour une Commission présidée par Christian Goux, mais éclipsé sans doute par les autres événements dont cette période fut riche, car il ne semble avoir eu à l'époque que peu de résonance, a critiqué tous azimuts (méthodes, objectifs, dialogue social) les plans précédents.

En 1981, la volonté d'innover était manifeste. Mais certains des nouveaux scénarios commandés aux experts pour le IX^e Plan durent être censurés (p. 99), de même qu'était interrompue la publication des indicateurs de suivi du Plan. Les travaux des experts laissant "entrevoir des déséquilibres graves du budget, de la balance des paiements et de l'emploi...", l'idée (se fit jour) de modifier par un projet de société cohérent les données culturelles et sociologiques susceptibles d'assouplir les contraintes économiques" (p. 103). Vaste programme ! Le rêve du volontarisme fût en fait brutalement interrompu par le renversement de politique économique de 1983.

Mais, en définitive, Pierre Bauchet fait observer que, par-dessus la césure politique de 1981, et ce bref intermède 1981-1983, il existe, à y bien regarder, beaucoup d'éléments de continuité entre le VII^e et le IX^e Plan, "La modération des hausses de salaires et plus largement des revenus disponibles, ainsi que des dépenses de protection sociale, la fin de l'échelle mobile, souhaités sous le VII^e Plan, se réaliseront sous le IX^e Plan" (p. 133). De même, et cela en surprendra plus d'un, déjà "le VII^e suggérait de faire appel à la diminution de la durée hebdomadaire du travail, à l'aménagement des retraites et à d'autres mesures reprises pour le IX^e" (p. 130).

Il reste - observation plus paradoxale et surtout de plus de portée - que le déclin du plan s'est, sinon amorcé, du moins nettement accentué avec l'avènement des gou-

vernements socialistes. Conséquence normale d'une conjoncture de crise, qui a toujours pour effet de rendre plus obsédants et contraignants les impératifs du court terme, les préoccupations budgétaires dont l'horizon est strictement limité à l'année ? Ou obsolescence des méthodes de la planification à la française après quarante années de bons et loyaux services ?

Il ne fait pas de doute que Pierre Bauchet a choisi la seconde explication, même si la première recèle une part de vérité.

Que l'on ne se méprenne pas : il croit profondément à la nécessité de la planification. Dès son avant-propos (p. 3), il veut lever toute équivoque en mettant "en garde contre deux tentations : la première serait d'identifier liberté et refus de préparer l'avenir ; la deuxième, de revenir aux méthodes passées de planification".

Deux objectifs lui paraissent s'imposer : "repenser les politiques à moyen terme", retrouver "un consensus par le destin de la nation" (p. 3).

Ce qui, si l'on interprète bien la pensée de l'auteur, semble poser deux problèmes.

Le premier est d'ordre *institutionnel* (et donc politique).

D'une part, le dialogue social sur les grands choix de politique économique reste à organiser à tous les niveaux (de l'Etat, des entreprises,...). Le Commissariat général au plan a certes été, naguère surtout, un début de réponse à ce problème, et un lieu de dialogue. Mais comme le fait observer l'auteur (p. 4), "le plan n'a jamais été, et est moins que jamais, une organisation nouvelle de la société économique française. Il ne représente qu'une réflexion préalable des différents groupes sociaux sur l'avenir".

D'autre part, le rôle de l'Etat "arbitre de l'avenir" (titre du chapitre X) serait à revoir. Trop souvent aujourd'hui l'Etat ressemble au portrait qu'en traçait Valéry (cet être "énorme, terrible et débile... enfant de la Force et du Droit") cité par Pierre Bauchet (p. 178), pour qui "l'Etat a eu tendance à prophétiser sans prudence un avenir qui "n'est à personne", fût-il décrit par des modèles dont le modélisateur connaît la fragilité" (p. 177). Ce qui est d'autant plus présomptueux qu'il est aujourd'hui paralysé par les charges diverses qu'il s'est imposées en intervenant à tort et à travers : les missions de l'Etat sont à réexaminer.

Le second problème est d'ordre *technique*. Malgré les incontestables progrès réalisés en France dans les méthodes d'analyse et de modélisation économiques, la planification doit être, elle aussi, entièrement repensée.

L'auteur se réfère souvent à l'exemple japonais. Il rappelle opportunément, ce qui est généralement ignoré, que l'impressionnante performance économique de cette grande puissance repose en partie sur des choix explicites et délibérés pour le moyen et le long terme, fruit d'une concertation organisée entre l'Etat et les grandes entreprises. Ces choix se traduisent par l'affectation, au

bénéfice des secteurs d'activité qu'il a été convenu de développer par priorité, de tous les moyens scientifiques, techniques, financiers jugés nécessaires.

Le temps n'est plus aux formules balancées comme il s'en trouve encore dans les derniers plans français, où l'on insiste par exemple sur la nécessité de développer à la fois industries de pointe et industries traditionnelles.

Ce qui a profondément changé aujourd'hui, c'est la réalité économique elle-même, objet de la planification. "La nation n'est plus seulement un ensemble national d'entreprises, c'est aussi un archipel de firmes internationalisées" (p. 150). Les scénarios utilisés jusqu'à ce jour pour élaborer les plans français n'ont manifestement pas anticipé l'image d'une France, "simple région d'une nouvelle réalité, l'économie mondiale" (p. 151). Handicap supplémentaire : l'économie hexagonale est devenue très dépendante dans la mesure où, à la différence de ce qui est constaté aux Etats-Unis, au Japon ou en Allemagne, aucun secteur industriel français n'occupe une place significative sur le marché mondial correspondant.

Très lucide, l'auteur a conscience qu'il s'agit aujourd'hui de mettre en place un dispositif provisoire, adapté à l'inévitable période de transition entre les plans nationaux, tels que nous les avons connus jusqu'à ce jour, et les plans futurs qui devront être élaborés à un niveau international.

Ainsi ce sont les bases mêmes de la planification qui sont remises en question. Il est à souhaiter que, compte tenu de l'importance de l'enjeu, la révolution à laquelle Pierre Bauchet convie les planificateurs fasse l'objet d'un vaste et public débat. L'auteur a eu en tout cas le mérite de rompre le silence que socialistes et libéraux ont depuis quelques années entretenu avec plus ou moins de gêne autour de la planification, et d'en mettre au jour, de manière incisive, les causes profondes. Il est satisfaisant à cet égard de voir, grâce au Conseil économique et social, le plan redevenir sujet d'actualité.

Jean AUBRY

(1) Cf. notamment le n° 110-111 de juin 1971 : "La Planification, pourquoi ? Comment ? vers quoi" - numéro spécial de "France-Forum".

(2) Conseil économique et social - compte-rendu analytique sommaire de la séance du 11 mars 1987 - page 1.

(3) Editions Economica, 460 pages. Un extrait de l'analyse de Simon Nora a été publié dans le supplément économique du "Figaro" (7-8 mars 1987) sous le titre "La prospective ne sert plus à prévoir l'avenir".

(4) Pour Simon Nora, la prospective "ne sert pas à prévoir l'avenir... mais en fait à prendre une meilleure conscience du présent, à essayer de mesurer ce que le présent comporte de pondéreux, de susceptible de conditionner l'avenir".

(5) "Le Plan dans l'économie française" de Pierre Bauchet, Ed. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Economica.

(6) Du 1^{er} Plan, dont 1947 était l'année initiale, jusqu'au IX^e Plan (1984-1988).

ÉCONOMIE, POLITIQUE ET HARMONIE

(Propos sur l'œuvre de Bertrand de Jouvenel)

par René PUCHEU

Au seuil de ce printemps-ci, Bertrand de Jouvenel est mort. Le 14 août 1944, il citait ces considérations de Benjamin Constant : "Les Grecs épargnaient les captifs qui récitaient des vers d'Euripide. La moindre lumière, le moindre germe de la pensée, le moindre sentiment doux, la moindre forme élégante, doivent être soigneusement protégés. Ce sont autant d'éléments indispensables au bonheur social, il faut les sauver de l'orage ; il le faut, et pour l'intérêt de la justice et pour celui de la liberté ; car toutes ces choses aboutissent à la liberté par des routes plus ou moins directes" (cf. *Les Passions en marche* 1948).

Faisons à Bertrand de Jouvenel l'application de ces recommandations qui lui vont si bien. Qui était cet homme pour l'opinion ? Que fit-il ? Quelle lumière, quel "germe de la pensée" nous offre-t-il pour comprendre notre temps et les autres ?

AUX HASARDS DES REGARDS

Pour le grand public, il est apparu comme "*Un voyageur dans le siècle*". De nombreuses publications ont donné ce titre à sa nécrologie. Elles reprenaient celui de son livre de souvenirs (publié chez R. Laffont 1979). Souvent, on a surtout retenu qu'il était l'inspirateur du "Blé en herbe" et le beau-fils de Colette. Qu'il fut, aussi, le premier journaliste français qui, pour le compte de "Paris-Soir", interviewa Adolf Hitler, à la Chancellerie du Reich, le 21 février 1936.

Pour l'opinion cultivée, il était, surtout, l'auteur du volumineux "*Du Pouvoir*" (A l'enseigne du cheval ailé 1945). En son temps, ce livre fit choc. A un moment où l'on imaginait que l'Etat n'avait été totalitaire que par la faute d'Hitler et éventuellement celle de Staline, et où tous les peuples en appelaient au "Protectorat Social", cette "histoire naturelle de sa croissance" le présentait

comme un "Minotaure" irrésistiblement glouton. Le livre tomba bizarrement. Si les anarchistes applaudirent, "l'esprit du temps" montra quelque gêne. Aujourd'hui, il a des airs de classique de la pensée politique.

Pour les technocrates et les managers du milieu des "trente glorieuses", il était un des apôtres de la prospective. Il était l'homme de "*L'art de la conjecture*" (Ed. Larousse) et des "*Futuribles*" (cercles et revue). Au passage, observons que, pour nommer la nouvelle science du futur ; il avait été dénicher ce mot là, chez Molina, théologien espagnol du XV^e siècle. C'est très manière de Jouvenel. Il était, également, l'auteur de ces articles, rassemblés dans le recueil intitulé "*Arcadie. Essais sur le mieux-vivre*" (Ed. Futuribles 1968), invitant, dès 1957, à moins penser en termes "d'économie politique" et davantage à la lumière d'une "écologie politique". Ecologie ! Ecologie ! Ni ce mot, ni "environnement" n'étaient, encore, courants. C'était des horizons neufs.

M'insérant - indiscrètement ? peut-être ! - dans cette sommaire enquête sur Bertrand de Jouvenel dans les consciences, voici trois perspectives sur la "chose politique" qu'il me semble avoir ou ouvertes ou resoulignées :

— *l'important, ce n'est pas le Pouvoir ; c'est la soumission. Il y a un "grand mystère de l'obéissance civile".* Considérez, plutôt : "Il suffit d'un ordre et le flot tumultueux des voitures qui, dans un vaste pays, coulait sur la gauche se déporte et coule sur la droite... Combien surprenante la docilité dans la grande société !" (Du Pouvoir L I, ch I). Etonnant, en effet ! A être pris de vertige, quand se trouvant sur un quai de gare parisienne aux heures où les rames de trains successives crachent la grande masse des banlieusards, on se dit : "Qu'est-ce qui pousse toutes ces femmes et ces hommes à se soumettre à la règle du jeu sociétal ?" Vraiment ce n'est pas la volonté de dominer qui est un mystère, c'est la propension à obéir.

— *la Politique n'est pas ce que l'on croit* communément. "Le mot "politique" n'a aucune valeur de désignation : il ne délimite pas une chose, il qualifie tout ce qui se rapporte en quelque manière au gouvernement... Nous dirons qu'il y a "politique" aussitôt qu'un projet implique la disposition favorable d'autres volontés, et en tant que l'on s'applique à rallier ces volontés... Il semble donc légitime de définir l'activité politique comme l'*activité constructive, consolidatrice et conservatrice d'agré-gats humains*... Plus ancien et plus fondamental que le phénomène "Etat" est le phénomène "autorité..." (*De la Souveraineté*) (Ed. Genin 1955).

Voilà Aristote retrouvé ! Tant pis pour les gestionnaires de ressources humaines" qui se veulent apolitiques ! Ils sont, eux aussi, des politiciens !

— *il n'existe pas de "problèmes politiques"*. Affirmation déconcertante. Originale. Escamotée hors de chez de Jouvenel. "Nous disons communément "voici un problème politique" puis nous en cherchons la "solution" et nous nous plaignons de ne pas la trouver... (Or) ce qui caractérise un problème politique est qu'aucune réponse ne satisfait les données du problème comme on les pose. Un problème politique donc, n'est pas soluble ; il peut être réglé, ce qui n'est pas la même chose... Tandis que par définition une solution satisfait pleinement à toutes les données du problème, il n'en va pas de même dans le cas d'un règlement. Et cela est normal, car en matière de faillite on ne peut pleinement faire face à la fois à toutes les exigences... Le règlement par compromis laisse une cause de friction..." (*De la Politique Pure 1963*).

La grandeur et la misère de la décision, la voilà bien discernée et heureusement située. Que de gémonies sur la pauvreté de la politique on économiserait si ce point de vue était généralisé ! Si l'on reconnaissait que l'essence d'une décision politique c'est de "régler" l'insoluble !

Evidemment, cela conduit loin. Il en résulte que l'espoir d'une politique scientifique est vain. Etrange que, dans le climat des années 60, Bertrand de Jouvenel ait pu être en faveur dans cette technocratie prospectiviste qui croyait beaucoup, à une "fin" de la politique. Comme il l'a observé lui-même, à propos de Rousseau notamment, la "circulation des idées" réserve des surprises !

D'UNE GUERRE A L'AUTRE

Après ce tour d'opinion, évoquons l'homme Bertrand de Jouvenel. Pas simple ! Difficile à cerner. A lire les titres de la cinquantaine de livres qu'il a signés, on éprouve une certaine impression de papillonnement. Excessive ? Peut-être. En plus, dans ses souvenirs, les confidences sont retenues.

Il est né en 1903. Il est entré dans la vie dans la "bonne" et grande société. Une famille, pas tranquille, toutefois. Deux grands-pères : le maternel, "juif, industriel, maçon" ; le paternel, "catholique, royaliste, cercleux". Ce double lignage est une conséquence du dreyfussisme de son père. Celui-ci Henry de Jouvenel est rédacteur en

chef du "Matin". Une puissance. Sa mère Sarah Boas, tient salon politique. Chez elle, il croisera Paul-Boncour, Briand, il entendra créer le nom "Tchécoslovaquie" par Milan Stefanel et par Benès. Puis entre ses parents surgira Colette. Etant donné ces circonstances, à vingt ans, il aborde la société et les milieux dirigeants clefs en main.

Comme naturellement, il se lancera dans le journalisme. Moins inéluctablement, il sera militant. Continuellement, il sera curieux du fait social. On pourrait soutenir qu'il y a eu trois Bertrand de Jouvenel s'entrelaçant, voire se télescopant.

Passons promptement sur le *journaliste*. Encore que ce qu'il nous dit (dans *Un Voyageur...*) sur le passage du journalisme d'opinion à ce grand reportage qui lui valut d'interviewer en "chasseur d'homme" Hitler, Mussolini, Churchill etc, soit plein d'intérêt. Le journaliste mourra, en 1947, dans "la Gazette de Lausanne".

Le militant ? Il mérite une courte halte. Il est représentatif de cette génération qui eut vingt ans, au moment de la victoire de la France et a été traumatisée à la fois par la Guerre de 14-18 et par ses lendemains. Militant, B. de Jouvenel a eu un objectif constant : faire l'Europe. Son deuxième livre (1928) est un appel "*Vers les Etats-Unis d'Europe*" (Ed. G Valois). L'Europe a fasciné cette génération et lui a porté malheur, parfois. Quant aux voies et moyens de l'action, comme beaucoup de cette génération des années 20 et 30 quels parcours déconcertants, vus d'ici et de maintenant !

Se faisant interpellé dans "*Un voyageur dans le siècle*", il résume cet itinéraire à amples variations :

"Quoi donc ! Lorsqu'un hebdomadaire vous est confié, en 1928, vous y lancez l'expression "La Gauche unitaire" et c'est ce que vous prônez sans cesse. Lorsque votre ami Gaston Bergery lance en mai 1933 son Front commun, destiné à lier entre eux des radicaux, des socialistes et des communistes, vous en êtes. En 1935, vous décrivez avec enthousiasme la réunion de la Mutualité où se proclame l'alliance des trois partis. En avril 1936, vous êtes candidat du Front populaire, en mai vous donnez à Marianne un article sur l'occupation des usines, dont vous peignez une image idyllique, souvent citée. Et voici que vous allez vous engager dans un parti de droite ?" (le P.P.F.).

Il ne restera que très peu avec J. Doriot. Mais ce "faux pas", comme il dit lui-même, le marquera aux grandes profondeurs. Au fil de sa mémoire, on sent le drame. Un jour, à un pli de figure, au cours d'une conversation, à Vichy, aux Assises des Clubs en 1964, j'ai pu apercevoir que c'était un point de grande douleur. Comment expliquer cette aventure ? Il ne l'éclucide pas exactement, semble-t-il. Vraisemblablement trois chocs et un "aveuglement" furent déterminants :

— l'attitude française à l'égard de l'Allemagne. L'adolescent de Jouvenel a été scandalisé du comportement de la France vainqueur. Voir les plénipotentiaires allemands parqués, isolés à Versailles a heurté un certain

sentiment chevaleresque qu'il portait en son âme d'aristocrate. Plus encore que par l'erreur politique, c'est par l'outrecuidance envers le vaincu qu'il a été heurté, lui. Une sorte de déception esthétique.

— immédiatement après, le dégoût provoqué par l'abandon français. "En cinq ans, nous avons tout perdu" (*D'une Guerre à l'autre*. Ed. Plon 1941). Et le voici saisi d'une nausée anti-bourgeoise qui prend des accents de lutte de classe d'antan. Dans "*Après la défaite*" (1940), il se déchainera contre les "hommes noirs" aux "habits mal coupés", les bourgeois. "Notre bourgeoisie dirigeante n'a pas regardé l'Europe qui regardait vers elle... A la notion noble de prépondérance, elle a substitué la notion mesquine de sécurité" (*D'une Guerre à l'autre*. 1941).

— enfin, l'impuissance contre le chômage : "Et quand, en 1933, Daladier qui avait ma confiance n'entreprit pas en France, le redressement qui était en bonne voie ici par Roosevelt... ce fut pour moi une déception majeure" (*Un Voyageur...*)

— à ces répulsions, il faut ajouter la méconnaissance de la nature de l'hitlérisme. Il l'a avoué simplement dans sa relation d'une conversation avec un banquier juif, en 1932 (in *Un Voyageur* p. 145) : " — La France, me disait-il, doit intervenir pour empêcher Hitler d'arriver au pouvoir. Lorsqu'il l'aura obtenu, il sera trop tard. Il veut nous détruire, il nous tuera, il nous tuera tous.

"C'était trop invraisemblable et je ne pouvais que m'étonner qu'un homme d'aspect aussi raisonnable pût se laisser entraîner à de tels excès d'imagination. Je savais ce qu'était que l'antisémitisme ou croyais le savoir. J'étais né de l'affaire Dreyfus (parce que son père dreyfusard avait connu la famille de sa mère à cette occasion), elle avait fait quitter l'armée à mon oncle maternel. C'est une très laide bave qui offense, qui fait souffrir moralement, mais point autrement. Hitler faisant appel aux passions pour arriver au pouvoir usait de celle-là, comme d'autres et au faite de l'échelle, il n'en aurait plus besoin".

Confidence intéressante. Si l'horreur était inimaginable pour un expert des relations internationales, fils d'une mère juive, comment ne l'aurait-elle pas été pour la majorité des Françaises et des Français ?

Puis vint la guerre, l'armée, quelques mois dans les Services de Renseignements, les liaisons avec le maquis en Corrèze, la retraite en Suisse. Le militant finit avec la guerre. Le 9 août 1945 il songe : "Il me convient que tombe de moi cette peau ancienne" (*Un voyageur...*).

Abordons le Bertrand de Jouvenel, "*investigateur*", "*explorateur*" des phénomènes sociaux.

DEUX QUESTIONS OBSEDANTES

Sa quête est dominée par deux immenses questions, toujours recommencées. Elle se singularise, aussi, par une certaine manière et par une utopie originale.

Comment "civiliser" la "chose économique" ? telle est la première question et la dernière qu'il se posa. Qu'il nous laisse explorée mais non résolue.

Dès la fin des années 20, ce souci se dessine. Son premier livre fut titré "*L'Economie dirigée. Le programme de la nouvelle génération*" (G. Valois 1928). Le dernier sera "*La civilisation de la puissance (1976)*". Dans l'entre-deux "*La crise du capitalisme américain*" (Gallimard 1933) "*Napoléon et l'économie dirigée*" (1943) "*L'économie mondiale au XX^e siècle (1944)*" etc tournent autour de ce thème.

"Dans un tout autre domaine que celui de l'économie politique, on ne m'accuserait pas de paradoxe si je prétendais qu'il n'est pas inutile, pour bâtir une maison, d'en avoir fait le plan..." (*L'Economie Dirigée* p. 10).

"Quant à la Chose Publique nous sommes dans une ère de constitutions écrites, c'est-à-dire que l'esprit se refuse à subir les institutions politiques... et crée consciemment des institutions politiques répondant à un idéal abstrait... Quant à la Chose Economique aucun effort systématique n'a encore été tenté, hors de Russie, pour diriger l'évolution des institutions économiques... La Révolution que je vois venir aux Etats-Unis remettra aux dirigeants futurs la plus lourde charge qui ait jamais incombé à une autorité temporelle... Ainsi l'esprit procédant à l'anatomie du Présent y fait le tri des organes du Futur" (*Le Capitalisme américain* 1933).

Comme il est facile de le remarquer - *L'Economie Dirigée* est publiée en 1928 - ce besoin d'une orientation de l'économie ne vient pas de la crise. Il est une sorte de besoin de l'esprit. Une révolte contre la "main invisible". Déjà, probablement, il a l'idée que "L'individu n'est pas maître de son ouvrage : il tient une place dans une grande organisation, il est une cellule du Leviathan dont il ne partage pas l'intention et dans le corps duquel il reste un étranger, éliminable si besoin est" (*La civilisation de Puissance* p. 154). La certitude qu'il faut passer du "laisser aller" au "faire aller". Cependant il ne verra que plus tard qu'il ne suffit pas de "faire aller de plus en plus vite" (id 165). Que l'important est de "donner à ce flux un sens et une signification" (id 153)

Oui mais... aussitôt un danger se profile : "Qu'on m'entende bien : je ne prétends pas, comme les utopistes, qu'il faille couler l'humanité dans un moule rigide. Ce serait lui présenter une camisole de force au lieu d'un vêtement sur mesure" (*L'Economie Dirigée* p. 10). Voici l'aspiration au "gouvernement des choses" par l'esprit prise dans une tension paradoxale. Car, dès 1928, il est exclu que "l'Etat se substitue aux individus dans leur tâche de production" et l'opposition organisation/initiative ne fera que croître puisqu'il écrit en 1955 : "J'en suis venu à me représenter le processus social comme un incessant jaillissement d'initiatives entraînant... au sein desquelles les commandements publics ne sont qu'une forme d'autorité, la plus éminente en un sens, la plus basse en un autre, comme celle qui attend le plus d'un renfort d'intimidation" (*De la Souveraineté* p. 10)

Pour réaliser la "conciliatio oppositorum" il faudrait un quatrième homme qui ait "la faculté de calculer du planiste", "celle de séduire les personnels dirigeants - comme fait le grand parlementaire - et celle d'enflammer la masse - comme fait le chef fasciste". Une sorte "d'humaniste mystique" pourrait être ce nouveau type de leader (Un voyageur p. 199). Dans les faits, Bertrand de Jouvenel verra dans la planification française l'institution correspondant à son rêve (cf. Du Principat p. 160)

Comment "nouer" les hommes sans déchaîner le "Minotaure" ? Telle est la seconde question. Dès le début, la défiance est marquée à l'encontre de l'Etat. Dès le premier livre, la nécessité d'une "réforme de l'Etat" est soulignée. La réserve vient de plus profond que l'insuffisance des informations dont dispose l'Etat. Ce n'est pas par hasard que Bertrand de Jouvenel s'inscrira au parti "radical". Il y a de l'Alain en lui. "Je me situe à l'opposé de Carlyle en ceci que l'homme qui entraîne les hommes m'inspire beaucoup de défiance" (De la Politique Pure p. 113) Le Citoyen contre les Pouvoirs ?

Ce n'est pas si simple. Bertrand de Jouvenel n'est pas un libéral pur et simple. Il y a, en lui, de la passion de Platon pour le lien social. Du coup : "Je crois que ce serait défier la vérité que de nier le rôle historique de l'initiative, et en ce sens, analytique je me sépare de ceux qui croient que les choses se font sans que personne en particulier les mette en mouvement. Mais ce "déclencheur" est dangereux". (id.) Ainsi, il a lucidité de reconnaître qu'il ne suffit pas aux agrégats humains d'avoir des "ajusteurs", un Etat-Stabilisateur. Il leur faut, à certains moments des "entraîneurs".

Cette question, débouche ainsi, elle aussi dans une tension : le Pouvoir nécessaire et dangereux. Assurément, le comble du paradoxe est atteint dans la pensée et dans les faits quand l'Etat s'est découvert totalitaire et quand, même dans les démocraties, il prend son élan vers le rôle d'Etat-Providence. Aux premières pages de "De la Souveraineté", B. de Jouvenel nous livre sa quête essentielle :

"L'auteur est essentiellement préoccupé des bienfaits que les hommes se procurent mutuellement par la coopération sociale. Et par conséquent il est préoccupé de ce qui maintient et de ce qui enrichit cette coopération. Il ne croit pas que l'esprit le plus fort puisse former une image prévisionnelle épuisant les possibilités futures de cette coopération. Dès lors, il ne peut pas penser que cette coopération doive être successivement édifiée à partir d'un centre organisateur. L'enrichissement de cette coopération lui semble du à l'incessant jaillissement d'initiatives dispersées, germes qui ne peuvent cependant fructifier que dans certaines conditions de stabilité. Dans un immense complexe d'agents de modification et d'agents de régularité, l'autorité publique lui apparaît comme un agent parmi d'autres, le plus puissant mais qui ne doit pas se prendre pour le seul. Plutôt il doit être considéré comme le plus grand complémentaire... L'autorité souveraine est... comme servante des rapports sociaux, eux mêmes précieux pour ce qu'ils

apportent à l'homme, l'objet final de notre intérêt" (p. 23).

- On n'est pas loin de Gurvitch et de son Droit Social. Comme pour désacraliser l'Etat, de Jouvenel s'en prend au mythe de la "volonté générale" car il croit la liberté-participation plus liberticide que libératrice. Il dénonce la croyance en un "modèle de société" : "C'est une erreur menant immanquablement à la tyrannie de croire qu'il existe à un moment quelconque une ordonnance sociale la meilleure possible..." (De la Souveraineté p. 9). Il souligne que la notion de "Bien commun" reste "indéfinie" (id) "qu'il est impossible d'établir un ordre social juste" (id 212).

Cette recherche d'un pouvoir animateur - si on ose ainsi écrire - le conduit, dans les années 60 à incliner vers un "nouveau constitutionnalisme". Acceptant le processus de "monarchisation" qu'il croit discerner à travers cette personnalisation du pouvoir qu'il nommera le "Principat" il lui cherche, aussitôt, de nouveaux contre-pouvoirs. Non plus "parlementaires" mais fonctionnels. "Les représentants" qu'il faut alors écouter ne sont plus "les élus du peuple" mais ce sont les porte-paroles de groupes particuliers. Et il faut remarquer que la complexité croissante de la société ne peut que multiplier ces groupes particuliers" (Le Principat. Ed. Futuribles p. 161). Vers l'avènement des "corps intermédiaires" et des Experts ? Il y a, à la fois, du Saint-Simonisme et du traditionnalisme là-dessous. Point étonnant.

LA MANIERE ET L'UTOPIE

Au-delà de ces questions centrales, normales, il y a l'univers "de Jouvenelien" plus extraordinaire. Caractérisé par les sources. Ou plutôt par l'escamotage résolu de Hegel, de Marx etc. De ceux qui, parmi nous, donnent crédit à une philosophie politique. Beau culot que ce non conformisme. Socrate, Alcibiade, Thucydide, Shakespeare, Hobbes, Rousseau et les autres. Comme si après le 18^e siècle, de Jouvenel ne voulait pas connaître ou sembler connaître.

L'écriture relève de la même veine. Les titres pratiquent le "De" des Latins. Les "Primus" et les "Secundus" parlent. Il cultive le néologisme archaïsant : "Conjecture", "Futuribles" etc. Avec des mots anciens sont, ainsi, désignés des choses nouvelles. Il doit y avoir un parti pris là-dessous. Une volonté de distanciation ? Echaudé par la politique contemporaine mais ne pouvant s'en désintéresser, pour l'observer, il "l'intemporalise". Il le laisse entendre quelque part. Le fait que cette manière se soit accentuée à la mort du militant le confirme.

De plus, B. de Jouvenel est aristocrate. Ainsi écrivant et s'exprimant, il peut voiler les mouvements de son âme. Pas de souvenir d'accès d'indignation dans cette œuvre. Sauf dans les livres des années 40 et 41. Même la compassion est voilée. "Je ne puis jamais user de ce terme (mobilité) sans me représenter que chaque "reconversion" d'activité implique un arrachement particulière-

ment douloureux" (Arcadie). C'est suggéré. Pas d'effusion lyrique. Pas de débordements sentimentaux. Cette retenue est le style de l'homme. Du "noble".

Plus profondément, elle révèle la manière de regarder et de sympathiser. Quand il s'intéresse aux individus - et il les préfère aux agrégats - ce n'est pas par apitoiement sur la misère et la pauvreté. Vraisemblablement, ce qui le choque, c'est une harmonie ratée. Cette attitude rappelle celle de Saint-Exupéry qui la nomme "le point de vue du jardinier" quand il est choqué de voir en un enfant "Mozart assassiné". Précisément, le dernier chapitre de Arcadie s'intitule "Jardinier de la Terre".

Par ce biais, nous approchons du rêve secret, du "rosebud" (dirait Citizen Kane) qui anime et sous-tend la quête de B. de Jouvenel. Ce n'est pas la "société sans classe" et égalitariste, ce n'est pas la communauté fusionnelle - oh non, il est trop "individualiste" ! pour cela -. Dans les années 60, aux approches mais avant 68, il le révèle ce rêve quand il critique la science économique et les grossièretés de la comptabilité nationale,

quand il intitule un de ses recueils d'articles : Arcadie.

A quoi rêve-t-il ? Et que cherche-t-il à travers la futurologie ? Que se réalise, parmi les "futuribles" celui qui substituera à la "magie de l'efficacité", la "magie de l'harmonie", qui permettra d'instrumentaliser l'efficacité pour la réalisation de l'aménité" (Arcadie). De réorienter l'élan humain car "le progrès technique est essentiellement la manifestation de la puissance humaine..."

"Nous nous flattons d'être les maîtres de la Terre. Mais un propriétaire ne se délecte-t-il pas de la beauté (de son domaine) en même temps qu'il jouit de ses fruits ?" (Arcadie) Parti de Saint-Simon, B. de Jouvenel tend à rejoindre le rêve de Ledoux et celui de Fourier. Parmi les "futuribles" ceux qu'il préfère ont des airs de jardin à la française, et "l'art de la conjecture" désirerait permettre le départ pour Cythère.

"A la B. de Jouvenel", utopie se dit : harmonie.

René PUCHEU

Un diagnostic de 1964 qui reste d'actualité :

A ceux qui ont connu le gouvernement parlementaire... la transformation en quarante ans apparaît prodigieuse.

C'est un phénomène international bien visible que la "monarchisation" du gouvernement... Chef de l'Etat, Premier Ministre ou Chancelier, un homme tient en main toutes les rênes, prend toutes les décisions majeures... C'est le principat à la romaine.

Est-il nécessaire de souligner combien la participation du citoyen aux affaires publiques s'affaiblit, dès lors qu'elle se réduit à un acte de confiance ?...

B. de Jouvenel - Du Principat, 1964

Les livres de nos collaborateurs

François FONTAINE

Blandine de Lyon

Julliard

Jacques NANTET

Histoire du Liban

Ed. Téqui

François FEJTO

Mémoires : de Budapest à Paris

Calmann-Lévy

Evelyne SULLEROT

L'enveloppe

Fayard

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN ?

par Charles DELAMARE

Un grand espoir est né en 1986 lorsque le prix du pétrole a diminué de moitié en trois mois. La soudaineté de l'événement, l'importance des masses monétaires en jeu, le sentiment obscur d'une revanche à prendre sur les émirs, tout cela a ranimé dans l'esprit des Européens la croyance, perpétuellement démentie, que l'économie s'apparente plus à un conte de fées qu'à un livre de comptes.

A la fin du premier trimestre de 1987 monte la désillusion. Les effets du "contre-choc" pétrolier s'estompent. Ses bénéfiques sont allés à la Bourse, pas aux chômeurs. L'expansion attendue ne s'est pas produite. Les échanges internationaux ne progressent que faiblement. Les pays en voie de développement s'égaillent de plus en plus sur la route du progrès.

Il apparaît avec une évidence croissante que le malaise ne prend pas son origine dans les fluctuations des cours d'une matière première, si importante soit-elle, mais dans l'organisation générale du système monétaire

mondial. Décrire en quelques mots sans prétention celui-ci permettra de mettre en lumière les lignes de faille qui le parcourent. Il serait surprenant que n'en sortent pas d'ici peu de temps des éruptions générant des troubles, des problèmes et peut-être, si l'on y travaille, la guérison.

LE SYSTEME MONETAIRE MONDIAL

Comme le système solaire, le système monétaire mondial tourne autour d'un point central (mais qui n'est plus fixe) : le dollar. La prépondérance de celui-ci résulte de nombreux facteurs. Il suffit de mentionner qu'il représente plus de la moitié en volume des monnaies convertibles. Les autres, même s'il s'agit de la devise de pays aussi vastes et puissants que l'URSS, l'Inde ou la Chine s'excluent du jeu international par le fait que leurs banques centrales refusent d'assumer la responsabilité consistant à permettre d'échanger librement la monnaie

nationale de manière durable et usuelle contre toute autre monnaie étrangère.

Depuis le 15 Août 1971, les Etats-Unis également refusent aux banques centrales qui le demanderaient de transformer les dollars détenus par elles en lingots d'or dont le prix serait déterminé à l'avance. La convertibilité ne se définit donc plus que par la possibilité de changer librement en dollars américains une devise donnée au cours du jour, plus précisément de la minute même où s'opère la transaction. L'abandon de la référence au prix de l'or, du "Gold Exchange Standard", a conduit au flottement généralisé des monnaies. C'est pourquoi les opérations sur les marchés ont pris un essor étourdissant. A partir des salles de changes disséminées sur la planète, localisées dans toutes les banques mais aussi, et de plus en plus, dans les grandes entreprises, il se traite chaque jour des millions de contrats, débattus librement, qui se traduisent par un accord réciproque sur la valeur attribuée par l'une et l'autre partie au dollar ou à la monnaie nationale. On estime à environ 100 milliards de dollars le montant global des transactions de change quotidiennes. Certains en sont effarés. Comment infléchir ou contrôler une telle masse ? A quoi servent les réunions du Groupe des 5 ou des 7 ? Leurs décisions aboutissent à mettre en service dix à quinze milliards de dollars pour peser sur les cours. Quel peut en être l'effet en face d'un marché immense et turbulent ? Pour calquer ces appréhensions, il faut se référer au principe qui inspire la recherche du meilleur équilibre possible grâce au choc des jugements émis par des spécialistes de plus en plus nombreux, et qui ne le seront jamais assez. Alain nous en donne l'inspiration philosophique quand il écrit : "Un marché est malgré tout le plus bel exemple de l'élaboration d'opinions vraies dans une région d'hommes ; c'en est même, à bien regarder, le seul exemple. Car dans les réunions qui n'ont pas pour objet le commerce, les opinions vraies ou fausses en chacun sont plutôt confirmées qu'éclairées. Et l'on ne trouverait point d'exemple d'un marchand qui pouvant s'instruire du prix refuserait de le faire par une préférence de sentiment. Si l'on veut expliquer d'où sont venues dans notre espèce les idées communes d'investigation, d'enquête, de critique des témoignages, il vaut mieux considérer le marché que le prétoire, où quelque Pilate se lave les mains toujours. L'achat et la vente sont nos maîtres de raison" (1). Ainsi à l'étalon-or, relique barbare, nous aurions substitué l'étalon-vérité. Il serait tissé inlassablement comme la tapisserie de Pénélope par le réseau d'informations lequel n'a pu se développer que grâce aux progrès des techniques informatiques et de communication. Si les cambistes avaient le temps d'avoir de l'humour ils chanteraient tous les jours "we are the world".

Il n'est cependant pas certain que le système ait atteint la perfection. Le poids du dollar en situation d'oligopole déséquilibre le marché, même s'il ne le fausse pas entièrement. Parce qu'il se trouve au centre du dispositif, le gouvernement qui l'émet et le contrôle peut se permettre des privautés multiples. Depuis quelques années il a tiré parti de sa position privilégiée d'une manière inattendue.

Habillée du strict costume de l'orthodoxie puritaine l'administration républicaine s'est livrée aux plus indécents exercices de débauche financière. Les dépenses budgétaires ont excédé les recettes de manière constante et croissante. Il en est résulté de bonnes choses, visibles immédiatement, notamment par les électeurs : le cycle d'expansion le plus long depuis la guerre, une forte diminution du chômage, (moins de 7 % de la population active), le développement des importations, provenant notamment de nombreux pays en voie de développement. Dans son inspiration cette politique est semblable à celle que Monsieur Mauroy a essayé d'appliquer en 1981. Si on en a senti durement les limites en France au bout de six mois alors qu'elle se poursuit aux Etats-Unis depuis six ans, c'est que ceux-ci par leur privilège de battre monnaie ne se heurtent pas à l'obstacle des paiements extérieurs. Le dollar ayant pour ainsi dire cours forcé dans le monde entier. La contrainte qui apparaît maintenant à une autre cause. Les Américains n'épargnent pas assez : à peu près 3 % du revenu des ménages. Il a donc fallu financer le déficit budgétaire (qui a atteint l'an dernier l'équivalent de 1.300 milliards de francs, soit environ 5 % du PNB) par l'appel à l'épargne étrangère, en particulier japonaise. Car l'orthodoxie du Gouvernement républicain l'a empêché jusqu'à maintenant d'avoir cyniquement recours à l'inflation pour résoudre le problème. Cela d'autant plus que la victoire de Monsieur Reagan à la fin de 1980 a été due en grande partie à la flambée des prix qu'avait déclenché le deuxième choc pétrolier et que Monsieur Carter n'avait pas su éteindre à temps. La politique du panier percé continuée avec d'autres moyens a été l'invention majeure des "Reaganomics". Ses traits originaux entraînent une série de conséquences qui désormais annoncent le blocage imminent du processus. L'endettement tout d'abord : Il dépasse pour le seul Etat Fédéral les 2.000 milliards de dollars. Celui-ci doit donc inscrire tous les ans des intérêts à payer pour 150 milliards de dollars au début de la confection de son budget. Il est d'autant plus difficile d'alourdir encore cette charge qu'elle est de plus en plus portée par des étrangers. Les Etats-Unis, de créanciers vis à vis du reste du monde sont devenus en deux ans débiteurs nets de 200 milliards de dollars. D'après le FMI, ils le seront presque inéluctablement de 800 milliards en 1991, ce qui représentera 14 % de leur PNB.

En comparaison le Brésil fera bientôt figure de débiteur mineur ! L'appel aux capitaux étrangers nécessite de maintenir des taux d'intérêts élevés. Ceci entraîne une deuxième série de conséquences fâcheuses. La communication entre les devises convertibles interdit aux autres pays de suivre une politique opposée en ce domaine, ce qui serait souhaitable si l'on veut relancer l'investissement et la consommation dans une autre zone que celle des Etats-Unis. Les Américains pressent leurs partenaires principalement l'Allemagne Fédérale et le Japon, de prendre cette initiative. Mais en même temps ils ont laissé glisser la valeur relative de leur devise à tel point qu'en un an le mark a gagné plus de 30 % et le yen plus de 40 % par rapport au dollar. Il s'agit là d'une dévalua-

tion de combat destinée à restaurer la balance commerciale des Etats-Unis. Celle-ci est gravement déséquilibrée par le flux d'importations qu'a déchainé la distribution interne du pouvoir d'achat à travers le déficit budgétaire. La hausse excessive du cours du dollar de 1981 à 1986 en raison des taux d'intérêts élevés payés par la Trésorerie a doublé le handicap que subissaient de leur côté les exportateurs américains. Il a disparu désormais, mais il faudrait que le dollar baisse encore pour transformer le déficit commercial en cet excédent de 150 milliards de dollars par an qu'ambitionne Monsieur Baker, ne serait-ce que pour payer les intérêts des emprunts placés à l'étranger. On peut augurer que tel sera le cas en raison de la prépondérance américaine, malgré les promesses peu claires faites à la réunion du Louvre, le 22 Février dernier.

La situation centrale de la monnaie des Etats-Unis ainsi que la politique pour le moins acrobatique suivie par leur gouvernement se conjuguent pour créer un paysage économique étrange. Le monde a été soumis par les effets de la lutte contre l'inflation entreprise depuis dix ans, puis par la chute rapide du prix du pétrole à une puissante désinflation. La baisse des prix dans certains pays ou tout au moins la baisse de la hausse des prix dans la plupart des autres s'est opérée à peu près partout en 1986 de manière très significative. Le paradoxe apparaît quand on constate que cette désinflation n'a pas ramené les taux d'intérêts réels à un niveau beaucoup plus raisonnable, incitant à la consommation et à l'investissement. Ce phénomène est la conséquence du pouvoir attractif des taux pratiqués par le Trésor des Etats-Unis. Il entraîne lui-même une autre conséquence. L'expansion est freinée, jugulée même, par le coût trop élevé de l'argent. Au lieu d'investir pour produire, les entrepreneurs remboursent des dettes contractées il y a peu d'années à des taux extraordinairement dissuasifs. Et le chômage perdure ! Devant la faible croissance de l'économie il est également paradoxal que les Bourses du monde entier témoignent de tant d'optimisme. Les indices montent dans les nuages.

L'expérience et la raison indiquent que cette situation anormale à plusieurs égards ne saurait se perpétuer.

Il faut prendre garde cependant au fait que "le déclin de l'empire américain" pour reprendre le titre d'un film moraliste (sinon moral) ne va pas s'effectuer à un rythme accéléré. Le système reposant sur le dollar, aussi perverti soit-il par la démagogie des hommes politiques locaux, a des assises très larges. Il n'existe pas de solution alternative pour l'instant. Les efforts pour mettre en place l'ECU ont abouti à des réalisations intéressantes, mais limitées : la monnaie européenne n'est pas encore née et n'est pas prête de prendre le relais du dollar.

Car celui-ci ne se trouve pas seulement à la base du système monétaire international. Il est aussi le substrat de la protection militaire du monde libre. Le déficit budgétaire aux Etats-Unis correspond en totalité à la hausse des dépenses en faveur des forces armées auxquelles a procédé M. Reagan. Cet effort était indispen-

sable pour ramener les Russes à la table des négociations, alors que depuis quinze ans ils s'étaient lancés dans la course aux armements en vue de s'assurer la suprématie mondiale.

Dans un monde aussi dangereux que le nôtre les critiques que l'on peut articuler à l'égard de son protecteur restent forcément dans les limites de la déférence et de la reconnaissance. Nicolas Machiavel nous le confirmait, lui qui écrit dans le "Discours sur la première décade de Tite-Live" : "Dico pertanto non l'oro, come grida la commune opinione, essere il nervo della guerra, ma i buoni soldati : perche l'oro non é sufficiente a trovare i buoni soldati, ma i buoni soldati sone bene sufficiente a trovare l'oro" (2). D'où les replâtrages du type de l'Accord du Louvre. Qui aurait intérêt à provoquer la crise ? La question est de savoir si la pression des faits ne va pas la déclencher plus ou moins rapidement et de manière plus ou moins inattendue.

LES RISQUES DE RUPTURE

Les risques de rupture sont d'autant plus grands que les personnages financiers et politiques chargés d'arrêter un début de panique sont déroutés. Ne sont-ils pas, comme l'écrit Jean-Yves Haberer, ancien Président de Paribas "dans la situation des écoliers jouant à la bataille navale, tirant à l'aveuglette sur des cibles dont l'emplacement inconnu ne se révèle progressivement que si on commence à les toucher ?" (3).

En tâtonnant, on peut pourtant distinguer trois endroits où des failles se creusent et recèlent une menace.

Le premier se situe au niveau du système bancaire. Les banques occidentales pendant des dizaines d'années se sont vu imposer le devoir de grandir ; soit par des Conseils d'Administration pour maximiser leurs gains, soit par leur tuteur (quand elles étaient nationalisées) pour assurer leur mission de service public : popularisation des services financiers, expansion à l'étranger etc... L'inflation nourrissait leurs comptes d'exploitation, effaçait les créances douteuses et gonflait leurs bénéfices. Les deux chocs pétroliers les ont fortifiées dans leurs erreurs. Les plus grandes d'entre elles, d'abord en Amérique mais aussi en Europe ont reçu une masse de dépôts (qu'elles n'auraient jamais rêvé d'obtenir) de la part des citoyens et des administrations des Etats pétroliers faiblement peuplés. Ceux-ci trop prudents pour prendre un risque sur des pays en voie de développement l'ont ainsi fait souscrire par des spécialistes réputés pour leur bonne gestion. Le raisonnement simpliste selon lequel une nation ne peut pas faire faillite a amené l'accumulation de créances sur des Etats peu solvables dans le bilan de toutes les grandes institutions (et de beaucoup de petites).

Le réveil s'est produit lorsque le Mexique au mois d'Août 1982 s'est déclaré incapable d'honorer ses engagements. La réaction de la Réserve Fédérale et du FMI a été immédiate. Elle a sauvé du krach financier la majorité des banques américaines ainsi que celles en Europe

et au Japon qui avaient immobilisé une bonne partie, sinon davantage, de leurs fonds propres au profit du gouvernement de Mexico. La leçon a été comprise. Depuis cinq ans les organismes de contrôle et les banques centrales se sont mis à disséquer "les risques souverains".

Une bonne partie des bénéfices réalisés sur la clientèle intérieure a été ainsi transférée vers des provisions couvrant les prêts aux pays en voie de développement. Lorsqu'on se plaint de l'aide insuffisante à ces derniers on n'évoque presque jamais cette discrète redistribution des richesses. Elle explique pourtant en partie le poids excessif des intérêts payés par les particuliers et les entreprises. Le défaut d'encouragement à l'investissement et à l'expansion dans les pays développés a aussi pour cause l'apurement auquel ils sont contraints par les gaspillages de bon nombre de pays en voie de développement. Comme quoi les torts ne sont pas toujours d'un seul côté !

Malgré les précautions prises, le problème n'est pas résolu. Le dernier rapport de la Banque Mondiale indique que l'endettement global des cent neuf pays du Tiers Monde est de 1.046 milliards de dollars en 1986.

Trois points méritent d'être soulignés :

— ces pays subissent les "transferts négatifs nets", c'est-à-dire qu'ils remboursent plus qu'ils n'empruntent : 11 milliards de dollars en 1984, 26 milliards en 1985 et 30 milliards en 1986. Ils s'assainissent donc au risque de s'étouffer.

— la perte encourue par les exportateurs de pétrole du fait de la chute du prix du baril a atteint en 1986 : 40 milliards de dollars. Elle a été deux fois plus élevée que les gains enregistrés par les pays sous développés importateurs d'or noir. La différence est allée dans les caisses des nations riches.

— les pays en développement ont assisté à une baisse dans la croissance de leurs produits nationaux bruts : + 3,8 % en 1986 contre + 4,6 % en 1985. L'explication principale se trouve dans la chute de 10 % du cours moyen des matières premières.

Autrement dit, l'assainissement du Nord s'effectue en partie grâce à l'appauvrissement du Sud, mais ce dernier ne peut espérer un mieux que si l'expansion redevient forte dans le monde développé.

Entre temps, la crise de l'endettement qui couvait sous la cendre vient de réapparaître dans toute son ampleur avec la suspension des intérêts dus aux banques privées, décidée en février par le Brésil. Un long processus de nettoyage est engagé.

Il sera pénible pour tous. Des a-coups violents peuvent se produire qui toucheront particulièrement les établissements bancaires réputés être fortement engagés dans des concours aux Etats insolvable.

Mais l'expérience du sauvetage de la Continental Illinois et de bien d'autres maisons laisse penser que "les

prêteurs en dernier ressort" que sont les banques centrales feront leur devoir et empêcheront la débandade de se produire.

La seconde menace d'éclatement se situe au niveau des pays lourdement endettés (à l'exception des Etats-Unis). Les autorités monétaires leur demandent avant tout la discrétion. Le "Club de Paris" qui se réunit à la Direction du Trésor travaille sans discontinuer. Il accumule, au cours de négociations menées dans une ambiance feutrée, les rééchelonnements de dettes, les allègements de taux et les arrangements amiables.

Si un cartel des pays lourdement endettés se constituait, si un "front de refus financier" s'organisait, ce lent travail d'ajustement et d'apurement serait arrêté. Que l'on songe à la manière dont s'est dénoué le problème de l'endettement de l'Allemagne entre les deux guerres. L'existence des Réparations que la France avait maintenue avec obstination et apreté tant qu'elle avait en face d'elle des gouvernements démocratiques a volé en éclats à l'avènement du Chancelier Hitler. L'impasse dans laquelle on avait conduit le II^{ème} Reich a provoqué en bonne part l'instauration du III^{ème} avec les conséquences que l'on connaît.

L'ascension du financier au politique peut donc modifier les données du problème de l'endettement. Sans pour autant apporter des solutions satisfaisantes pour tous, on peut le craindre.

Mais l'imbrication des économies s'est tellement développée depuis cinquante ans qu'une telle évolution n'apparaît pas vraisemblable. Le refus de payer ses dettes, affiché comme une provocation, doit se doubler de l'établissement de l'autarcie comme le fit le Dr. Schacht. Les inconvénients en sont tels que le jeu n'en vaut pas la chandelle, fut-elle verte et fut-elle maniée par un Père Ubu tyrannique.

Les institutions internationales ont un certain entraînement et s'emploieraient le cas échéant à réfréner une tentation de ce genre. Mais il n'est pas exclu qu'une tension grave ne se produise à propos de l'endettement tant la persistance des difficultés qu'il occasionne à de nombreux pays devient insupportable.

Le troisième foyer de trouble se localise dans les marchés financiers. La hausse des actions dans la plupart des Bourses mondiales ne s'explique pas par une fuite devant l'inflation ni par une recrudescence de l'expansion. Les trésoriers des entreprises tirent souvent des placements financiers des rémunérations bien supérieures à celles des opérations de production et de commercialisation. Les bénéfices des sociétés annoncés à la Bourse ont été recueillis à la Bourse. Il est clair qu'à un certain moment éclatera la disparité entre les valeurs financières et la base réelle sur laquelle elles reposent. Ce jour là une purge sévère et inattendue se produira. Elle entraînera une chute profonde des capitalisations boursières se répercutant de Wall Street à Tokyo. Et là nous ne trouverons pas les contre-poids institutionnels qui existent dans le système bancaire et, dans une certaine

mesure, dans la gestion de l'endettement international.

Une simple tension à ce dernier niveau pourrait d'ailleurs servir de détonateur à l'explosion dans les marchés financiers. La Bourse travaille sans filet. Elle n'a pas de garant en dernier ressort. Elle n'engendre pas la pitié. Les gouvernements n'interviendraient que fort mollement et avec retard pour relever les victimes d'une spéculation que chacun se plairait alors à dénoncer. Pourtant les conséquences d'un marasme prolongé s'étendraient bien au-delà du Palais Brongniart ou du London Stock Exchange. La partie de karaté s'enflammerait entre l'Europe, le Japon et les Etats-Unis.

Le grand mouvement de dérégulation ayant amené un retour au financement des entreprises par l'épargne serait arrêté ou compromis. Des millions d'épargnants attirés par le capitalisme populaire seraient déçus et se détourneraient de ces placements pour revenir à la thésaurisation en or ou à l'immobilier. Il est pourtant évident que le marché financier est le meilleur moyen pour allouer le plus justement les ressources disponibles aux sociétés les plus productives.

Si la Bourse était frappée durablement elle le serait comme un bouc émissaire, payant pour les péchés des gouvernements. La purge subie par les marchés financiers serait la conséquence de l'incapacité des Occidentaux à rétablir un rythme d'expansion satisfaisant. Parce que Washington n'a pas eu le courage de mettre un terme à son déficit budgétaire. Parce que l'Europe n'a pas été en mesure d'imaginer une politique économique de rechange. A quoi sert de regrouper 320 millions d'hommes si on ne leur indique pas la direction vers le progrès et la sécurité ? Le spectacle ridicule donné le 12 janvier à propos d'un changement de parité mineur au sein du SME faisait penser à une dispute de Conseil Général, pas à la réunion de grands argentiers de la Grande Europe.

Les problèmes, gros de dangers et de malheurs que nous venons d'évoquer sont nés de ce que Jacques Rueff appelait "la civilisation des faux droits". "Les circonstances sont fréquentes où un gouvernement ne peut ou ne veut, ni gouverner moins, ni prélever plus" écrit l'académicien dans "l'Ordre du Social". Il donnait ainsi vingt ans à l'avance la recette des Reaganomics. Il ne s'agissait pas d'une prophétie, simplement de l'éclairage par un économiste de la phrase de Montesquieu selon laquelle "Tout homme qui a du pouvoir a tendance à en abuser".

L'endettement au-delà du raisonnable n'est pas le lot des démocraties, puisque les régimes tyranniques ou

dictatoriaux en ont fait encore plus souvent un usage encore plus exécrable. Au contraire, la démocratie devrait susciter un contrôle plus rapide et plus serré de ces débordements comme la Suisse nous en donne l'exemple.

Mais la plus grande vigilance s'impose dans ce domaine autant que dans celui des droits de l'homme. La mascarade du "Plan Cruzado" au Brésil n'avait qu'un seul objectif : permettre une élection favorable au parti gouvernemental. Le succès ayant été assuré, qu'importe si l'inflation repart de plus belle et si les millions de gens, qui avaient repris espoir dans la stabilité se démoralisent ! La relance Fabius de 1986 avait le même objectif électoraliste. Elle a eu des effets presque aussi pernicieux que la politique Mauroy sans pourtant apporter une voix de plus à la majorité sortante. Ce qui est une consolation.

La démagogie n'est plus rentable à terme. Il faut espérer que le débat politique dans notre pays laissera clairement apparaître qu'elle ne paie pas non plus dans l'immédiat. Cette conviction doit s'imposer au-delà des clivages des partis pour redonner à la France et à l'Europe la capacité de participer à l'assainissement de l'économie mondiale, condition nécessaire à la reprise d'une expansion durable et à la solution étalée dans le temps de l'énorme problème de l'endettement.

L'expansion ne découle pas seulement du libre jeu des marchés. Des objectifs à plus long terme doivent être fixés par des responsables pleinement conscients des enjeux de l'économie. Le sérieux des élus que les citoyens choisiront constitue la meilleure garantie de l'avenir. Ils auront pour charge de construire les mécanismes institutionnels en France et en Europe qui empêcheront les excès, remédieront aux erreurs et assureront les conditions d'un travail constructif.

La dérégulation était une étape indispensable pour libérer les initiatives. Il ne faut pas oublier pour autant que l'économie, comme la vie des citoyens, a besoin de règles.

Charles DELAMARE

(1) ALAIN : *Etudes. Les Idées et les Ages.*

(2) "Mais je dis que ce n'est pas l'or, comme le crie l'opinion commune qui est le nerf de la guerre, mais les bons soldats. Parce que l'or ne suffit pas à trouver les bons soldats, tandis que les bons soldats suffisent bien pour trouver de l'or".

(3) *Supplément économique des Echos. Mars 1987.*

Faites connaître "FRANCE-FORUM"
CARREFOUR DE L'HUMANISME DEMOCRATIQUE

LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

La Correspondance de Roger Martin du Gard - Pour saluer Jean-Louis Curtis - Yves Berger : De Sud aux Matins du Nouveau Monde - Jean Carrière : Les années sauvages - Félicien Marceau, un romancier en liberté - Françoise Sagan : Un sang d'aquarelle - Philippe Solers : Le cœur absolu - Luc Estang : Le démon de pitié.

Les deux premiers volumes de la Correspondance générale de Roger Martin du Gard s'étendent de 1891 à 1918. Le troisième, dû comme les précédents à M. Maurice Rieuneau (1), ne couvre que les années 1919-1925, et comporte cent pages de plus. Martin du Gard écrivait dix lettres par jour. Il est mort en 1958. Sa Correspondance, lorsque la publication en aura été achevée, apparaîtra, sur la lisière du XX^{ème} siècle, tel un monument, mais celui peut-être d'une époque largement révolue.

Martin du Gard notait déjà en 1919 : "Je suis un vieux redoublant de philo dont les tiroirs sont bourrés de dossiers : religion, morale, socialisme". Les grues métaphysiques, Justice, Progrès, Droit, Civilisation, dont ce jeune homme sérieux faisait au début du siècle sa fréquentation habituelle, avait reçu de la guerre quelques bonnes charges de plomb et elles battaient de l'aile, mais Roger Martin du Gard qui reconnaissait s'être affranchi d'un certain nombre de "bondieuseries laïques", n'en gardait pas moins la nostalgie du temps où le rationalisme et le matérialisme étendaient sur la Sorbonne leur pouvoir absolu. Au milieu des classes nouvelles de la littérature, parmi les Aragon, les Drieu, les Morand, les Marcel Arland, toute une jeunesse irrespectueuse à l'égard des doctrines, libre de préjugés et qui n'avait pour tout bagage qu'une valise vide - c'était le titre d'un roman de Drieu, il se faisait l'effet, sur son tas de dossiers, d'un vétéran recalé.

Aussi bien, la Correspondance des années 19-25 semble marquer la désaffection de Martin du Gard pour la philosophie militante et l'idéologie combattante. Seul rappel d'un proche passé : il évoque avec André Houtin le souvenir de l'abbé Hébert et des discussions de l'avant-guerre sur le modernisme. Il renonce même à rompre des lances avec ceux de ses amis maurrassiens qu'il avait connus encore socialistes et dont l'évolution l'avait plongé dans la perplexité. La littérature, l'art seuls le requerraient désormais. Il se retranche dans des retraites provinciales, loin de la vie parisienne, pour travailler à ses *Thibault*. S'il en sort, c'est pour assister aux décades de Pontigny, mais, excès de modestie ?... il y brille surtout par ses silences. Il nous confie qu'il ne s'exprime bien qu'une plume à la main. Mieux, d'ailleurs, dans ses lettres que dans ses romans, où il se plaignait de manquer de facilité et où Jean Prévost, critique perspicace, avait relevé qu'"il se bridait trop serré". Les lettres de Martin du Gard, déclara Gide, "ce sera la Correspondance de Flaubert".

Lui qui, dans son œuvre romanesque, n'a fait que "se dépersonnaliser" et qui s'indignait lorsqu'on pouvait penser par exemple qu'il était Jean Barois, dans sa correspondance il révèle ce que M. Jean Rieuneau appelle sa face cachée et le vrai Martin du Gard s'y débride complètement avec ses qualités de cœur, sa facilité à s'enthousiasmer, sa sensibilité, sa générosité, sa fidélité, son intransigeance dans l'amitié. Les meilleures pages de

cette correspondance des années d'après-guerre, ce sont celles où il fait la critique des livres de ses amis. Son souci de la vérité l'emporte. Rarement, on a fait plus juste critique de l'œuvre de Duhamel. A celui qui publie un livre par an, il dit qu'il ne travaille pas assez, mais qu'il ne lui faut conserver que "le bon, l'exceptionnel". Il dénonce la tendance à prêcher de "frère Duhamel", il le met en garde contre "le ton de bavardage pâteux, la fausse bonhomie, un mélange larmoyant d'indulgence et de scepticisme désabusé". Vous vieillirez comme M. Bergeret ou Sylvestre Bonnard ! Déjà, vous prenez l'air du bonhomme Franklin ! S'il se tourne vers Jules Romains, c'est pour souligner, dans des lettres à Louis Jouvet, ce qu'il y a chez lui d'artificielle et impeccable fabrication ("La charpente se voit trop"), vers Gide, c'est pour dire que l'homme vaut mieux que l'œuvre, vers Jouhandeau, c'est pour faire apparaître, sous le masque énigmatique qu'il est le premier à soulever, la double face de lumière et de ténèbres de ce génie *bi-frons*.

Sévère pour ses amis, Martin du Gard l'est encore plus pour lui-même. "J'ai une vraie phobie du développement, de la description, du boniment..." écrit-il. Il craint toujours de s'y laisser aller, en exposant des conflits d'idées, là où il ne faut montrer que des conflits de faits. Il admire la jeune classe des Aragon et des Arland, leur manière d'écrire nette et rapide, la sveltesse de leur démarche, "J'ai l'air à côté d'eux d'un vieux béquillard s'empêtrant dans ses transitions et qui a de la bouillie dans la bouche". C'est le complexe du redoublant, du vétéran. Il apprécie à leur valeur de correction les bonnes râclées. "Le seul article que j'ai jamais goûté sur moi, écrit-il, c'est un éreintement de Massis". Il est vrai qu'il le juge "archi-faux" mais il le reconnaît "prodigieusement intelligent" et, sans doute, en a-t-il tiré profit.

*
* *

Les éditions du Rocher ont réédité pour fêter l'élection de Jean-Louis Curtis à l'Académie française, sous le titre *le Thé sous les cyprès* (2) cinq nouvelles qui ont pour cadre Fiesole, Venise, Capri, Spolète, Rome, que baigne la même lumière et qui, de Fiesole à Rome, nous entraînent, dit M. Curtis, "sur le seul vrai chemin qu'on puisse parcourir sans perdre son temps, celui du cœur". Il y a un autre chemin qu'il faut suivre dans ce recueil de nouvelles, et c'est celui de la création artistique. Comment, du musée des Thermes, à Rome, où M. Jean-Louis Curtis a médité sur la statue de l'"éphèbe de Subiaco", au Pirée, où, en mangeant un rouget frit sous une tonnelle de roseaux, il se demandait quelles émotions il était venu chercher, seul, dans un pays qui lui aurait été totalement inconnu s'il n'avait été habitué de tous ses souvenirs d'humanités et de littérature, a pu naître, se développer secrètement, éclater enfin dans une soudaine fulguration, le thème qui s'est imposé à lui et dont est sorti ce livre, c'est une question à laquelle une réponse sera peut-être donnée au terme du cheminement méditerranéen où nous a conviés M. Curtis et où l'on apprendra que le bonheur d'écrire entretient d'étroites relations avec le bonheur de vivre. Thibaut Fontanes dit

dans *les Justes causes* : "Il s'agit donc d'écrire et d'être heureux".

D'art et d'amour est le titre d'une de ces cinq nouvelles. C'est la seule où l'amour manque, sinon celui de l'art. Qu'est venu chercher en Italie le jeune milliardaire américain arrière-petit-fils d'un pionnier du Far-West ? L'achèvement par le loisir, au sens noble du terme (*Deus haec otia nobis fecit*) d'une éducation morale et esthétique. Il a l'ambition de devenir "un bel exemplaire d'humanité, un être hors du commun joignant à la culture de l'esprit la science du *gracious living*". Il faut lui faire lire *les Pléiades* de Gobineau. *Le Thé sous les cyprès*, la nouvelle qui donne son titre au livre, rend le même son gobinien. Des hommes et des femmes extrêmement distingués sont réunis sur une terrasse au dessus de Florence à l'heure anglaise du thé en devisant paisiblement, dans un monde en train de s'écrouler, de *choses de beauté*. Ils en parlent avec science, mais désinvolture. L'art n'est pas une religion, ce n'est qu'une technique supérieure pour se divertir. L'amour... Il est passé sous silence. Pourtant, c'est de lui, surtout, à la faveur d'une relation d'un père avec sa fille, que veut nous parler M. Jean-Louis Curtis. On pense à Arthur de Gobineau et à Diane de Guldencrone. Ce qui est tû compte ici plus que ce qui est exprimé. M. Curtis sous-entend, suggère, écrit en pointillés.

Venise en question où le trait est plus appuyé, est d'un autre style et procède d'une autre préoccupation, celle de l'historien de société qu'est dans toute son œuvre M. Jean-Louis Curtis. *Venise en question*, c'est le voyage culturel et sentimental, au bord de la lagune, d'une famille de petits bourgeois parisiens d'origine béarnaise. Les parents, les enfants, s'aiment, mais ne se comprennent pas. Le premier soir, les enfants qu'on a invités dans un grand restaurant, faussent compagnie à leurs parents pour aller rejoindre des copains retrouvés. Le père, la mère, délaissés, sont-ils malheureux ? Pas du tout... Ils rentrent seuls à l'hôtel, un peu mélancoliques, mais en se racontant des histoires de leur enfance au Béarn, avec l'accent du pays. Ils goûtent loin du regard critique de leurs enfants un instant de bonheur pur. *Le Lézard* est l'histoire de la fugue à Capri d'un homme d'affaires quinquagénaire avec une minette. Il ne pense qu'à sa femme qu'il a laissée à Milan avec ses enfants et il lui téléphone pour lui narrer ses déboires amoureux et lui annoncer son retour au foyer. L'amour conjugal est une bouée de secours. C'est très émouvant et d'une intense drôlerie. *L'Ephèbe de Subiaco* raconte l'amour d'une vieille fille allemande et professeur pour un jeune paysan du Latium qu'elle a rencontré dans le musée d'où M. Curtis a tiré l'inspiration de ses récits. Elle s'attache à lui, elle l'éduque, mère et institutrice, elle est sa maîtresse dans tous les sens du terme. On penserait à la cousine Bette, si Minna, elle, n'était toute générosité, au point de seconder son protégé jusque dans ses entreprises galantes. Mais il lui revient toujours et il y a, à la fin de *l'Ephèbe de Subiaco*, encore un de ces instants de bonheur pur dont le livre de M. Jean-Louis Curtis est entièrement fait. "Tous ces instants suffisent, dit M. Curtis, à

former une petite éternité sur la Terre”.

*
**

Lorsque M. Yves Berger fraîchement arrivé d'Avignon publia dans le Paris des années 55 son premier roman intitulé *Sud*, il n'était question alors que de l'Occitanie et des cathares et de l'existence d'un sudisme français. Le Sud qu'il ne fallait pas confondre avec le Midi étendait son empire jusqu'aux confins de l'Ultime Thulé où M. Michel Mohr nous avait entraîné dans sa croisière au rebours de l'Histoire de *la Prison maritime* et nous venions de lire *la Route de Varennes* de M. Willy de Spens, où c'était au nom des valeurs du Sud que ce descendant d'un gentilhomme écossais de la suite de Marie Stuart en France essayait de faire prendre à l'Histoire une autre direction que celle officiellement indiquée par Malet-et-Isaac. *Sud* dut à son titre insolent d'avoir tout de suite valeur de manifeste. Il faisait claquer dans le vent qui jusqu'alors avait toujours soufflé du Nord un oriflamme revanchard. Il lançait vers des provinces perdues et inexploitées une longue phrase cadencée d'aventure et de conquête. Si le sudisme avait besoin d'une *Marseillaise*, M. Yves Berger la lui fournissait.

Mais le Sud existe-t-il ? C'est la question que je posais dans une chronique de *la Table ronde* et il est vrai que la Virginie sans noirs ni blancs, la Virginie où il n'y avait que des aigles, des bisons et des indiens, la Virginie d'avant Faulkner et d'avant la Faute, Terre-mère, Terre-vierge dont rêvait M. Yves Berger n'était que l'image d'un Paradis mythique. L'enfant dont l'histoire nous était contée s'efforçait de réintégrer dans ce Paradis tout le légendaire de l'Humanité. Il n'allait y rencontrer que l'Eve tentatrice et corruptrice, nommée, elle aussi, pour mieux le tromper, Virginie et, entendez-la bien, elle lui disait : "Il faut que tu deviennes homme, il faut que tu changes". C'était au cœur du Sud l'appel du Nord, la voix de l'efficacité et de la réussite. Elle couvrait la *Marseillaise* sudiste de M. Berger.

Vingt ans après, pourtant, M. Yves Berger n'a pas changé, il est resté l'enfant magicien des *Matins du Nouveau Monde* (3) et dans un livre qui porte ce titre, il s'élançait de nouveau vers l'Amérique à la reconquête de son Sud imaginaire. Cette entreprise s'inscrit entre le rêve et la réalité, entre la visite de Christophe Colomb au petit Yves Berger dans sa maison d'Avignon avant de partir pour les Indes un certain matin d'août 1492 et l'entrée des chars américains dans la cité des Papes un autre matin d'août 1944. M. Yves Berger a embarqué dans son expédition toute sa provision de songes, toute sa bibliothèque de dictionnaires, tout le répertoire de mots rares et étranges qu'il a inventoriés au cours de préparations studieuses, dans l'espoir que ces mots retrouveront sur un territoire vierge, incréé, les choses qu'ils doivent désigner, qu'ils les nommeront comme au premier jour, les captureront, les ramèneront dans leur jolie cage dorée. "Les Mots, disait M. Yves Berger, quand il écrivait *Sud*, doivent ramener les choses" et

c'est pourquoi jamais sa phrase-liane ne s'est montrée plus voluptueusement enlaçante, jamais elle n'a manifesté de plus grands pouvoirs de séduction, de fascination et d'envoûtement. Mais ces mots chargés de mission, est-ce qu'ils ne sont pas seulement une drogue, est-ce qu'ils ne secrètent pas que des visions, est-ce qu'ils exprimeront jamais une réalité ? M. Yves Berger reconnaît qu'il y a plus de vérité et peut-être de richesse dans telle phrase pauvre et insignifiante de Mama, la nounou de Scarlett dans *Autant en emporte le vent* que dans le trésor de mots qu'il a accumulé. Pourtant dans le moment de la plus complète déréliction historique, alors que l'Europe était entièrement soumise à un empire du Nord, le petit enfant Yves Berger a pu murmurer en serrant son trésor sur sa poitrine qu'il lui restait les mots et ce recours au langage, ne fût-il pris que comme substitut de la réalité, n'était sans doute pas illusoire.

Seulement, dans le même temps qu'il exerçait ce recours, M. Yves Berger faisait-il suffisamment confiance aux puissances incantatoires de sa magie ? Il écrit dans *les Matins du Nouveau Monde* que nulle part, que ce soit dans les jardins de la Louisiane, dans les forêts de Fenimore Cooper, ou dans les montagnes bleues de la Géorgie ou dans les Alpilles de Frédéric Mistral, le Sud n'est parvenu à établir son pouvoir. Y-a-t-il une malédiction sudiste ? Pour la conjurer, M. Yves Berger, au lieu de n'aligner que des mots, a voulu aligner aussi des divisions. Le Sud, combien de divisions ?... aurait demandé Staline. Après avoir vibré pour la cause nordiste en lisant *la Case de l'oncle Tom*, M. Yves Berger s'est enrôlé à la faveur de la Guerre de Sécession dans l'armée sudiste pour contribuer efficacement à la victoire matérielle du Sud, mais l'armée du Potomac, quand elle s'avance sous les ordres de Sherman vers Richmond, le désespère et il sait dès lors que le Sudisme ne peut remporter que des victoires intemporelles. En août 1944, lorsque le char américain qui s'appelle "Pelgrim Falcom" et qui semble sortir d'un roman de Fenimore Cooper apporte dans le petit matin d'Avignon le signal de la Libération, serait-ce le Sud qui enfin prendrait sa revanche ? Mais c'est l'armée du Potomac qui triomphe encore et, dans ce conflit de *puissances*, le Nord n'a été vaincu que par le Nord, M. Yves Berger, en imaginant une Virginie d'avant la Faute et en voguant vers sa Terre promise, avait tenté de s'évader de l'Histoire. Il y a été ramené.

Méridional, mais non pas sudiste, André Chamson, presque un compatriote de M. Yves Berger, a décrit dans son roman *Héritages* la victoire du Nord sur le Sud le jour où la puissance anonyme de l'Industrie est parvenue à s'implanter dans son intraitable Cévenne et où la petite ville de Saint-André (lisez le Vigan) est entrée de force dans l'Histoire. Il n'y a eu dans l'œuvre d'André Chamson, pour résister à l'Histoire, pour la biffer, que la petite *parfaite* Adeline Venician. Mais pour sortir du temps et rompre ses enchainements fatidiques, elle n'a pas eu besoin de traverser d'immenses espaces, elle a trouvé refuge en elle-même après être allée prendre les oracles sur la montagne sacrée de l'Aigoual. Il y a dans *les*

Matins du Nouveau Monde une page riche en développements infinis, où l'on voit M. Yves Berger escalader sa colline inspirée des Baux. Ce fils du mistral ne va se mettre là-haut qu'à l'écoute des vents. Aurait-il épuisé le recours aux mots ? Nous entrainera-t-il un jour, au terme de ses Voyages extraordinaires, dans un pèlerinage intérieur, au plus près de lui-même, là où le mythe du Sud apparaîtra pur de tout alliage temporel, où le Sudisme enfin victorieux aura perdu sa raison d'être (le Sud n'existe pas), où il n'y aura plus de mots pour en exprimer l'essence, qu'un *souffle* ?... Rien n'est impossible à M. Yves Berger.

*
* *

M. Jean Carrière a voulu se tailler avec *l'Épervier de Maheux*, un lambeau de principauté ou plutôt de république dans l'empire cévenol d'André Chamson. Mais M. Carrière est en Cévenne un immigré. Venu d'au-delà le Rhône, Provence ou Italie, mâtiné, nous dit-il, d'indien, il ne ressemble en rien à ces paysans, à ces fils d'une race âpre et sévère dont André Chamson, un des leurs, a façonné l'âme avec une stricte économie de moyens. Il y a chez M. Carrière une prodigalité de mots, de couleurs, de sons, un sentiment de communion avec la Nature, un goût de la fête, de tout ce qui est liturgie baroque et solennelle qui porte la marque catholique et païenne dont le protestant ne peut qu'avoir horreur. André Chamson a enraciné son œuvre dans le terroir vignais au pied du Sinaï de l'Aigoual. M. Jean Carrière a jeté son dévolu dans *l'Épervier de Maheux* sur le pays de Florac. Mais rien ne l'y appelait, ne l'y attachait, ne l'y retenait. André Chamson était le fils d'un agent voyer ; il avait naturellement le sens des limites ; il pouvait tirer du Chaos un cadastre. M. Carrière tient de Giono une passion cosmique de la démesure. Nous l'avons vu dans la *Caverne des Pestiférés* aller planter sa tente de nomade sur les Aires de Commeiras entre la Cévenne et le Causse. Il ne cherchait qu'une scène de théâtre pour installer dans un cadre grandiose le décor d'un opéra mythologique. Les Aires de Commeiras lui ont fourni une plate-forme idéale, un marche-pied, non du Sinaï, mais du Walhala. Il nous transporte aujourd'hui avec *les Années sauvages* (4) en pleine Margueride sur l'immense plateau désertique où les cinéastes parisiens vont tourner leurs *westerns*. C'est une nouvelle étape du *Grand chemin* de M. Carrière.

Les "Années sauvages", ce sont les années de la guerre. "Nous nous souviendrons longtemps de ces années sauvages un peu hors du temps, n'est-ce pas, mon cher Edmond, dit le colonel rêveusement en suivant de l'œil le vol des pipistrelles autour de la tonnelle". C'est une de ces phrases magiques dont est fait le roman de M. Carrière. Quarante ans après la guerre, le narrateur, celui qui dans ce livre dit "je", revient du Maroc et remonte vers les hauts lieux de sa jeunesse, là où il a trouvé refuge pendant l'occupation. Il va y revivre sa vie. M. Jean Carrière cite Goethe : "Ceux qui n'ont pas compris le passé sont condamnés à le revivre". Quarante ans après, les mêmes chemins s'ouvrent à travers la même forêt

pour déboucher dans les mêmes clairières où se dressent les mêmes châteaux enchantés et où les mêmes jeunes filles apparaissent, mais l'une est la mère de l'autre et le narrateur découvre qu'il est le demi-frère de celle qu'il vient d'épouser. C'est une lyrique et tragique histoire. La guerre fait entendre autour d'elle ses grondements. Une fois de plus, M. Carrière cherche l'accord parfait avec la Nature et l'inceste n'introduit dans cette harmonie aucune fausse note. C'est la guerre, c'est tout ce que les avions porteurs de bombes véhiculent, au nom de la Civilisation, de menaces pour le bonheur, qui trouble la fête que se donnent deux êtres dans leur île déserte. Le monde va changer, il sort du néolithique et l'on sent que M. Carrière est curieux de ces bouleversements cosmiques auxquels l'industrie des hommes apporte sa complicité. Les pages de son roman où il a mis le meilleur de lui-même n'en sont pas moins celles où, isolé du monde par l'épaisseur de la neige et de la forêt, il se soustrait au temps, il vit un instant éternel de grandes vacances. C'est un mélange d'*Île au trésor* et de *Grand Meaulnes*, dans une atmosphère musicale et d'intimité moelleuse où, cette fois, ce n'est pas Wagner, c'est Debussy, c'est Fauré, c'est Ravel qu'il harmonise. Il faut suivre, pour ne pas s'égarer dans les multiples chemins de traverse des *Années sauvages*, cette ligne mélodique, même si elle ne nous conduit, à travers le rêve et le flou, que par des itinéraires de fuite où M. Carrière, cévenol de rencontre, aventurier de vocation, n'est pas près de trouver son point de fixation.

*
* *

Qu'a bien pu entendre Madame Sauvage quand, dans *le Cousin Pons*, elle colle son oreille à la porte du bureau où son maître, l'avocat Fraisier, reçoit madame Cibot ? Madame Cibot, la concierge de Pons, est une ancienne écaillère, encore jeune et belle et lorsqu'elle sort du bureau de Fraisier, Madame Sauvage lui lance "un regard meurtrier". M. Félicien Marceau, écrivant *Balzac et son monde*, s'est posé la question et n'y a pas répondu. Dans *Les Elans du cœur*, l'un de ses premiers romans, on le voit, romancier oisif en quête de personnages au hasard de ses promenades, prendre en filature une de ses héroïnes, dame du meilleur monde, et l'abandonner sur un banc de la place Dancourt où elle s'est assise, en se demandant ce qu'elle est venue faire là. Tous les romans sont jonchés de questions sans réponse. Dans tous les romans, s'entrebaillent des portes qu'on voudrait pousser, s'entrouvrent des pistes où l'on voudrait s'engager. M. Félicien Marceau a écrit un essai sur *le Roman en liberté*. Le romancier laisse aller son roman à l'aventure, il lui emboîte le pas en regardant et en écoutant mais en se refusant à intervenir. Sartre a dit que le romancier n'était pas Dieu. Le serait-il, d'ailleurs, que l'homme est libre, n'est-ce pas ? et il faut laisser jouer la grâce... Quand le romancier écrit son roman, l'humeur vagabonde de ses héros se communique à lui, il est parfois tenté de lui fausser compagnie pour aller voir à côté s'il y est. Souvent, il aboutit dans une impasse, ou bien, il sent qu'il se laisserait entrainer trop loin et il revient sur ses

pas vers ses personnages qui lui crient de ne pas s'égarer. Dans le roman, le personnage le moins libre de faire ce qu'il lui plaît, c'est peut-être le romancier.

Rarement, autant que dans *les Passions partagées*, dernier né de l'œuvre de M. Félicien Marceau (5), le romancier aura-t-il pris ses distances vis-à-vis de son roman. Il s'y est glissé dans un coin comme le donateur du Moyen-Age dans son tableau, il y joue le rôle de témoin, il ne se manifeste de loin en loin que par quelques remarques aigre-douces. Il faut dire qu'il est amoureux de son héroïne, Emmeline, mariée avec Cédric de Saint-Damiens et cela ne se sait pas, du moins tout de suite, mais se sent. Si d'aventure, Emmeline trompe son mari avec le duc d'Aspre, le romancier est là, derrière la porte, n'en perdant pas une, pour nous confier mezzo voce que "ce ne fut pas une réussite". Il fait comme partie de la famille. Dans les grandes circonstances, il peut donner des conseils. Il ne se présentera vraiment qu'à la deux centième page, en s'excusant : "Je n'ai pas encore eu l'occasion de dire que j'étais avocat". Bon alibi pour un romancier ! Il entre alors dans la peau de son personnage. Il ne fait plus seulement partie de la famille, mais du roman. A la fin, le comte Cédric escamoté à la faveur d'un accident d'auto en tournant une page, il épouse Emmeline. Mais sa discrétion, tout au long des *Passions partagées*, a été exemplaire. Nous avons été entraînés pendant un demi-siècle d'Histoire, de 1928 à nos jours, d'un château des environs de Montpellier jusqu'en Allemagne, en Espagne, à Rome où Mussolini lui-même apparaît furtivement dans une réception à l'ambassade de France. Nous avons traversé le Front populaire, la guerre, l'occupation, la libération, l'épuration, les grandes et terribles aventures de notre époque, en frôlant tous les dangers et en tirant notre épingle du jeu avec agilité et malice, sans qu'une seule fois, le romancier ne nous ait adressé une mise en garde contre les périls du romanesque. Il laisse filer son roman bon train. Il n'essaie même pas de le retenir quand il est emporté dans quelque embardée. Sa curiosité est toujours en éveil. Montons-nous dans un taxi à Madrid, le romancier observe aussitôt que le chauffeur, homme encore jeune et fort maigre, est "probablement déçu par la vie" à en juger par les deux plis qui creusent ses joues. Cette remarque, sans relation directe avec notre histoire, pourrait être le départ d'un autre roman. Un peu plus loin, on apprendra en ouvrant un journal qu'un policier qu'on a eu déjà l'occasion d'entrevoir a été assassiné dans son appartement. Qui a tué Vaqueiros ? La question est posée, mais elle n'intéresse pas assez notre romancier pour qu'il en dise plus. C'est qu'il pose dans son roman une question autrement importante. Qui est Marianca ?... Petite gitane des Saintes-Maries de la mer, elle est apparue un soir dans la cour du château, sans que personne ne la connaisse, portant sur un plateau son infusion au comte Antheaume, le père du comte Cédric. En mourant, il lui a fait un legs. Elle est devenue l'amie intime d'Emmeline, la confidente de tous les Saint-Damiens, la véritable maîtresse de la maison. Oui, qui est-elle ? Et d'où vient-elle ? Dieu seul le sait.

C'est le cas de le dire. A la fin du roman, elle se confessa au fils d'Emmeline, le curé Rodolphe et M. Félicien Marceau peut conclure que le secret qu'il ne nous a pas livré est "entre de bonnes mains". Le romancier n'est pas Dieu, mais se décharge sur Dieu de sa fonction. "Qu'avais-je désormais à me préoccuper des secrets de Marianca ?" écrit M. Marceau.

Les Passions partagées est le type même du roman en liberté. Mais le romancier s'y est libéré lui-même de toutes les sujétions du genre, s'il y en a encore. La liberté du roman n'a d'égale, ici, que la désinvolture de son auteur, son aptitude à faire des pirouettes et des pieds-de-nez, mais surtout sa joie d'écrire au hasard de la plume ce qui lui passe par le cœur. Joie d'écrire pour le romancier, mais joie de vivre pour ses personnages et joie de lire pour nous, les voilà bien les joies, que dis-je, les passions partagées !

*
* *

Mme Françoise Sagan a traversé son temps en chantonnant une petite romance mélancolique avec des paroles simples, sur une musiquette d'orgue de barbarie. Les personnages de ses romans lui ressemblent, ils ont des affaires de cœur et des aventures de peau, ils confondent sensations et sentiments, ils ont beaucoup de goût pour le whisky (irlandais, c'est plus chic), ils sont toujours en vacances, ils ne manquent pas d'argent, on est sûr de les rencontrer dans tous les endroits à la mode. Parfois, à l'horizon des romans de Mme Françoise Sagan, apparaissait comme dans une buée une petite ville de province, Poitiers, ou Dourdan, ou Montfort l'Amaury. Ce qui se passait dans le monde ne semblait pas intéresser l'auteur de *Bonjour Tristesse*. Peut-être voulait-elle oublier ces années où elle a grandi dans ce qu'elle appelle dans son dernier roman, *Un sang d'aquarelle* (6), "un tohu-bohu sanglant et confus", mais voilà maintenant qu'elle ne cesse de nous ramener d'un roman à l'autre vers le temps de la guerre, de la défaite et de l'occupation, un temps qu'elle a à peine connu et qui remonte en elle d'une profondeur de limbes. La guerre, la résistance déjà, fournissaient le décor, avec ses couleurs de nuit et de sang, de *De guerre lasse*. Dans *Un sang d'aquarelle*, elles sont au centre même de l'histoire de Constantin von Meck, metteur en scène allemand anti-nazi protégé de Goebbels, qui a quitté en 1942 Los Angeles et qui est venu tourner en France *la Chartreuse de Parme* en voulant ignorer que la France où il aimait à vivre autrefois est un pays occupé, en niant la réalité du monde en guerre, en la rejetant dans le domaine de la fiction et en faisant de la fiction du film qu'il tourne la seule réalité qui compte pour lui. Ignorer avec son héros la réalité conduit Mme Sagan à quelques invraisemblances : ainsi on ne peut croire que Constantin von Meck flanque impunément une râclée en pleine Kommandantur à Paris au chef de la Gestapo, que son ancienne femme, la grande actrice américaine Wanda, puisse aller et venir librement dans un territoire envahi par les ennemis de l'Amérique, qu'elle se déclare sans ambages au premier venu agent secret de l'Intelligence

service... Mme Sagan ignore la réalité et aussi l'Histoire : elle nous dit par exemple que Hitler a déclaré la guerre à la France. Mais Mme Sagan n'a voulu dans ce roman que faire jaillir du choc entre la fausse réalité mise en scène par Constantin von Meck dans son rêve de "quadragénaire sans attaches ni patrie" et la vraie réalité qu'il récusait, celle des combats de maquisards, des incendies de villages, des fusillades etc... l'étincelle qui déclenche le drame où il reconnaîtra avec horreur qu'il a une patrie et des attaches avec elle.

Pour en arriver là, Mme Sagan nous a entraîné le long des chemins nonchalants de son écriture un peu gauche, un peu lâche, un peu embrouillée, à travers les bars, les salons cosmopolites, les chambres d'hôtels internationaux, tous les décors de convention d'une vie frelatée et artificielle, par des détours où l'on éprouve parfois quelque ennui ou quelque agacement, mais il arrive qu'au hasard de ces itinéraires sans surprise, on débouche dans une clairière ou sur une place de village où il y a un café de la Poste, quatre platanes, une petite fontaine charmante et nous nous baignons délicieusement dans la lumière légère de ces paysages de lavis. Puis, tout d'un coup, à l'ultime détour d'un itinéraire qui devient un peu escarpé, nous découvrons, dans un décor mi-stendhalien, mi-shakespearien, le paysage même du drame vers lequel, avec une douce obstination, Mme Sagan nous a conduits. C'est de ce point de vue ménagé théâtralement sur la réalité du monde que nous devons juger ce roman artificieux.

*
* *

M. Philippe Sollers, lorsqu'il a publié *Femmes*, s'est juché sur une estrade de foire pour débiter à l'adresse du badaud des lettres, un boniment racoleur. Il nous annonçait qu'en lisant son livre on ne s'ennuierait pas, qu'il y aurait "des détails, des couleurs, du meli-melo, de l'hypnose, de la philosophie, des orgies"... Il nous promettait au son de sa grosse caisse de nous dévoiler "le fin fond des choses". C'était un double fond et il apparaissait qu'il y avait de la prestidigitation dans l'art de M. Sollers. Dans *Portrait du joueur*, venu après *Femmes*, il nous a dit qu'il était "tenté par la vérité". Il nous a alors entraîné dans un pèlerinage pénitentiel, dans un voyage au bout de la lumière dont le terme devait être Rome, non la Rome des Césars, mais celle des Papes. "Tous les chemins mènent à Rome", proclamait S. le héros néo- (ou anti)-célinien de M. Sollers. Il y allait via Bordeaux, Genève et Venise où on l'abandonnait en plein carnaval et où cet homme en marche vers la vérité faisait à toutes fins utiles ample provision de masques. Nous le retrouvons dans un troisième volume, *Le Cœur absolu* (7) toujours sous la même identité truquée. Il est à Venise, à Paris, à New-York... Ce pèlerin de Rome gagne sa vie en traduisant la Divine Comédie pour les Japonais. Il n'y a pas de sot métier et les fins dernières peuvent faire bon ménage avec les fins utiles. Dans *Le Cœur absolu*, S. se déclare, toujours avec la même obstination et le même goût de la provocation, papiste, réactionnaire, obscurantiste et ce n'est pas nous qui lui jetterons la pierre...

Mais on trouvera peut-être, en continuant d'accompagner M. Sollers dans ses déambulations, que son voyage au bout de la lumière traîne un peu en longueur, que la recherche de la vérité s'y accommode par trop de subterfuges et de simulacres et que la force qu'il y a chez ce baladin de génie ne sert qu'à mettre en œuvre de dérisoires mystifications.

*
* *

Le Salut et le Bonheur est le titre d'un roman de Luc Estang qui pourrait être celui de toute son œuvre. Des *Stigmates*, son premier livre, à l'*Apostat*, et même quand il s'est laissé emporter dans l'embarquée aventuriste et le dévouement d'instincts de *Il était un p'tit homme*, M. Luc Estang n'a cessé de chercher, à sa manière laborieuse et tourmentée, une voie difficile entre le salut et le bonheur, entre le Ciel et la Terre. Son dernier roman, *Le démon de pitié* (8) marque-t-il un constat d'échec ?

Qui est Léonce Plantain ? Un raté, un paumé, un homme sans racines, sans maison, qui s'est caché sa véritable identité en singeant, lorsqu'il était enfant, les adultes, en jargonnant, devenu professeur, un langage artificiel, en vivant à côté d'une vie dont il s'est toujours senti exclu. Une famille lui a offert, par pitié, un asile. Il s'en est échappé. Il y reviendra en rasant les murs. "Réduit définitivement à l'état de pauvre homme", il sait alors qu'"il touche au terme de la vie". Un dialogue s'établit entre lui et le fils de la maison, un médecin qui soigne son corps, mais qui, tout en n'éprouvant à son égard qu'aversion, dégoût, voire haine, cherche, attiré vers elle par une inquiète fascination, l'âme qui se dérobe et à laquelle il arrachera, à l'article de la mort, le mot qui la livre peut-être. "Je n'avais pas besoin de pitié... Je préfère la miséricorde". La miséricorde, c'est le mot même qui a été prononcé au chevet du Monsieur Ouine de Bernanos. Léonce Plantain confesse au docteur Henry qu'il s'est toujours refusé à "descendre trop profond en lui". Si M. Luc Estang l'y avait forcé, s'il avait réussi à vaincre l'indifférence affectée de son *anti-héros* au bien et au mal, peut-être aurait-il trouvé dans son tréfond la même faim spirituelle que celle de Monsieur Ouine.

Même s'il n'a pas voulu tenter cette exploration, même s'il se limite à réunir sur le cas de Léonce Plantain des éléments de diagnostic positif, M. Luc Estang laisse voir dans *Le Démon de pitié* que la voie où il a engagé son œuvre entre le Ciel et la Terre, à la recherche d'un passage clandestin vers le bonheur, reste éclairée par une lumière surnaturelle, et c'est de cet éclairage, fût-il indirect, que *Le Démon de pitié* reçoit tout son intérêt.

Philippe SENART

- (1) (5) (6) (7) Gallimard
(2) Editions du Rocher
(3) Grasset
(4) Robert Laffont
(8) Le Seuil

LE PATRIMOINE ET LA JEUNESSE

par Yvan CHRIST

L'avenir au service du passé... Pouvoirs publics et pouvoirs privés rivalisent d'efforts pour associer les nouvelles générations à cette grande cause qu'est la défense de notre héritage monumental.

"Jeunesse et patrimoine", c'est précisément le nom d'une association qui vient de fêter son dixième anniversaire : sa féconde activité ne s'est jamais démentie. Soutenue par l'UNESCO et l'ICOMOS (1), patronnée par la Fondation européenne de la Culture, elle a été créée par Mme Luket de Montrichard et par le comte Jean de Selancy, son président, M. Joël Bouëssée en étant le vice-président et Mme Bernadette Gradis la secrétaire générale. Ils accomplissent un exemplaire travail (2).

Ce travail est pluridisciplinaire. Son temps fort est marqué, chaque année, par un stage d'une dizaine de jours qui se tient soit en France, soit à l'étranger. Celui de 1987 se déroulera, en septembre, à Strasbourg et, pour les stagiaires du deuxième degré, à l'abbaye de Neresheim, dans le Bade-Wurtemberg.

Le premier stage, en 1976, avait eu lieu au Centre

culturel de Lorraine, établi dans l'ancienne abbaye des Prémontrés de Pont-à-Mousson. Suivirent Strasbourg, Bruges, Amsterdam, Oxford, Vienne, Venise, Vicence et Lisbonne - jalons essentiels de la vieille Europe et, par conséquent, de la culture occidentale. En 1986, c'est à l'abbaye de Fontevrault que se sont réunis cent-vingt stagiaires et intervenants, anciens ou nouveaux : ils ont non seulement, bien travaillé, mais célébré le succès durable de leur association.

Les jeunes Français l'emportent au cours de ces stages très studieux, mais nombreux sont aussi les jeunes étrangers, venus d'une grande partie de l'Europe, qui se joignent à eux. J'ai quant à moi, suivi partiellement les stages de Strasbourg et de Bruges. Je puis assurer que les conférences, dues à d'éminents spécialistes de la protection du patrimoine européen, sont d'une grande qualité. Il en va de même pour les courts voyages qui les complètent et qui permettent aux jeunes gens de se livrer sur le terrain, à des visites de monuments ou de chantiers de restauration - travaux pratiques après l'enseignement magistral.

Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon ou à l'abbaye de Pont-à-Mousson. Le Ministère de la Culture, qui les subventionne, ne cache point que leur coût est très élevé et qu'il conviendrait qu'une telle action fut menée conjointement avec le Ministère de l'Education nationale. Rien de plus logique. Reste à savoir si ce ministère ira au-delà de généreuses subventions accordées par celui de la Culture.

L'enseignement de l'histoire de l'art est, dans nos écoles, nos collèges et nos lycées, quasi inexistant. Il l'était déjà lorsque j'étais lycéen - sinon lorsque notre professeur d'histoire daignait, de temps à autre, nous parler d'arcs-boutants et de croisées d'ogives ou de nous faire visiter autour de Paris, quelques églises ou châteaux. Je snobais mes petits camarades - et mon professeur lui-même - parce qu'à quinze ans, ces choses-là commençaient à m'être familières...

L'ancien gouvernement décida, non sans raison, de réhabiliter les vertus de l'histoire. Le nouveau a entériné ses décisions. Voilà qui n'est que justice. Mais, aux côtés de l'histoire pure, il y a l'histoire de l'art, autrement dit, la connaissance et l'amour du patrimoine. Tant qu'une telle notion ne fera l'objet que d'"activités annexes", lesquelles sont loin d'être négligeables, tant que les petits ou grands enfants ne seront pas initiés, dès les bancs de l'école, aux rudiments qui relèvent de l'histoire monumentale de leur pays, tant qu'on ne leur aura pas appris à barrer la route au vandalisme, rien n'aura été fait. Et tout continuera comme devant.

Autre décision du Ministère de la Culture. Elle ne concerne pas les enfants, mais les étudiants. Il s'agit de la transformation de l'Ecole du Louvre en une Ecole nationale du Patrimoine, où un nouveau type d'enseignement professionnel sera destiné aux futurs conservateurs de musées. La formation sera de dix-huit mois. Elle s'articulera autour de quatre grands axes : musée et culture, gestion et administration des musées, patrimoine, constitution, connaissance, conservation, restauration, musée et société. Ainsi réformée, l'Ecole du Louvre, qui dispensait déjà à ses élèves de telles disciplines, jouera plus que jamais, souhaitons-le, un rôle déterminant.

*
**

"Jeunesse et patrimoine" : le nom de cette association privée, dont l'activité est complémentaire de l'action que mènent les pouvoirs publics, est comme un mot d'ordre face au vieux désordre qui continue à menacer le patrimoine français...

Yvan CHRIST

Stage de "Jeunesse et Patrimoine" en Alsace

Outre ces stages de formation et d'information, "Jeunesse et patrimoine", convie le long de l'année, ses adhérents et ses amis à des conférences de toute espèce, notamment celles qui sont données un lundi de chaque mois, au centre André-Malraux (3), sous l'égide de M. Michel Parent, président de l'I.C.O.M.O.S. Qui plus est, certains voyages d'étude sont prévus : celui de 1987 a pour domaine d'investigation les pays baltes avec, comme point de départ, Leningrad et Novgorod, l'I.C.O.M.O.S. y apportant son patronage et son concours scientifique.

*
**

Nulle démagogie dans cet appel aux "chers jeunes". Car enfin, si l'on veut que le passé ait un avenir, n'est-ce pas vers les futurs contemporains des premières années de l'an 2000 qu'il faut, en priorité, se tourner ? Il n'est que temps de le prévoir pour que la relève soit assurée.

Parallèlement aux pouvoirs privés, les pouvoirs publics se livrent, sur le plan administratif, à une action comparable. Créées en 1982, les "classes du patrimoine", issues de l'enseignement élémentaire ou secondaire, seront développées et élargies. "Leur objectif est de permettre aux enfants d'étudier, grâce à une approche concrète et sensible, tous les aspects du patrimoine susceptibles d'enrichir l'enseignement de l'histoire, de la géographie, des sciences, etc.". Ces classes, encadrées par leur maître, "effectuent un séjour de cinq jours minimum dans un lieu de qualité architecturale, archéologique ou historique, ou à proximité de ce lieu" (4). Onze classes en 1983, soixante-sept en 1984, cent-vingt en 1985. Elles ont atteint cent soixante-trois classes, l'an dernier. Elles ont lieu aux Salines d'Arc-et-Senans, à la

(1) Conseil international des monuments et des sites.

(2) Siège social : 9, avenue Franklin-D-Roosevelt, 75008 Paris, tél. 42 25 91 92.

(3) 112, rue de Rennes, 75006 Paris.

(4) Cf. supplément à la *Lettre d'information* du ministère de la Culture et de la Communication, N° 200, 13 octobre 1986.

LÉON TOLSTOÏ DANS TOUS SES ÉTATS

par Jacques NANTET

Les six cents lettres que Léon Tolstoï adresse de 1828 à 1910 - année de sa tragique disparition - aux correspondants les plus divers, à sa famille, à ses amis littéraires en Russie et dans le monde entier, livrent un témoignage passionnant, éclairent de l'intérieur l'œuvre du grand écrivain, l'évolution et la dégradation de son caractère, et décrivent l'atmosphère d'une époque. Certes, nous possédions les travaux du professeur Biroukov, mais ils ne font pas ressortir les avatars dans lesquels Tolstoï se débat. Que de personnages étranges autour de lui ! Depuis Sienniewiez, membre de la première et de la deuxième Douma (Chambre des députés des différentes classes sociales), et qui finit comme ambassadeur de Kerenski en Espagne. Depuis le Prince Khilkov, qui se remarie civilement - oh scandale ! - à la fureur de toute une famille. Depuis la sœur de Tolstoï, séparée d'un mari volage, lequel lègue tous ses biens à sa maîtresse, mais que sauve du désastre la Comtesse Alexandra Tolstoïa, dame d'honneur à la Cour impériale, suprême recours et toujours fidèle protectrice. Jusqu'à ces extravagants correspondants étrangers, jeunes filles suicidaires, ou officier de l'armée britannique des Indes devenu sur le tard "tolstoïen" enragé. Au milieu de tout cela, on voit pour la première fois comment s'élabore l'œuvre, dès les notes, en passant par les grands romans, *Guerre et Paix*, *Anna Karénine* et les travaux théoriques, éducatifs

ou autres.

Cette masse de témoignages est tellement imbriquée qu'elle rend inefficace toute tentative de classement purement chronologique, ou toute division en grandes périodes. Comment situer l'année 1878, qui voit le retour à la fiction avec *Anna Karénine*, avant une période, par exemple, de 1895 à 1902 qui mélangerait *Maître et serviteur*, *Qu'est-ce que l'art ?* et *Résurrection*. Ou encore 1903-1910, qui rassemblerait les lettres sur les pogromes contre les juifs, sur l'élaboration d'*Hadji Mourat* et les disputes sur le testament.

Alors, point de chronologie, point de périodes, point de classement familial ou littéraire. Il faut en venir à d'autres catégories, qui dégageront tour à tour l'horizon coutumier de Léon Tolstoï - un aristocrate mais aussi un homme de la terre -, le caractère, les dons de l'écrivain naissant, l'épanouissement de l'écrivain enfin marié et heureux, avant d'en venir à la dégradation religieuse et théorique, aux disputes entre "tolstoïens", puis à la détérioration caractérielle qui provoque l'éclatement de la famille et le drame final.

Léon Tolstoï restera néanmoins toute sa vie un gentilhomme. Profondément marqué par sa tante Tatiana Ergolskaïa (quelques traits de celle-ci ont été utilisés pour le personnage de Sonia dans *Guerre et Paix*), qui

élève le jeune orphelin de deux ans et demeurera jusqu'à sa mort dans le domaine familial des Tolstoï, à Iasnaïa Poliana. Or, tante Toinette (comme on l'appelle) était tout autant religieuse et conservatrice. Pour elle, l'idéal serait que Léon Tolstoï devienne aide de camp, du tsar de préférence. Il doit épouser une femme riche qui lui apporte un grand domaine et de nombreux serfs. Tante Toinette connaît mieux le français que le russe, et plus tard Tolstoï avouera que "la pensée féminine... (lui)... est plus accessible en français". Phénomène remarquable chez un écrivain russe et qui tendra à faire de lui un homme imbu à la fois de sa naissance et de ses dons. Sa sœur doit épouser un prince Obolenski, et beaucoup plus tard il s'opposera à l'alliance d'une de ses filles, Tatiana, avec un certain Popov, "tolstoïen" convaincu qu'il a lui-même introduit dans son entourage. D'ailleurs, Tolstoï, jeune homme, accumule tous les défauts d'un fils de famille gâté. Il écrit sans vergogne à Alexandre Tolstoï : "Je commence à comprendre les avantages qu'il y a à être né avec une cuillère d'argent dans la bouche". D'où la dissipation - le jeu, les dettes, les femmes - et l'insouciance, l'indifférence devant la carrière à choisir. L'armée ? Mais les autres officiers, nobles eux aussi, ne sont que des hobereaux "sans éducation". Léon Tolstoï, pendant sa campagne au Caucase, chasse avec les seuls officiers de son rang, les princes Bagration ou Bariatinski. Tolstoï n'aura jamais qu'un seul ami bourgeois, Botkine, fils d'un riche marchand.

Comment concilier cette hauteur, cette légèreté - pendant la Campagne de Crimée il reconnaît volontiers, bien qu'apparemment patriote enthousiaste, n'avoir pas fait cette "guerre très sérieusement" - ; ce manque d'ambition véritable (la Croix de Saint Georges est la seule "croix que j'ai eu la vanité d'ambitionner") ; la débauche confirmée par les nombreuses maladies vénériennes qu'il contracte et l'enfant naturel né d'une liaison avec une paysanne mariée de son village, et l'attitude d'un homme qui plus tard (déjà édenté, comme il le rappelle) renoncera aux "grandes passions charnelles", allant jusqu'à considérer l'acte sexuel comme "humiliant, répugnant pour l'homme et la femme". Il ne songe alors qu'à retourner à sa terre, veut acheter de nouveaux domaines, devenir "gentleman farmer" au milieu de ses moujiks. Et il commence à chercher femme dans son milieu. Il écrit des lettres pleines de "sermons" à une châtelaine des environs, Valéria Arsenieva. Plus que des déclarations d'amour, la malheureuse reçoit des recommandations sur la chasteté dans le mariage et sur le fait qu'elle doit apprendre à mettre toute seule ses bas et son corset sans l'aide d'une femme de chambre !

Paradoxes chez un homme instable qui, par ailleurs, commence à faire montre de ses dons et de ses goûts littéraires. Les descriptions du Caucase, de la Géorgie, de la Crimée sont superbes. C'est déjà *Le bonheur conjugal* ou *Enfance - Jeunesse - Adolescence*. Le conteur se devine dans trois lettres successives à Alexandra Tolstoïa lorsqu'il vante en termes exquis le printemps naissant : "Faites place à l'extraordinaire petite

fleur en bouton qui va éclore au printemps... des petites choses vertes, jaunes, bleues sortent de terre, de je ne sais où... Nous avons cueilli des fleurs, jaunes et mauves". Parallèlement Tolstoï affirme ses goûts : il est partisan à cette époque, de l'art pour l'art, préfère la prose des romans véridiques au théâtre et à la poésie pure. Il a l'horreur de la critique, car "dans une critique intelligente de l'art, tout est vrai, mais ce n'est pas toute la vérité tandis que l'art est l'art simplement parce qu'il est tout".

Le lecteur attentif de la correspondance de Léon Tolstoï doit également relever l'apparition rapide d'autres facteurs émotionnels. Revenu sur son domaine de Iasnaïa Poliana, avec comme seul horizon - hors la société locale - les moujiks dans la plaine, au fond de leurs isbas Tolstoï est peu à peu gagné par le désir de se dépasser. Il est choqué par la médiocrité alentour de la pratique religieuse orthodoxe. Il veut se cultiver. Il multiplie les lectures, aborde les grands philosophes - Pascal, Kant - la littérature anglaise, américaine, française (André Theuriet est parmi ses romanciers préférés), et, tournant à l'érudit, fait venir chez lui un rabbin pour apprendre l'hébreu. Tant et si bien qu'il se croit une vocation de biographe ("Ecrire des choses vraies et non pas inventées") et d'historien (on en trouvera des traces dans la partie "guerre" de *Guerre et paix*). Mais il faut aussi apprendre à enseigner : que "les éducateurs s'éduquent eux-mêmes". Tolstoï va en Angleterre étudier un système scolaire dont il admire les résultats. Il revient de ce voyage avec une passion dévorante : la pédagogie. Il veut tirer les malheureux moujiks d'un obscurantisme moyenâgeux, les instruire. Pour cela, il fait venir au village, à ses frais, un jeune instituteur, Feinerman, et répand dans son propre entourage les ouvrages de Boulganine, certes écrivain médiocre, mais dont la tendance didactique le séduit.

Cette passion pour l'éducation populaire subira de longues éclipses. Mais elle reviendra toujours entre les grandes périodes littéraires. A vrai dire, ces humeurs nouvelles : lectures, érudition, éducation restent dans une zone parfaitement appréhendable et raisonnable. C'est peu à peu seulement que Léon Tolstoï se laisse entraîner plus loin. Il devient végétarien. Et quel végétarien ! A un étudiant en médecine hollandais, il recommande son régime quotidien : gruaux et pommes de terre cuites, pruneaux, pommes et, pour seule boisson, de l'eau ! Cette éthique s'est constituée à partir d'un certain nombre de réflexions très personnelles. A la notion de bonheur se substitue celle (assez vague) de ce qui est "bien". La philosophie est "bien", et elle s'oppose à la science, source du "mal". L'intelligence est le "mal" alors que la raison est le "bien". Par exemple, Bismarck est intelligent mais peu raisonnable : "La raison nous libère des séductions (des mensonges) que l'intelligence met sur notre route". Léon Tolstoï en tire une espèce de fatalisme : "C'est la vie qui fait la religion, et non l'inverse". A Tchertkov il affirme : "Nous n'avons pas besoin de savoir ce qu'est le monde".

Voilà qui va loin, et débouche, non seulement sur l

tentation fataliste (elle est aussi sensible dans "la guerre" de *Guerre et paix*), sur la non-violence (auprès de Tchertkov, Tolstoï épanche sa haine à l'encontre de Napoléon 1^{er}, de sa "fin à Sainte-Hélène, avec son chapeau, son gros ventre, sa banqueroute totale"), mais sur un certain goût pour la stagnation de la civilisation. Que le monde s'arrête. Au philosophe chinois Chan Chin-Tun, Léon Tolstoï écrit : "Votre stagnation en Chine est supérieure à... (l')... atmosphère de violence, de haine du monde chrétien".

Heureusement, la vie conjugale va suspendre le cours de ces idées là. Une vieille amie des Tolstoï a épousé un médecin moscovite, le docteur Bers, et lui a donné huit enfants, dont notamment deux filles, Tatiana et Sofia (Sonia). Léon Tolstoï hésite un moment entre les deux, puis se décide brusquement pour Sonia. Les choses vont vite. Le 14 septembre 1862, elle reçoit de Léon une tremblante lettre d'amour, le prétendu est agréé, et le 23 septembre, Léon et Sofia sont solennellement mariés.

C'est le début de dix ans d'un bonheur que Léon décrira plus d'une fois. Bonheur que ponctuent, sans le détruire, les ennuis domestiques d'un ménage. Des rats dans la maison ! De rudes hivers dans des résidences difficiles à chauffer ! Les enfants sont bientôt là. Il faut les élever, trouver une gouvernante, puis un précepteur, et accepter les difficultés qui découlent du fait que "les parents n'acceptent pas leurs propres défauts chez leurs enfants". Il convient de leur donner le bon exemple.

D'abord le bon exemple du travail, auquel d'ailleurs le bonheur conjugal incite l'écrivain. Les premiers contes paraissent, se suivent, la notoriété vient, les correspondants se multiplient. Un acteur, Svobodine, interroge l'auteur sur la façon d'interpréter Akim dans sa pièce *La puissance des ténèbres* ; un jeune écrivain prend conseil. Léon Tolstoï - que guide avec beaucoup de sens pratique sa femme - négocie les éditions, les rééditions. Enfin, signe du succès, Tolstoï est obligé de refuser de collaborer à une excellente revue "L'Invalide russe", car il a entrepris un grand travail.

Dès lors, les traverses ne l'arrêtent plus. Les aînés parmi les garçons commencent à chercher leur voie : il faut décourager Liev (Liouva) du journalisme ; l'excellent écrivain Fet ne serait-il pas un amoureux de Tania ? Tolstoï, redevenu très religieux (ne parle-t-il pas des "rites consolateurs de l'orthodoxie" ?) doit recevoir notamment la visite du grand théologien Soloviev, et doit poursuivre une correspondance fournie avec l'archimandrite Léonide. Mais l'essentiel demeure. Léon Tolstoï est engagé dans l'ouvrage qui sera, un jour, *Guerre et Paix* (le titre définitif sera trouvé en mars 1867). Tolstoï est alors slavophile et conservateur. L'amour pour sa famille se transforme en amour pour ses personnages. A travers la correspondance de l'auteur, il se confirme que les Rostov sont largement inspirés des Bers, Sonia de la tante Ergoskaïa, et Natacha de Tatiana Bers, pour laquelle Tolstoï a toujours gardé une tendresse particulière. Le côté "guerre" se nourrissant, lui, de ses recherches historiques antérieures, de ses souvenirs de Crimée enfin pris au sérieux. Et puis Tolstoï ose "inventer". Il avoue à un de ses correspondants : "Il me fallait un jeune homme blessé à Austerlitz. Aussi un vieux et son fils. Alors je les ai fait père et fils". Le prince Bolkonski est bien un Volkonski, comme la propre mère de l'auteur. Cependant, la femme de Léon Tolstoï, qui décidément a non seulement du sens pratique mais un bon jugement littéraire, l'avertit que le côté "paix" sera toujours de qualité supérieure au côté "guerre". Par une lettre à son éditeur (1^{er} novembre 1867), on apprend que l'enlèvement manqué de Natacha par Anatole est "le nœud de tout le roman".

Avec *Guerre et paix*, Léon Tolstoï passe de la notoriété à la gloire. Une gloire qui tient peut-être beaucoup au fait qu'il est alors prodigieusement russe. Il élu membre de l'Académie des sciences. Et il est riche. Une lettre à Alexandra Tolstoïa nous révèle que tous ses biens réunis représentent 200.000 roubles d'or, somme énorme pour l'époque.

Cependant, le ver est toujours dans le fruit. Il se nourrit de cette gloire, de cette richesse même. Tolstoï bâtit une théorie du rôle de l'écrivain. Celui-ci doit écrire pour "un paysan d'une cinquantaine d'années, convenablement instruit". L'écrivain doit encore "savoir comment les choses devraient être dans la vie, et y croire, y tenir tellement qu'il a l'impression de voir de ses yeux ce qui devrait être et ce qui s'en écarte". Ces thèses produisent leurs effets entre la première conception d'*Anna Karénine* (l'auteur la fait remonter aux environs du 18-25 mars 1873) et la rédaction définitive, la publication. Résultat : la revue du "Temps nouveau", où doit paraître l'ouvrage, est obligée de censurer la fin du roman. Il s'achève brusquement à la mort d'Anna, et tout ce qui concerne ensuite Vronski disparaît.

Déception que Tolstoï accepte assez bien car le "ver idéologique" le travaille de plus en plus. Il admet volontiers que le succès d'*Anna Karénine* tient seulement au fait que c'est "l'histoire scandaleuse d'un prince russe... (qui)... tue sa maîtresse". Ce sont là les premiers signes d'une humilité excessive. Ils vont s'accroître. Tolstoï repoussera tous les témoignages d'admiration qui affluent, notamment à l'occasion de ses anniversaires. Par humilité, il refusera de livrer à William Shedon Ralston les informations nécessaires à la rédaction d'une notice bio-bibliographique dans le catalogue du British Museum de Londres. Et cette humilité s'étend arbitrairement aux autres auteurs de son époque. Il écrit à un étudiant de Kharkov de ne pas lire les contemporains, dont on lui rabattra les oreilles, mais dont "personne ne sait ce qui survivra vraiment". Nous entrons, poursuit-il, dans une ère de décadence : "Il y a eu Karamzine, Pouchkine, Lermontov, Gogol, et, dans une courbe descendante, nous autres".

Tolstoï en vient à détester chez lui tout ce qui est réussi (les fêtes chez le comte Rostov et la description des épaules de Natacha), et à supporter difficilement ce qui l'est moins. Une consolation : la réflexion religieuse. Mais celle-ci dévie. Tolstoï, idéaliste, ne peut être qu'un homme de foi. Quelle foi ? Certes, il récuse Renan, qui cherche "l'or dans le sable, le Christ dans l'histoire". Et qui "ne trouve que le sable, laissant échapper l'or". Tolstoï reste chrétien. Quelle sorte de chrétien ? Il ne croit plus aux miracles des Évangiles. Il écrit à un pasteur de la Free Church d'Écosse : "Si le Christ est un homme, la raison principale de sa venue est son enseignement... Mais s'il est Dieu la doctrine ne représente qu'une parcelle de sa signification". Quant à l'immortalité de l'âme, Tolstoï estime que "moins nous vivons individuellement, plus nous nous sentons sûrs de... (cette)... immortalité". Hésitations, confusions qu'il confie de façon émouvante à la chère Alexandra Tolstoïa : "L'ennui c'est qu'à peine accroché à cette planche (l'orthodoxie), je me noie avec elle, et que je surnage tant bien que mal aussi longtemps que je ne m'y cramponne pas". Cette complexité de la foi lui semble avoir été rendue avec talent par le peintre Gué père dans un tableau célèbre : au moment de juger le Christ le gouverneur romain reste insensible au différend qui oppose juifs et chrétiens. Il

s'en lave les mains. Le regard triste que jette alors le Christ aux juges, aux juifs, aux chrétiens serait tout ce qui subsiste du christianisme. Et ainsi, après avoir réduit la notion de "bonheur" à celle de simple "bien" opposé au "mal", Tolstoï fait-il de ce seul "bien" la source de toute "vérité". Le moment le plus opportun est "maintenant, la personne la plus importante est celle qui se trouve là. La chose la plus importante est de lui dire la vérité".

Sur ces bases, dans cette confusion, l'idéologie a la part belle. Tolstoï se jette à la fois dans la lutte contre l'alcoolisme, contre la peine de mort, pour l'égalité entre les races, et dans une lettre à Aylmer Maude il fait grief à Ruskin de "n'avoir jamais pu se libérer complètement de sa conception... nébulocléricale-chrétienne de la morale qui lui permettait de concilier l'idéal esthétique et l'idéal éthique". Or, bien entendu, ces prises de position ne peuvent avoir que de mauvais effets sur sa vie de ménage. *Le bonheur conjugal* semble, en vérité, devenu assez fade, ou au contraire, comme il l'écrit à Alexandra Tolstoïa, "terriblement" réussi. Sur l'incitation de Sonia, toute la famille s'installe à Moscou pour faciliter la poursuite des études des enfants. Mais la vie à Moscou pèse à Léon Tolstoï. Il retourne bientôt seul à Iasnaïa Poliana, où il cultive la mélancolie. Ce n'est pas, pourtant, la séparation totale du couple, mais une certaine tension règne entre les époux, qui se retrouvent à la campagne au printemps. Peu à peu, Tolstoï a changé d'amis. Le cher Fet, par exemple, constatant qu'il est de plus en plus "entièrement accaparé par ses interrogations religieuses et éthiques", laisse la place à d'autres amis. Et ces tensions se doublent bientôt de difficultés avec le souverain et le gouvernement tsariste. L'actif Tchertkov, de plus en plus influent auprès de son grand homme, voyage beaucoup à l'étranger, particulièrement en Angleterre. Il y fait publier en russe ou traduire en anglais des ouvrages de Tolstoï interdits en Russie. Ce qui ne plaît pas. On sait en hauts-lieux qu'il fait des recherches sur les Décembristes, ce qui indispose. Il écrit à Tchitchérine que la Russie "est dirigée comme au XV^{ème} siècle". Dans une lettre au journaliste Korolenko, Léon Tolstoï traite Stolypine - pourtant le plus remarquable chef de gouvernement qu'ait eu Nicolas II, le créateur des transports ferroviaires, l'homme d'État qui projette de faire des moujiks des propriétaires - de "Gengis Khan utilisateur de téléphones et d'aéroplanes". Mais, là non plus Tolstoï ne va pas jusqu'à la rupture. *La mort d'Ivan Ilyitch*, et même *La sonate à Kreutzer* - dont une lecture publique est faite à Saint-Petersbourg - sont encore assez bien accueillis au Palais.

En vérité, si le moraliste va loin dans la correspondance privée, ses actes publics sont bien plus modérés. Et puis, de nombreuses lettres portent la mention "non envoyée". Il en est ainsi, notamment, d'une "communication au Saint Synode", d'une autre, incendiaire, adressée à Stolypine. Tolstoï est de surcroît souvent retenu par les contradictions au sein même de sa doctrine. Il s'efforce, comme Philon d'Alexandrie, de concilier l'Ancien Testament avec la philosophie grecque. Le christia-

nisme de Tolstoï, bien qu'affaibli, est pourtant encore vivace, agissant. Alors, de son grand principe : pas de propriété privée de la terre, Tolstoï tire souvent des conclusions surprenantes. A un apiculteur qui s'inquiète, il répond benoîtement : "Du moment qu'un lien de propriété vous rattache à cette terre, il faut conserver cette terre, et... en faire un usage aussi peu exclusif que possible". Il n'est pas totalement impensable que des considérations de cet ordre - en plus des pressions familiales - l'aient finalement décidé à donner à ses filles et à ses fils tous les domaines qu'il possède et dont il ne voulait pas être, lui-même, propriétaire.

Cependant, l'activisme chez Léon Tolstoï est périodiquement relancé par l'influence de Herzen, réfugié à Londres, mais dont le périodique "La Cloche" parvient clandestinement en Russie. Les torts des guerres sont toujours partagés, écrit Tolstoï au prince G.M. Volkonski. A ce titre, il s'indigne de l'Alliance franco-russe, qui risque de déclencher une guerre mondiale (lettres à Bounine et à Mazzini). La guerre, c'est la misère du peuple, du moujik (lettre au sénateur Koni). Et pour sortir le moujik de la misère, il faut développer l'instruction populaire. Un thème récurrent, que nous retrouvons toujours. Lors de la création à Saint-Petersbourg d'un Comité d'instruction publique, Tolstoï félicite vivement les initiateurs, qui ne devront pas se laisser décourager par les diverses interdictions. Autre cause de la misère du peuple : le développement d'une bourgeoisie industrielle, les Matsov, les Knop, gâtés par leur pouvoir, et qui s'enrichissent au détriment de la santé même des ouvrières (dans le textile) et des ouvriers. Autre thème mobilisateur : les persécutions que subissent les Doukhobors, dissidents religieux, non violents, qui vivent au Caucase et pour lesquels Léon Tolstoï essaie d'obtenir le droit d'émigrer en Amérique et de recueillir les fonds nécessaires à leur installation là-bas.

Ces aspirations généreuses sont cependant freinées par un certain nombre de considérations. Par exemple, Tolstoï craint toujours que ses entreprises d'aide contre la famine, notamment en 1891, ne soient interprétées comme des marques de mépris, de vanité ou de crainte devant une possible révolte. D'ailleurs Herzen, principal instigateur, écrit de temps à autre à Léon Tolstoï que "trop est trop". Ce dernier en vient lui-même à estimer, vu les circonstances sous Nicolas II, qu'il "faut se contenter de défendre les droits individuels". Tolstoï condamne les socialistes, et écrit au Japonais Iso-Abé que "l'idée de socialisme... est... une théorie faible, illusoire et fallacieuse". A Tchertkov, il écrit : "Quand on rencontre des révolutionnaires, on se trompe souvent en pensant qu'ils sont proches de nous... Or, non seulement il y a une grande différence, mais personne ne nous est plus éloigné". Voilà pourquoi il peut affirmer en toute sincérité à sa vieille amie Alexandra Tolstoïa : "Je suis un homme de juste milieu". Il approuve le professeur Ianjoul, de l'Université de Moscou, d'avoir refusé - en dépit des pressions des étudiants - de suspendre son cours le jour anniversaire de la libération des serfs. A Strakhov, qui pousse aux extrêmes, il réplique genti-

ment : ce ne sont pas les bons et les méchants qui s'opposent, mais seulement "deux principes différents". D'ailleurs, lors de la fameuse perquisition à Iasnaïa Poliana, qui mit Léon Tolstoï en fureur, on ne trouva strictement aucun document compromettant, et l'affaire n'eût pas de suite. Il faut remarquer enfin que si Léon Tolstoï réagit vivement aux trois principaux thèmes - lutte contre la guerre, lutte contre l'exploitation des moujiks ou des ouvriers, combat en faveur de l'éducation population -, il reste parfaitement insensible à l'inégalité entre les sexes, aux persécutions que subissent les juifs, à la dureté du système pénitentiaire car les détenus visaient à "combattre le mal par la violence physique".

De surcroît, Tolstoï, qui a parfois semé la tempête chez les jeunes, se sent des responsabilités vis-à-vis de "tolstoïens" excessifs. Il incite un étudiant à "rentrer dans le giron de l'Eglise orthodoxe". A Alexéïev, qui veut absolument partir en communauté, Léon Tolstoï fait remarquer que "tout est critiquable... la révolution (orgueil, cruauté, sectarisme),... le peuple (ignorance, superstition), ... l'Eglise (hypocrisie)". En fait il jouit d'une certaine immunité, qui tient à sa notoriété et à sa situation sociale. La comtesse Alexandra le protège longtemps contre des tracasseries de l'Eglise. Et les interventions de Tolstoï lui-même sont entendues au plus haut niveau gouvernemental. Stolypine, alors ministre de l'Intérieur, fait libérer tel ou tel protégé de Léon Tolstoï ; le prince Sviatopolk-Mirski, vice-président de l'Intérieur, intervient à son tour en faveur de Gorki. D'autre part, des ressorts plus secrets jouent leur rôle. Plus il va, plus Tolstoï se rapproche du Grand Duc Nikolaïévitch. Ce dernier voudrait peut-être profiter d'une auréole de libéralisme. Et puis, Léon Tolstoï pourrait-il se déclarer ouvertement contre la guerre avec la Serbie alors que toutes les forces de l'empire y sont engagées ? Il souhaite sincèrement la victoire de sa patrie. Aussi, le Comité d'organisation du XVIII^e congrès international pour la paix, après l'avoir élu membre d'honneur, s'arrange-t-il pour éviter que Tolstoï ne prenne la parole à la séance solennelle d'ouverture. Dieu sait ce qu'il pourrait dire ! Maxime Gorki, un des favoris de Tolstoï, résume ainsi ses impressions après une visite à Iasnaïa Poliana : "C'est un peu comme la Finlande. On n'est pas chez soi, on n'est pas à l'étranger, et il fait froid". Alors Léon Tolstoï est en effet à mi-chemin. Le grand seigneur conclut une lettre à Alexandre II par cette formule : "Je reste de votre Majesté le fidèle sujet". Il écrit à propos d'Alexandre III, mourant : "La maladie du Souverain me touche beaucoup. Il me fait infiniment pitié". Et si Tolstoï est plus désinvolte avec Nicolas II, le traitant de "cher frère", il témoigne cependant de beaucoup d'affection et de respect. Quand Tolstoï tombe lui-même gravement malade, c'est dans la somptueuse résidence en Crimée de la comtesse Panina qu'il va faire un long séjour. Enfin, dans sa propre famille, il dissuade son quatrième fils, André, d'épouser une jeune paysanne, dont il détesterait bientôt la "famille vulgaire, avide". André se mariera plus tard avec la comtesse Olga Dieterichs.

Car les pressions et les attrait familiaux sont puissants. Sonia se bat pour qu'il conserve aux siens ses droits d'auteur, au moins sur les ouvrages écrits avant 1881 (titres qui rapportent le plus). Ce qu'il fait. Et puis, aux pressions s'ajoutent les liens affectifs. Tolstoï trouve moyen de tomber jaloux de sa femme ! La mort d'un garçon les rapproche encore. Il faut s'occuper d'un des fils, intelligent et prometteur, qui, prenant le tolstoïsme au sérieux, veut à toute force quitter le lycée. A ce propos, le père use d'un bel argument : "Tu dois te modifier de l'intérieur sans changer l'extérieur" !

Certes, Léon Tolstoï "attend toujours quelque événement qui... (le)... sauverait du désaccord de... (sa)... vie et de... (sa)... conscience" (lettres au prince Ouroussov). Mais, à la longue, l'idéologie n'est qu'un prétexte, qui sert d'alibi à un défaut caractériel que l'âge accentue. Tout démontre que la décision de quitter définitivement Iasnaïa Poliana, dans la nuit du 26 au 27 octobre 1910, est une décision irréfléchie, prise sur un coup de colère. Il a entendu une fois de plus sa femme fouiller dans son bureau. Et quand une heure ou deux après il fait route vers la gare de Tchertkovino, il ne sait ni où il va ni pourquoi il part. Il remet au cocher, en montant dans le train, une lettre pour sa femme, qui n'indique pas de destination. A la vérité Léon Tolstoï pense un moment se rendre au couvent de Charmordino. Puis, il change d'avis. Il ira au couvent d'Optina. Nouveau changement : "Trouvez-moi une petite maison dans votre village" (lettre à Novakov). Finalement, accompagné de sa plus jeune fille, Alexandra Lvova, il descend du train à Astapovo, où Tchertkov reçoit l'indication de le rejoindre. C'est là que Léon Tolstoï va mourir. Mais il conclut sa lettre à Tchertkov par ces mots : "Nous continuerons le voyage". Personne ne saura jamais vers quelle destination. Seulement cette indication à Aylmer Maude : "...sur ma route pour la place où je souhaite être seul... je suis tombé malade".

La colère qui a provoqué ce départ brusqué est la conclusion d'une nouvelle série de disputes. C'est la fameuse affaire des "journaux intimes". Macha signale à son père que des passages de ceux-ci - dont les originaux ont déjà été remis à Tchertkov - mettent gravement en cause des membres de la famille avec lesquels il a été tour à tour, en conflit. Tchertkov, sommé de restituer les textes, reguimbe ou fait traîner les choses en longueur. Tolstoï lui-même s'inquiète et s'aperçoit, tout à coup, de ses imprudences. Mais Tchertkov a, en fait, de plus en plus d'emprise sur un esprit et un caractère affaiblis. L'affaire tourne alors à une lutte personnelle entre Sonia et Tchertkov.

Quoiqu'il en soit, c'est un homme amoindri qui abandonne le 27 octobre 1910 le foyer conjugal, et même un homme physiquement très malade. Nous ne sommes donc pas en présence d'un geste prémédité, de l'accomplissement logique d'une doctrine. Tolstoï reconnaît lui-même depuis quelque temps que "les flots boueux de la politique menacent de tout recouvrir". C'est également pour y échapper - et non pour s'y plonger - qu'il a quitté dans la nuit son cher domaine de Iasnaïa Poliana. La vérité est que Léon Tolstoï, toute sa vie instable, a cédé à son instabilité originelle. Profondément dépressif, il a relaté dès 1869 ce qu'il a appelé sa "terrible nuit noire". Plus tard, il rêvera de Sonia "transformée en poupée de porcelaine". Etats seconds, rêves étranges ont meublé sa vie. Quand il meurt, le 7 novembre 1910 à 5 heures du matin réfugié dans la gare d'Astapovo, il a cédé à une dernière et fatale perturbation.

Jacques NANTET

Léon Tolstoï : Lettres I (1828-1879) ; Lettres II (1880-1910).

Edition établie par R.F. Christian. Préface, notes et commentaires traduits de l'anglais. Lettres de Léon Tolstoï traduites du russe par Bernadette du Crest. Editions Gallimard, 1986. Collection "Du monde entier".

**L'existence d'une revue dépend
du nombre de ses abonnés.**

**Abonnez-vous
et faites connaître France-Forum.**

MERCI

JEAN BAZAINE A LA FONDATION MAEGHT

par Jean-Louis PRAT

Les Fondations privées sont loin d'être aussi nombreuses en France qu'aux Etats-Unis où le recours à ce type d'institution est ancien et fréquent. La Fondation Maeght à St-Paul de Vence est un centre culturel et artistique exemplaire. Beauté du site méditerranéen. Originalité des bâtiments construits par José Luis Sert, qui a associé directement à l'architecture et à l'environnement des peintres et des sculpteurs. Exceptionnelle qualité des collections permanentes de peintures, sculptures, céramiques et dessins du XX^e siècle. Manifestations diverses telles que expositions, conférences, concerts.

Chaque année, la Fondation Maeght organise plusieurs expositions de caractère international dont l'importance n'échappe à aucun amateur d'art ; mentionnons à titre d'exemple celles qui furent consacrées à Kandinsky, Nicolas de Staël, Bram Van Velde, Bonnard, Tapiès, Hartung, Klee, Braque, Rouault, Matisse, Picasso, Max Ernst, Miro, Chagall, Mondrian, Giacometti. Il est prévu du 4 juillet au 4 octobre prochain une manifestation : "A la rencontre de Jacques Prévert", où seront présentés de nombreux manuscrits, livres, revues, collages de ce créateur, des tableaux et dessins de ses amis artistes. Des projections de films feront mieux connaître encore le Prévert dialoguiste et acteur.

La Fondation possède une cinémathèque de cinquante films sur les artistes contemporains, et une bibliothèque d'environ 13.000 volumes sur l'art moderne.

En Mars-Avril la Fondation Maeght a présenté une cinquantaine de toiles de Jean Bazaine toutes essentielles depuis "Couple au bord de l'eau le soir" (1943), "La fin de la journée" (1944), "La messe de l'homme armé" (1944), jusqu'aux "Chants de l'Aube" (1985-86), en passant par "Le Plongeur" (1949), "La terre et le ciel" (1950), "Le grand rocher" (1952), "Chicago" (1953), "Le matin dans les bois" (1954), "La grande marée basse" (1955), "Zeeland" (1957), "Soir de neige" (1963), "Entre la pierre et l'eau" (1964), "Vent sur les pierres" (1971), "Silence des hauteurs" (1974) et les douze grandes aquarelles de "La Chambre de musique" (1977). Choix judicieux des principales étapes de la démarche créatrice de ce jeune peintre de 82 ans qui vient d'achever sept vitraux pour le chœur de la cathédrale de Saint-Dié et qui termine deux mosaïques, l'une pour le Palais du

Jean Bazaine : "Couple au bord de l'eau le soir". 1943.

Luxembourg (nouvelles salles du Sénat), l'autre pour la station de métro Cluny-Sorbonne.

Jean Bazaine qui collabora à "Esprit" et à "Temps Présent" a publié dans "France-Forum" quelques pages de son livre "Exercice de la peinture" (Editions du Seuil) dont Jean Onimus a rendu compte en son temps. (1)

Dans un article de notre numéro de Novembre 1975 Henri Bourbon s'est attaché à décrire l'évolution et l'unité d'une œuvre qui par l'effusion lyrique de l'inspiration, les rythmes vigoureux et rigoureux des formes, le dynamisme de la composition, l'intensité et les subtilités de la couleur atteint l'essence de la réalité et traduit l'indescriptible des structures de la nature (2).

Les réflexions ci-après de Jean-Louis Prat, directeur

de la Fondation Maeght, constituent une brève et parfaite introduction à la peinture de Jean Bazaine.

●

La dualité abstraction-figuration, inventée pour une simple raison de compréhension apparente par la critique afin de différencier deux moyens d'expression et repris à la hâte par un public avide de classification, n'existe pas. Tant il est vrai que dans l'un ou l'autre cas il s'agit de représenter, avec des notions certes différentes, un monde qui en fait n'est pas l'opposé mais qui traduit simplement pour chaque artiste un mode d'expression choisi en toute liberté correspondant à sa sensibilité. Le créateur définit alors un univers qu'il ressent comme une absolue nécessité et qui est le reflet de sa pensée et de sa vie. Le choix intériorisé du monde abstrait, plus difficile à expliciter, implique une voie plus stricte mais non sans issue, faite d'ascèse et de rigueur, qui s'identifie à une époque et résume toute une réflexion sur l'existence de la peinture. Il en résulte des changements plus progressifs et non de brusques bouleversements, ce qui explique l'apparente lenteur de l'évolution d'une œuvre et exprime une fidélité sans faille à un art qui exige un engagement définitif.

Cette fidélité est le fait d'un certain nombre d'artistes qui appartiennent à une génération pour laquelle une manière de penser est calquée sur une manière de vivre. Ils'agit là d'une éthique, d'une façon de se confronter, de se mesurer sans cesse avec soi-même et non pas d'être soumis ou asservi à des sujets qu'il serait certes plus facile de modifier au gré des modes. Le cas de Jean Bazaine est exemplaire et illustre ce propos.

Toute la peinture de ce créateur n'est en rien le résumé de la fulgurance d'un instant et ne rejoint pas en cela, malgré la couleur et la lumière qui inondent le support, une pensée impressionniste qui témoigne totalement de la sensation d'un moment. Dans chaque tableau, Jean

Bazaine effectue une synthèse, résultat de la sédimentation de plusieurs sentiments, diffus à l'apparence mais ressentis intensément, cristallisés et transcrits à la suite d'une longue réflexion. Il n'existe aucune sensiblerie mais une sensibilité dominée par la dignité d'une pensée qui pose comme postulat le devenir de la peinture. Apparemment, les événements extérieurs n'ont pas de prise sur la manière de s'exprimer de Jean Bazaine. Dans cette époque de troubles, l'artiste rêve de sauver de l'asservissement ou de l'écroulement le seul monde qui l'intéresse vraiment et il veut éviter tout passage qui pourrait être considéré comme une défaite momentanée de l'histoire de l'homme.

"Le sacré qui, inconsciemment, nous hante", comme l'écrit Jean Bazaine, est une constante dans sa quête d'absolu, préservant ainsi une certaine idée de notre culture dans une période de doute ; ce doute qui envahit l'esthétique de notre temps, l'artiste voudrait l'exorciser. Une autre constante de son art relève également d'un rattachement viscéral au paysage, à la nature et à ses mutations qui rythment le cycle de la vie. La terre, le ciel, la mer, il veut les considérer comme de véritables certitudes. L'aube semble annonciatrice d'un monde nouveau, et le peintre saisit par leur couleur des saisons qui passent fugitivement mais reviennent indéfiniment. Il recrée ainsi un vaste espace qui est une synthèse de l'homme et de la nature. L'éphémère n'est pas son domaine : "Il n'y a ni commencement ni fin dans la vie du tableau" écrit Jean Bazaine qui ajoute "le temps de la peinture n'est pas celui de l'homme".

Jean-Louis PRAT

(1) "France-Forum" Mai 1973 n° 124-125 et "France-Forum" Avril 1974 n° 131.

(2) "Jeunesse de Jean Bazaine" par Henri Bourbon. France-Forum n° 143-144.

DISQUES

● **BEETHOVEN** : *Les Quatuors à cordes n° 10 à 17*

Le quatuor à cordes est, avec la sonate pour piano, la forme musicale où Beethoven a donné le meilleur de lui-même. Ecrits après les huit premières symphonies et les purs chefs d'œuvre que sont les dernières sonates pour piano, les derniers quatuors (n° 12 à 17) sont d'une extrême richesse et comptent parmi les œuvres les plus poétiques et les plus modernes du compositeur. Donnant parfois aux mouvements les plus émouvants des titres badins (Cavatine, Canzone...), Beethoven sut ici innover à tout instant, notamment dans le quatuor le plus moderne de tous, le quatorzième, où s'enchaînent sept mouvements.

Enregistrée il y a une quinzaine d'années, la deuxième intégrale des quatuors de Beethoven par le Quatuor Vegg fut aussitôt considérée, pour son humanité et son intense romantisme, comme une référence. Dans cette interprétation, les derniers quatuors (un coffret microsillon Valois VMB 33) sont maintenant disponibles en disques compacts. La qualité technique de la prise de son est très bonne. En complément de programme, l'éditeur nous propose les dixième et onzième quatuors, de dix ans antérieurs, ce qui nous donne des compacts d'une durée plus que confortable.

*(Quatuor VEGH 4 compact disques
Aavidis 4405, 4406, 4407, 4408)*

● **MOZART** : *40^e Symphonie*

● **BEETHOVEN** : *1^{ère} Symphonie*

L'Orchestre du XVIII^e siècle, fondé en 1981 par le flûtiste néerlandais Franz Bruggen, est composé d'une quarantaine de musiciens jouant sur des instruments d'époque. Leur répertoire s'étend de Bach aux premières œuvres de Beethoven. La sonorité de cet orchestre est superbe. C'est notamment grâce au nombre important d'instrumentistes, qui le différencie d'autres ensembles jouant sur instruments anciens, tels que ceux dirigés par Harnoncourt, Hogwood ou Pinnock.

Le premier disque de l'Orchestre du XVIII^e siècle, sous la direction de F. Bruggen, est consacré à la quarantième symphonie de Mozart et à la première symphonie de Beethoven. On pouvait s'interroger sur ce qu'allaient apporter ces interprétations par un ensemble pour l'instant peu connu de ces œuvres déjà très souvent enregistrées. La première minute d'audition nous convainc de la nécessité, le mot n'est pas trop fort, d'un tel disque.

Ces superbes et très célèbres symphonies comptaient déjà des enregistrements prestigieux : W. Furtwangler et H. von Karajan pour Beethoven, K. Boehm, B. Walter et N. Harnoncourt pour Mozart. Mais ce disque, dans un couplage inédit offre une vision nouvelle de ces deux œuvres. L'interprétation de Bruggen, qui sait être tour à

tour léger ou émouvant, est passionnante. L'enregistrement public, parfaitement réalisé, donne l'exacte impression d'assister à un grand concert où l'attention de l'auditeur ne peut se relâcher à aucun instant.

Le disque suivant du même ensemble, entièrement consacré à Mozart, s'annonce également réussi. Pourvu qu'ils continuent !

*(Orchestre du XVIII^e siècle dirigé
par F. Bruggen PHILIPS 416-329)*

● **Albert ROUSSEL** : *1^{ère} et 3^{ème} Symphonies*

Le premier quart de notre siècle fut, grâce à Ravel, Debussy, Florent Schmitt et Albert Roussel, une des périodes les plus fastes de la musique française. L'enregistrement intégral des quatre symphonies d'Albert Roussel chez Erato par le chef d'orchestre suisse Charles Dutoit s'annonce comme une étape importante pour la redécouverte de ce compositeur. C'est en effet la première intégrale depuis plus de vingt ans, disponible simultanément en microsillon et en disque compact.

Le premier disque est consacré aux première et troisième Symphonies. La première Symphonie, sous-titrée "poème de la forêt", œuvre peu jouée et peu enregistrée, est pourtant pleine de poésie et d'inspiration. La troisième Symphonie, beaucoup plus célèbre, est sans doute le chef d'œuvre de Roussel. Ecrite en 1930, elle constitue également un des sommets de la production musicale de l'époque.

Roussel mérite de toute évidence une notoriété plus grande auprès des mélomanes ; ce disque devrait y concourir. La prestation des musiciens de l'Orchestre National de France et l'interprétation de C. Dutoit sont exemplaires. La prise de son est, comme pour la plupart des disques Erato, d'une fidélité impressionnante. On attend impatiemment le second disque.

*(Orchestre National de France dirigé
par C. Dutoit, 1 microsillon Erato
NUM 75283 ou 1 compact Erato ECD 88225)*

NOUS AVONS EGALEMENT NOTÉ

Igor Stravinsky : *Petrouchka et autres pièces pour piano*
Bela Bartok : *pour piano (D. Ranki, Piano. Un compact Teldec 8.43417). Une très belle interprétation de ces œuvres du début du siècle.*

Modeste Moussorgsky : *Tableaux d'une exposition, transcription pour orgue (P. Y. Asselin, Orgue. Un compact Denon 33C0-1028). Surprenante mais intéressante, une transcription de plus pour l'œuvre la plus populaire de Moussorgsky.*

Marc DARMON

notes de Lecture

● Les essais politico-historiques d'Istvan Bibo

Les éditions "L'Harmatton", spécialisées dans la publication d'ouvrages méconnus d'auteurs de pays de l'Est, viennent d'éditer en un fort volume les essais politico-historiques du politologue et historien hongrois, Istvan Bibo (1). L'œuvre de cet écrivain qui eut autant à souffrir du régime autoritaire de Horthy que du régime communiste de Rakosi (et de Kadar à ses débuts) est d'une brûlante actualité. Cela est d'autant plus surprenant et méritoire que la plupart des essais de Bibo ont été écrits pendant la guerre, quand il vivait dans un isolement total, puis durant les années 1945-1947, alors que tout espoir de voir à l'Est de l'Europe libérée du nazisme s'ouvrir un espace de démocratie libérale et

socialisante n'était pas perdu. Le "tournant" de 1948, installant le système totalitaire de type soviétique avec ses redoutables accessoires mit fin à la vie créative du professeur Bibo qui n'aura connu ensuite qu'une brève reprise en 1956, quand s'engageant cette fois dans la vie politique active, il participa au gouvernement de coalition d'Imre Nagy.

Historien et politologue influencé notamment par Guillermo Ferrero qui revient à la mode dans sa patrie, l'Italie, Bibo a analysé en profondeur dans un esprit lucide, voire prophétique - refusant cependant de sombrer dans le pessimisme - le destin tragique du Centre et

de l'Est européens, après la suppression de la monarchie austro-hongroise.

“Nous sommes heureux de saluer parmi nous, hommes blancs, un vrai Européen”, écrivait Attila Jozsef dans un émouvant poème à l’occasion de la venue à Budapest de Thomas Mann, parti pour son exil volontaire. Istvan Bibo aussi était un vrai Européen, oiseau rare dans sa génération où même certains de ses amis proches succombèrent aux charmes peu discrets du racisme puis du stalinisme. Ce fils de pasteur calviniste fut une figure exceptionnelle avec son érudition juridique, sa culture historique et politique ; un honnête homme du type des grands doctrinaires hongrois du XIX^{ème} siècle, le comte Széchenyi, le baron Eötvös, Sigmund Kemény.

On lit avec un plaisir nuancé d’angoisse son brillant essai sur le “Noyau du problème allemand”, problème qui n’est peut-être plus comme il le pensait au début des années quarante, “le plus grand problème historique de l’époque” mais qui, même après la défaite et la division du Reich, reste un problème, avec ses incertitudes et ses équivoques, pour les nations coincées entre les deux Germanies et la nouvelle hégémonie : l’Empire russe. Bibo a prévu les désastreux développements de l’après-guerre, mais essaya de les prévenir en adressant des mises en garde à ses compatriotes, aux pays voisins, aux grandes puissances.

C’est la grande misère des petits peuples du Centre-Est qui est au cœur des préoccupations de Bibo. Si divers par leurs ethnies, leur histoire, leurs langues, leurs cultures, ces peuples, dont plusieurs ont connu la grandeur au Moyen âge, ont ceci en commun qu’à partir du XVI^e siècle ils furent bloqués dans leur développement organique et réduits en enjeux des rivalités des grands. Cependant la dynastie habsbourgeoise, plus européenne qu’allemande, unissait plusieurs d’entre-eux dans une perspective dont même Lénine reconnaîtra les potentialités fédéralistes et qui pendant plusieurs siècles garantissait l’équilibre d’une Europe tripartite : occidentale, centrale et orientale.

Il me semble qu’en sacrifiant à la tradition nationaliste reprise par l’historiographie marxiste, Bibo juge trop

sévèrement les quatre siècles de règne habsbourgeois, jugement qu’il contredit d’ailleurs lui-même par sa critique impitoyable du Traité de Versailles : en rayant de la carte de l’Europe un de ses éléments les plus importants, l’Autriche-Hongrie, Versailles a créé un vide politique, dont les bénéficiaires prédestinés étaient l’Allemagne de Hitler, puis la Russie de Staline, sur laquelle Bibo, à l’instar de tant d’autres progressistes, a gardé jusqu’en 1947 quelques illusions.

“Si l’Europe féodale possédait l’art de faire la paix, l’Europe démocratique l’a oublié”, dit-il amèrement, condamnant “les trois vieillards qui à Yalta ne se comprenaient pas et ne comprenaient rien non plus aux problèmes qui se posaient à eux...” Il y avait pourtant de l’utopie dans ce penseur par ailleurs si critique et clairvoyant : ainsi quand malgré toutes ses déceptions il attribuait aux faiseurs de paix et aux Etats libérés une modération, une solidarité, un sens de la raison et de la justice dont ils étaient particulièrement dépourvus.

Le tragique de la vie de Bibo : ses propositions, ses suggestions étaient des plus sages, des plus justes. Voir l’étude dans laquelle il conseille aux communistes hongrois comment s’adapter correctement aux règles de jeu de la démocratie ou son Mémoire de novembre 1956 expliquant aux Soviétiques comment ils pourraient se réconcilier avec la nation hongroise. La remise de ce Mémoire au Secrétaire général de l’ONU, lui valut plusieurs années de prison - mais, ni dans son pays, ni en-dehors, personne n’a entendu ses suggestions. On ne saurait cependant lire sans admiration ses essais sur la déformation de la culture politique et sur l’hystérie collective allemande et centre-européenne, sur les causes de la première guerre mondiale, son étude socio-politique exceptionnellement objective de la question juive et de l’antisémitisme, ainsi que ses méditations sur la Révolution française qui, avec une avance de quarante ans, préfiguraient le révisionnisme historique de François Furet et de Fernand Braudel.

François FEJTO

(1) Istvan Bibo : “*Misère des petits Etats des pays de l’Est*”. L’Harmattan, 1986.

● Clés pour notre temps de Jean-Marie Domenach

Présenter Jean-Marie Domenach aux lecteurs de cette revue serait évidemment superflu. Mais ce que tous ceux qui le suivent depuis longtemps ne savent peut-être pas c’est que, après avoir laissé la direction d’*Esprit* à la génération suivante, il est devenu professeur à Polytechnique. Sa charge est d’y introduire à l’ensemble des sciences humaines, au sein d’un enseignement qui passa longtemps pour exclusivement “matheux”. Juste retour de l’humanisme, dont se fut certainement réjoui un Auguste Comte, pour ne rien dire d’autres bons esprits

formés par la prestigieuse école.

Le présent livre, un peu particulier dans l’œuvre d’un auteur habituellement plus engagé, est précisément issu de ces cours. C’est un manuel, avec tout ce que cela comporte de pédagogie et de références. Mais, bien entendu, sans la pesanteur ni la pseudo-objectivité que le genre pourrait suggérer. Même quand il domine sa voix pour se mettre au diapason du rôle, Domenach reste lui-même. Nous avons tout au long l’impression d’en-

tendre une parole qui ne se guide pas des prestiges de la chaire mais dialogue, selon le mode socratique, avec son auditoire.

L'ouvrage adopte un point de vue historique, le seul en effet qui puisse mettre un peu d'ordre parmi des courants dont le flou, voire les confusions, ne sont pas absents, quelque effort que l'on fasse pour les clarifier. L'introduction définit très bien cette "modernité" comme la mise en question non seulement des valeurs anciennes mais de la cohérence du discours qui les exprimait. S'y retrouver au milieu d'un tel kaléidoscope de couleurs qui parfois s'harmonisent et plus souvent jurent - la musique contemporaine procure aux non-initiés la même sensation - exigeait une singulière maîtrise.

Un chapitre introductif fait très justement remonter la source des divers courants modernes à la sécularisation qui explosa dans la Révolution française. Moins que tous autres, par conséquent, ils sont dissociables de l'emprise de l'Etat sur la société. Ce que Péguy dénoncera comme le mythe d'"une humanité Dieu ayant acquis, englobé toute connaissance de l'univers dans sa totale mémoire". L'ambition de réduire l'homme à la simple fonction d'objet d'une science posée comme souveraine s'est révélée d'une extraordinaire puissance. Mais elle recèle aussi de formidables dangers. L'Etat totalitaire est celui qui non seulement prétend tout savoir mais se donne les moyens de tout imposer.

De ce point de vue, aussi bien que dans le déroulement chronologique, il va de soi que l'exposé critique des grandes pensées du XIX^e siècle commence nécessairement par le marxisme. Tous les problèmes liés à la projection de la rationalité dans l'économie et la technique s'en déduisent. Ce sont là des domaines où Domenach est particulièrement à l'aise, les ayant parcourus de longue date. Les sociologies non marxistes, souvent très voisines par leurs postulats, sont étudiées dans la foulée.

La seconde étape décisive est celle introduite par Freud. Si tant est que l'on puisse considérer comme scientifique - moins encore que la précédente - une

approche où l'idéologie (voire le délire) est partout sous-jacente. Ce qui compte pour le présent propos est que la psychanalyse ait été tenue pour science, avec le rôle opératoire qui en résulte. Ses effets, que chacun peut constater, ont été d'évacuer les notions d'autonomie, de liberté, de morale même, pour réduire l'homme à des instincts. Même si le fondateur ne l'a pas voulu.

Passant à l'ethnologie et aux démarches apparentées on en vient, au moins en apparence, à une démarche plus descriptive qu'explicative. Mais le développement de la linguistique - la seule science humaine vraiment rigoureuse - et l'application plus ou moins légitime de ses concepts à l'ensemble des comportements de l'homme en société engendrera le structuralisme, entreprise la plus réductrice qu'ait connue la pensée moderne.

Ces trop sèches remarques ne donnent qu'une idée approximative d'un livre qui, tout manuel qu'il soit, vaut essentiellement par la richesse de ses aperçus, le foisonnement d'une prodigieuse culture. L'exposé est coupé de lectures ingénieusement choisies, voire amusantes. Des références bibliographiques très à jour (autant que nous en puissions juger) complètent chaque chapitre. On trouve même un glossaire fort bien venu sur des sujets dont le vocabulaire demande, pour le moins, explication. S'il faut se plaindre de quelque chose, disons qu'un index des noms et des thèmes eut été apprécié.

Tout cela est si intelligent, si complet sous un volume relativement faible, que le lecteur pourrait être tenté de croire que lui est offert ici tout ce qu'il faut savoir pour briller en ville. Le propos de Domenach n'est certes pas de faire faire à son auditoire l'économie d'un contact avec les œuvres ni d'une réflexion personnelle. Ces clés pour la compréhension de notre temps ne sauraient être un passe-partout ! N'empêche que l'on envie les auditeurs d'un tel cours.

Bernard VOYENNE

Jean-Marie Domenach : *Approches de la modernité*, Collection "Ellipses", Edition Marketing, 32 rue Bague, 75015, Paris.

● A la découverte des environs de Paris de Françoise Colin-Bertin

L'année où est célébré le millénaire de l'avènement d'Hugues Capet, unificateur du royaume de France autour de Paris, vient de paraître un guide historique et artistique sur l'Ile-de-France. Ainsi le "Nouveau guide des environs de Paris" de Françoise Colin-Bertin nous incite à parcourir les nombreux sites témoins de tout un passé riche en événements décisifs de notre histoire, en chefs d'œuvre incomparables et en beautés contrastées, sources d'inspiration de tant de peintres, d'écrivains, de poètes.

Son introduction réussit à nous présenter en quelques

pages pertinentes les principales étapes du berceau de l'unité française, étapes mouvementées sur le plan politique, fécondes sur le plan artistique. Les points essentiels valent d'être rappelés.

De la "pax romana", il subsiste certains vestiges : des arènes et un théâtre à Senlis, des thermes à Champlieu. Au III^e siècle les premiers oratoires chrétiens furent fondés à Saint-Denis, Chartres et Meaux et constituèrent les fondements des futures abbayes et cathédrales.

C'est à partir du règne d'Hugues Capet, élu à Senlis en 987, que l'Ile-de-France devint le centre politique et

administratif du royaume pour le demeurer jusqu'à nos jours. Les Capétiens réunirent à la couronne différents comtés et réussirent à maîtriser la puissance de seigneurs pillards (les ruines du donjon de Montléry en témoignent). Au cours du XI^e et XII^e siècles, de nombreux forts à caractère militaire furent alors construits (Houdan, Etampes, La Roche-Guyon, Moret-sur-Loing), tandis que des églises romanes s'élevèrent dans les villages de campagne : il faut notamment aller voir le chœur de Saint-Loup-de-Naud, et de Luzarches, ainsi que l'abbatiale de Morienvall qui marque le passage du roman au gothique. En effet, c'est dans le domaine royal autour de Paris que se développe l'art gothique dans la seconde moitié du XII^e siècle. En dehors des grandes cathédrales, remarquables notamment par leurs portails sculptés, leurs voûtes d'ogives et l'ensemble de leurs vitraux, telles Senlis, Chartres et Beauvais, de multiples églises rurales ont un intérêt esthétique et historique indiscutable : Rampillon, Saint-Jean-aux-Bois, Saint-Leu d'Esserent, Saint-Sulpice-de-Favières avec son magnifique chœur rayonnant, enchanteront les passionnés du Moyen-Age, tout comme les restes des abbayes de Royaumont, de Longpont ou les ruines des Vaux-de-Cernay et de Maubuisson.

En même temps, les villes se développèrent ; l'essor urbain entraîna la construction d'hôtels de ville. Au cours du XIII^e siècle l'Ile-de-France fut une région prospère atteignant un important rayonnement culturel et religieux.

Mais la guerre de Cent ans ravagea cette région. Aussi Louis d'Orléans fit édifier une ceinture de forteresses qui sont en partie visibles de nos jours : Pierrefonds, Vez, Montépilloy, Crépy-en-Valois, La Ferté-Milon ; ce qui n'empêcha pas le nord de l'Ile-de-France d'être conquis par les Anglais.

Avec la Renaissance une période de paix permit l'écllosion d'un style nouveau. L'impulsion fut donnée par Louis XII, puis par François 1^{er}. Les châteaux cessèrent d'avoir un rôle défensif pour devenir des lieux de séjour et d'agrément. Par exemple, Vigny, élevé par le cardinal d'Amboise, et, Nantouillet, par le cardinal Duprat. Suivirent alors les grands chantiers, tel celui de Fontainebleau dont la décoration intérieure fut confiée à des artistes italiens. Le connétable Anne de Montmorency fit bâtir Ecoeu, devenu depuis quelques années un musée national de la Renaissance et il fit transformer Chantilly qui connut d'autres modifications capitales au XVII^e siècle décidées par le Grand Condé tandis que Diane de Poitiers construisit le château d'Anet grâce aux dons de Henri II. Les églises de la Renaissance demeurèrent fidèles aux traditions du gothique flamboyant et possèdent encore souvent de très beaux vitraux richement colorés : les verrières de Saint-Etienne de Beauvais, de la chapelle royale de Vincennes et de Montfort-l'Amaury.

Le pays fut ensuite ensanglanté par les guerres de religion du règne de Henri II au couronnement de Hen-

ri IV en 1594.

A la charnière des XVI^e et XVII^e siècles de somptueuses demeures furent élevées autour de la capitale, telles celles d'Ormesson, de Fleury-en-Bière, de Rosny pour Sully, ou de Courances pour Cosnes Clause.

Avec le XVII^e siècle nous entrons dans une période d'effervescence architecturale. Louis XIII commença en 1631 la construction de Versailles et de nombreux châteaux édifiés pour des personnages de l'entourage du roi ouvrirent la voie de l'architecture classique : Grosbois, Guermantes et Maisons-Laffitte en sont d'excellents exemples.

Nicolas Fouquet, surintendant des Finances de Louis XIV, fit construire un des chefs-d'œuvre de l'art du XVII^e siècle, le château de Vaux-le-Vicomte qui inspira un délicieux poème à la Fontaine mais qui suscita la jalousie de Louis XIV. D'où les malheurs de Fouquet. Et l'appel de Louis XIV, aux trois artistes de Vaux-le-Vicomte : Le Vau, Le Brun, et Le Nôtre pour faire de Versailles, avec le concours de Jules Hardouin-Mansart, une création prestigieuse, un sommet de la vie royale et de la perfection artistique de l'époque. D'autres résidences furent alors bâties autour de Versailles : le château de Meudon de Servien et de Louvois, le château de Sceaux de Colbert.

Au début du XVIII^e siècle, avec Louis XV apparaît le style "rocaille" dans le décor intérieur des salons, ainsi que les chinoiseries. Mais à partir de 1750 on assiste à un retour à l'antique appelé néo-classicisme (Compiègne, Petit-Trianon). C'est aussi l'époque des jardins "paysagers" tels que Méréville, Ermenonville et Trianon.

Le pavillon de Mme du Barry à Louveciennes est l'expression du style Louis XVI ainsi que le château du Marais à Méry-sur-Oise et celui de Champlâtreux à Luizardes.

Sous l'Empire, la Malmaison fut installée pour Joséphine et les anciens palais royaux redécorés et remeublés pour accueillir Napoléon et ses familiers. Après le règne de Napoléon 1^{er}, s'ouvrit l'ère de l'industrialisation et furent créées les premières lignes de chemins de fer qui modifièrent le paysage encore campagnard de la région. Le goût pour l'histoire et le passé dicta les nombreuses restaurations de châteaux anciens sous Louis-Philippe et surtout Napoléon III, en même temps que de nouveaux mouvements artistiques prirent naissance aux environs de Paris. Les peintres de l'école de Barbizon travaillèrent dans la forêt de Fontainebleau, et les impressionnistes dans les environs de Paris, à Chatou, Port-Marly, Pontoise, Argenteuil, que des toiles de Manet, Renoir, Sisley, Monet, Pissaro, Cézanne, Guillaumin ont immortalisé désormais. Un peu plus tard les bords de la Seine accueillirent aussi les Fauves tandis qu'à Saint-Germain s'était installé le groupe des Symbolistes et des Nabis. C'est la peinture du XX^e siècle qui s'annonce.

Le guide des environs de Paris de Françoise Colin-Bertin est illustré de splendides photographies et il pré-

sente selon un classement alphabétique les divers aspects des richesses de l'Île-de-France, ses monuments, ses œuvres d'art, ses musées, ses parcs et ses forêts. Il propose en dehors des visites des châteaux royaux les plus touristiques (Versailles, Chantilly, Fontainebleau etc...) de nombreux itinéraires conduisant à des demeures princières et seigneuriales méconnues ou récemment ouvertes au public, ainsi qu'à des églises de campagne qui méritent de n'être pas ignorées. Une invitation pressante à découvrir les nombreux trésors cachés de l'Île-de-France.

Les connaissances étendues de l'auteur tant en archéologie qu'en histoire de l'art et en histoire politique donnent à ce guide la dimension d'un ouvrage de référence

● Tableaux de la France

Le tableau historique est un genre difficile que j'aime beaucoup. Il exige de la précision, de l'organisation, le sens de l'essentiel, une forte discipline intellectuelle. Depuis quelques années, je fais pour mes étudiants de l'Institut d'Études Politiques où figurent de nombreux jeunes étrangers venus compléter leur culture, un cours sur *la France de 1900 à aujourd'hui*, que j'ai imaginé sous forme de tableaux tous les vingt ans. *La France en 1900*, *la France en 1920*, etc. La formule plaît aux auditeurs parce qu'elle est attrayante, mais elle met en lumière les évolutions, en soulignant clairement les changements opérés tous les vingt ans et si l'on supprime les tableaux intermédiaires, on voit alors les permanences et les mutations sur un siècle.

Mais le plus difficile à dresser est le tableau de la France contemporaine. Je viens de trouver un matériau de grande qualité dans la dernière publication des éditions *Autrement*, due à Brigitte Trillat et Laurent Chemineau. *Tout sur la France en 100 graphiques* (113 p. 50 F, 100 illustrations en quadrichromie).

Les auteurs proposent, en particulier aux enseignants et aux étudiants, un petit livre très simple et très vivant qui donne de façon visuelle, 100 informations-clés sur la France : démographie, économie, culture, sciences, modes de vie, rayonnement international. Ce que tout le monde doit savoir sur son pays.

100 chiffres, 100 graphiques, conçus de façon très indépendante, sans a priori, par une équipe mixte de journalistes, de chercheurs et de graphistes, qui ont voulu aller à l'essentiel en jouant sur la brièveté des textes et la vérité des images.

Je recommande ce livre qui va, dans notre société, rendre les plus grands services à tous ceux qui ont un rôle de communication à jouer, mais aussi à tous ceux qui veulent découvrir la France d'aujourd'hui dans ses chiffres... avant de la comprendre dans ses mentalités et ses passions. Un seul regret, rien sur la vie spirituelle, les religions, etc. À compléter pour la prochaine édition !

dont l'abondance et la rigueur de la documentation n'exclut pas la clarté de présentation et de style. C'est dire le plaisir que l'on prend à le lire et l'utilité qu'il offre pour tous ceux qui désirent mieux connaître les sites les plus réputés de l'Île de France et découvrir des lieux moins illustres mais dont le charme n'est pas moindre.

Il reste à souhaiter que Françoise Colin-Bertin puisse consacrer sa compétence à la rédaction d'un guide semblable pour Paris.

Henri BOURBON

"Nouveau guide des environs de Paris" par Françoise COLIN-BERTIN - Editions Ouest-France.

Ce sera facile en puisant dans les archives d'*Autrement* qui avait publié deux études sur la vie religieuse, dont récemment *La Scène Catholique* (232 p. 75 F, sous la direction de Michel Crépu et Bruno Tilliette) que j'avais apprécié, et dans les innombrables enquêtes et sondages qui ont précédé la venue du pape en France.

Larousse, toujours en avance sur son temps, sort la *Francoscopie 1987 ou les Français tels qu'ils sont*, de Gérard Mermet (460 p. 118 F). Une mine d'informations variées, de chiffres, 150 tableaux, 140 graphiques, 25 cartes, 7 baromètres d'opinion. Enfin tous les paramètres réunis pour comprendre les Français de... l'an nouveau.

1986 aura été une fois de plus une année agitée pour les Français, entraînés dans le tourbillon des réformes politiques, économiques, et "médiatiques". L'édition 1987 de *Francoscopie* décrit et analyse les conséquences de ce mouvement sur les conduites, les opinions et les comportements des Français, dans tous les domaines de leur vie quotidienne, la famille, le travail, l'argent, les loisirs, les relations sociales, etc...

Francoscopie 1987, c'est aussi, dans chacun de ces domaines, la mise en évidence et la description des tendances récentes comme la montée du pragmatisme individuel, l'émergence des "nouveaux gourous" et d'un optimisme modéré économique et social, la naissance d'un néo-conservatisme moral et culturel, etc.

Encouragé par le succès de sa première édition, (plus de 150.000 lecteurs) et l'intérêt suscité dans les médias, *Francoscopie 1987* présente plusieurs innovations. Le nombre des thèmes a été élargi. Des informations ont été ajoutées chaque fois que de nouveaux éléments étaient disponibles ; les autres ont été revues, vérifiées, actualisées. Une annexe régionale fournit pour de nombreux thèmes des données regroupées par région. La mise en page permet une meilleure lecture, les graphiques sur ordinateur sont plus faciles à lire, l'index a été enrichi.

Un outil de travail utile, dans lequel chacun trouvera sa pâture, depuis l'essentiel jusqu'à l'anecdotique, mais c'est comme chez le marchand de fripes, il faut beaucoup

fouiller pour faire un bon choix.

Jean CHELIN

● La France des patriotes de François Caron

La France des patriotes, cinquième volume d'une histoire générale de la France des origines à nos jours dirigée par Jean Favier renouvelle profondément nos connaissances sur la deuxième moitié du XIX^e siècle et le début du XX^e.

Ce livre est une somme. François Caron, professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne est spécialiste d'histoire économique ; il mène des travaux pionniers sur l'histoire des techniques et sur le développement des sociétés industrielles. Il élargit ici ses thèmes habituels de recherche et apporte une masse d'informations dans tous les domaines de la vie du pays : politique, économique, religieuse, sociale. Il s'est appuyé sur les nombreux travaux qui se sont multipliés ces vingt dernières années et permettent de porter un regard neuf sur le passé de notre pays. Il souligne en particulier combien les thèses d'Etat sont importantes montrant ainsi implicitement que leur suppression porte un coup terrible à la recherche et à la connaissance historique.

L'auteur propose donc à partir de ces travaux les plus récents une lecture nouvelle de la période et fait souffler un fort vent sur l'historiographie française ; il a le mérite immense de l'assainir, de la dépouiller de ses a priori et de ses oripeaux marxisants et de replacer l'historien devant ses responsabilités de scientifique qui a le devoir de reconstituer les faits sur la base des documents d'époque et non de ses convictions politiques personnelles. Le détournement de l'histoire par des écoles idéologiques a été trop fréquent pour que l'on ne se réjouisse pas de l'œuvre de François Caron, même si certains de ses jugements paraissent excessifs.

La nouveauté de ce livre vient d'abord du choix chronologique (1851-1918) qui peut surprendre alors que la tradition est d'opposer le II^e Empire à la République, et de considérer 1914 comme la fin du XIX^e siècle. On trouve l'explication de ce découpage dans le titre du volume : "la France des Patriotes". En effet, l'historien de l'économie qu'est François Caron, n'a pas trouvé l'unité de la période dans la révolution industrielle : "l'aventure vécue par les Français du 2 décembre 1851 au 11 novembre 1918 est d'ordre spirituel". En ouvrant son livre par cette affirmation (p 7), l'auteur veut mettre en valeur le consensus régnant au sein de la population malgré les combats "franco-français" qui ont pu la déchirer : "(les français) s'engagèrent les uns contre les autres dans un combat dont l'objet principal était de savoir quel sens il fallait donner à leur engagement patriotique". La violence des luttes internes, l'opposition républicaine au second Empire, l'ordre moral, le boulangisme, le débat sur la colonisation, l'affaire Dreyfus,

l'anticléricisme, ne donnent pas l'impression d'une unité de fond. Pourtant François Caron la dégage : c'est cette aventure spirituelle que fut le patriotisme, une certaine idée que l'on se faisait de la mission de la France "le patriotisme, sous ses diverses formes, sera donc notre fil conducteur et Charles Péguy notre héros exemplaire" écrit-il (p 8). Tous les combats politiques de l'époque souvent féroces, s'expliquent par un même amour exclusif de la France. Tel est le fil conducteur de ce livre qui permet de mieux comprendre le Second Empire et les premières décennies de la III^e République.

François Caron ne laisse rien dans l'ombre. Il analyse le système impérial en montrant comment sous ce régime autoritaire les Français firent l'apprentissage de la démocratie, mais une démocratie personnalisée, fondée sur l'adhésion populaire, source première de la légitimité, entretenue par les nombreux voyages de l'Empereur à travers le pays. Mais ce régime n'est pas sans ambiguïtés comme le souligne l'auteur : il associe une base démocratique à des méthodes autoritaires, il incite au changement technique et économique mais veut renforcer les hiérarchies sociales, tout en établissant les bases d'une démocratie sociale fondée sur les sociétés de secours mutuel et les syndicats créés à partir de 1864. De ce fait, l'auteur le rappelle, l'Empire n'est pas mort d'un désaveu de l'opinion publique, mais de ses erreurs en politique étrangère et militaire, de "la cécité des officiers généraux" et de "l'irresponsabilité des hommes politiques".

La République naît à la suite du désastre de Sedan de toute une série de circonstances accumulées de 1871 à 1879 que François Caron analyse. Il montre l'importance d'un véritable bicamérisme avec cette pièce maîtresse des institutions qu'est le Sénat, grand conseil des communes de France, mais aussi la déviation du système parlementaire vers un régime d'assemblée fondé sur une "coutume" qui devait constituer la base non écrite de la constitution, à partir de l'abaissement de la fonction présidentielle.

Cependant, comme le souligne l'auteur, les républicains n'ont pas seulement voulu instaurer un nouveau régime et libéraliser la société, ils ont voulu la laïciser entièrement et la soumettre aux lois de la science positive. Cela pouvait aboutir aux excès de l'anticléricisme et du radicalisme (aucune famille politique n'a été à cette époque plus intolérante et épuratrice que la famille radicale). Pourtant les déchirures internes ne devaient pas empêcher l'acceptation générale de la guerre dans un nationalisme défensif face à la menace allemande, l'acceptation unanime du sacrifice au moment d'entrer dans

ce que Charles De Gaulle appela "l'aventure inconnue".

Jean-Dominique DURAND

François CARON, *La France des patriotes, tome 5 de l'Histoire de France sous la direction de Jean Favier, Paris, Paris, Fayard, 665 p.*

● La Statue intérieure de François Jacob

Il ne s'agit pas de rendre compte ici du contenu d'un livre, mais plutôt de parler - trop rapidement - d'un ouvrage. L'auteur de "La Statue Intérieure", François Jacob, invite ses lecteurs, moins à lire le récit de sa vie qu'à leur faire connaître, au sens étymologique du terme, son existence parisienne du Lycée Carnot avec "sa tristesse dans ces murs gris, ces briques sales", jusqu'à l'entrée à l'Institut Pasteur, en passant par l'époque de la guerre qu'il fit volontairement en Afrique puis en Normandie, quinze ans avant de recevoir, en 1965, avec André Lwoff et Jacques Monod, le prix Nobel de médecine. Mais entre temps... !

Si j'ai admiré cet ouvrage, me serais-je laissé circonvenir par son auteur ? J'en doute. Mais sûrement séduire par un style dont j'ai éprouvé la simplicité et la sûreté mises au service de l'histoire d'une suite d'événements peu communs, mais toujours dominés ou au moins supportés et contés par François Jacob avec naturel. Avec aussi une évidente fierté qui n'exclut pas sa constante et parfois difficile modestie.

Ces événements exceptionnels révélés par l'auteur sont bien faits pour illustrer l'intelligence, la psychologie, le sens de l'honneur et l'intuition dont François Jacob éprouvera dans tous les domaines moraux et scientifiques l'âpre jouissance qu'ils lui ont procurée. La joie dégustée, la tristesse et la grisaille dissipées mais jamais oubliées, l'intuition confirmée, sont naturellement ressenties et décrites avec bonheur. Les mots les plus simples lui suffisent pour décrire, dire, émouvoir.

Ainsi nous sont d'abord présentés les détails d'une enfance choyée, traversée seulement de quelques souvenirs précis, gravés dans sa mémoire pour n'être jamais oubliés. Entre autre celui du jour où - élève de 5^{ème} au lycée Carnot - il s'entendit traiter de "sale juif" et donc de "voleur". François Jacob relève le défi, accepte de se battre et d'humilier son agresseur devant tous ses camarades. Première victoire sur l'insulteur mais "d'abord sur moi-même, sur ma peur, la fierté de n'avoir pas cédé". Un misérable incident à propos d'une injure mais parfaitement révélateur d'un caractère. Peut-être la première pierre de cette statue intérieure ! Vient ensuite l'adolescence avec la fin de ses études secondaires, les questions, les rêves, les premières amours.

Nous sommes en 1936. "La peur. La peur et la haine ont commencé à les sentir suinter ici et là à partir de cette année". On devine sans peine les qualités de cette haine. Celle de l'autre derrière les frontières, derrière les murs de son usine, avec la couleur de sa peau, la forme de son nez, l'étiquette de son Dieu. Haine du Front Populaire,

du socialisme, des Juifs, de Blum..."

En 1939 François Jacob étudiant en médecine (après avoir rêvé puis renoncé à Polytechnique) ne pouvait rester indifférent devant les événements.

Après Munich, 1940 la guerre. Il refuse la défaite et entend poursuivre le combat. Après la débâcle, de St-Jean de Luz il part pour l'Angleterre à bord d'un navire polonais et rejoint le trois ou quatre mille français, noyau des Forces Françaises Libres qui ont répondu à l'appel de De Gaulle. Peu après c'est le départ pour l'Afrique. Je renonce à rendre compte de l'épopée vécue par François Jacob. Véritable odysée dont il reviendra vivant mais blessé au combat avant de retourner en Angleterre. Avant de retrouver son pays, sa patrie à laquelle il a cru devoir sans hésitation tout sacrifier, famille, amis, études pour participer à la lutte qui devait le laver de la souillure nazie avec ses crimes et les souffrances imposées.

Débarqué en France, il est à nouveau gravement blessé en Normandie. Frustré de sa présence dans Paris libéré. Qu'il me soit permis de recommander à l'attention des curieux les quelques cent cinquante dernières pages de l'ouvrage de François Jacob. Sorti vivant d'une guerre au terme de laquelle il ne retrouvera que son père... et une jeune fille, Odile, hier aimée, mais à son retour fiancée puis mariée, des amis qui ont pu continuer leurs études et surtout cette éprouvante certitude que la ville et la vie qu'il retrouvait ne seraient jamais plus celles dans lesquelles l'enfant, l'adolescent et le tout jeune homme avait baigné.

Le fait est que François Jacob poursuit et termine ses études médicales, se marie avec Lise étudiante en philosophie, puis entre à l'Institut Pasteur pour y rencontrer et travailler avec André Lwoff, Jacques Monod et tant d'autres Français et étrangers. Après avoir "pénétré cet univers inconnu... il fallait s'y insérer, y trouver sa place". Il ignorait "à peu près tout de cette recherche à laquelle se livrait les autres, jusqu'au langage, aux mots qu'ils utilisaient".

Je n'essayerai pas de présenter, a fortiori en quelques lignes, le résultat des recherches de François Jacob. Il a commencé par étudier ce qu'il ignorait, à chercher avec entêtement, à supporter les déceptions comme à se réjouir des petits progrès qui devaient le conduire à "découvrir" au sens le plus scientifique du terme.

*
* *

Les sciences et la philosophie ne semblent plus

aujourd'hui s'ignorer par nécessité. Que des scientifiques, parmi les plus grands, n'hésitent plus à se poser les ultimes questions, a priori refusées par leurs prédécesseurs, permettent de mesurer le chemin parcouru. Peut-on comparer François Jacob à ses devanciers ? Juif, croyant et pratiquant, il a très tôt cessé de l'être. Pourtant je ne résiste pas, pour conclure cette brève note de lecture, à citer quelques unes des phrases de son ouvrage qui me permettent de justifier ma curiosité. "Ce qui me fascinait, c'étaient les éléments qui, cachés au plus profond, sous-tendaient la forme et le fonctionnement du vivant. Les êtres de raison, les gènes, les particules que personne encore n'avait vus mais dont il fallait bien admettre l'existence..., ce qui m'excitait, c'était de chercher les véritables responsables". Dans le même temps il aurait voulu partager ses "élans et ses espoirs" à sa femme de formation philosophique. Peine perdue ; "elle avait du goût pour la métaphysique... Toute réflexion

sur le *prophage* la conduisait à s'interroger sur l'origine de la vie". Enfin : "la démarche de la science expérimentale consiste à rendre compte de ce qu'on observe. Les propriétés de ce qu'on imagine. A expliquer le visible par l'invisible". L'imagination, l'intuition, François Jacob sait de quoi il parle, lui qui a éprouvé la redoutable mais exaltante fièvre, "le plaisir sauvage des chercheurs", pour conclure : "de toute évidence le monde de la science aussi bien que celui de l'art et de la religion était un monde créé par l'imagination".

L'auteur n'aurait-il pas, au-delà de sa "Statue Intérieure" un message à livrer à ses lecteurs ? A ses admirateurs ?

Jean TEITGEN

Ed. Odile Jacob - Seuil.

● Veillot l'oublié de Benoît Le Roux

On ne lit plus Veillot, en son temps presque aussi célèbre que Hugo. Cet oubli est justifié en un sens, parce que ses combats sont fort éloignés des nôtres. Mais c'est aussi dommage car ce grand journaliste échappe à l'éphémère par le style et, ce qui vaut mieux, la générosité du cœur. L'homme Veillot, témoin d'une certaine intrépidité du catholicisme au XIX^e siècle, rachète ainsi ce que le penseur peut avoir (à nos yeux) d'étroit.

Le livre de Benoît Le Roux n'a pas la prétention de remplacer les grandes biographies, d'ailleurs peu accessibles, dont il a tiré profit. Son mérite est de présenter au public d'aujourd'hui une figure passée de mode, bien qu'elle ne le mérite pas entièrement. Denses mais très lisibles, solidement informées, ces trois cents pages font une place appréciable aux textes de celui dont la vie et l'œuvre sont également bien situées dans leur cadre historique.

Comme Proudhon - auquel il ressemble par d'autres traits - Louis Veillot est fils de tonnelier, authentiquement issu du peuple en ce siècle d'ascension bourgeoise. A ces parents illettrés, rudes travailleurs, il doit beaucoup. Davantage encore à un frère d'un dévouement exceptionnel et une sœur qui, après le veuvage précoce de l'écrivain, dirigera son foyer. L'enfant de pauvre est si doué que la naïve ambition de la mère veut en faire un "jurisconsulte". Qu'est-ce que c'est ? interroge le père. "Comme un notaire en plus fort". Louis sera saute-ruisseau.

La révolution de 1830 fait un journaliste de ce jeune homme vibrant à l'unisson du romantisme et de l'idéal démocratique. Débuts ingrats de "localier" dans diverses provinces, emploi qui était alors celui de faire-valoir d'un notable beaucoup plus que d'informateur. N'importe : le métier entre avec la volupté, toujours intacte, de ferrailer contre un adversaire. Toutefois Veillot ne

deviendra vraiment lui-même qu'après sa conversion survenue à Rome au printemps 1838. Comme le voulait Pascal, il se mit à genoux et crut : "J'avais vingt-quatre ans... Au détour d'un chemin, je rencontrai Dieu. Il me fit signe, j'hésitais à le suivre. Il me prit par la main, j'étais sauvé".

Cette foi du charbonnier ne le quittera plus. L'abbé Migne, éditeur des Pères de l'Eglise, lui confie la direction de *L'Univers*, modeste feuille destinée à combattre l'irrégion ambiante. Veillot en fera la forteresse de l'ultramontanisme, du haut de laquelle il déversait les traits d'une ironie un peu lourde, mais efficace, et l'huile bouillante d'une éloquence superbe. Journalisme qui cogne d'estoc et de taille, n'épargnant personne et surtout pas les amis quand il leur arrive de tiédir.

Vient l'Empire que le champion de l'Eglise soutient d'abord - parce que c'est l'ordre - puis combattra avec son ordinaire rudesse, quand Napoléon III fit volte-face sur la question romaine. *L'Univers* suspendu, Veillot peut se mettre à ses livres, qui ont un immense succès. Le concile du Vatican lui apporte sa revanche : il y fait figure de "légal laïque du pape infallible", comme disait un railleur qui ne se trompait guère.

Certes ce colosse au regard d'enfant peut nous paraître aussi insolite que les zouaves pontificaux. Pourtant, avec sa force et ses lacunes - une étrange indifférence à l'injustice sociale, en particulier - Veillot, né avec le Concordat, mort à l'heure du Ralliement, incarne toute une époque qu'il serait aussi vain d'embellir que de renier.

Bernard VOYENNE

Benoît Le Roux : *Louis Veillot. Un homme, un combat. Téqui, Coll. "L'auteur et son message", 64 F.*

VOYEZ LOIN VENEZ FAIRE LA DIFFERENCE A L'I.E.A. L'ÉCOLE DU TOUR DU MONDE

Nous sommes les premiers à affirmer
une évidence incontestable :
"Si les affaires sont mondiales,
la formation doit l'être aussi".

CYCLE PRÉPARATOIRE

1^{re} année

ANNÉE PRÉPARATOIRE

- Formation fondamentale
- Orientation professionnelle
- Stages en entreprises.

2^e année

ANNÉE PRÉPARATOIRE

- Formation fondamentale
- Orientation professionnelle
- Stages en entreprises.

CONCOURS

• **INTERNE :**
pour les 2^e Année
Préparatoire

• **EXTERNE :**
Pour les BAC + 3 ans ou
5 ans d'expérience professionnelle.

3^e année

4^e année

2^e CYCLE

• LE TOUR DU MONDE

(12 mois : 4 mois de
préparation et de
négociations, 8 mois sur le
terrain dans au moins 5
pays, pour le compte
d'entreprises).

5 DEPARTEMENTS DE FORMATION

- Management, création, reprise et
direction générale d'entreprise
- Communication
- Marketing, Direction commerciale
- Administration/gestion/finance
- Vente, exportation.

5^e année

3^e CYCLE

THESE PROFESSIONNELLE

- Intégration sociale et professionnelle dans le cadre de l'école.

LE TOUR DU MONDE A L'I.E.A. C'EST :

- 2000 missions
- réalisées par 490 équipes
d'étudiants
- dans 121 pays
- pour le compte de 635
entreprises

DES CONFERENCES TOUR DU MONDE

- 50 pays à la loupe
(Ouvert au public)

Imp. S.E.P.L. Begnollet



INSTITUT EUROPÉEN DES AFFAIRES

Établissement privé d'enseignement technique supérieur

"L'École du Tour du Monde"

66, Champs-Élysées. 75008 PARIS - Tél. 16 (1) 42.25.22.22 +

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

Abonnez-vous – Diffusez France-Forum

Abonnements de soutien

FRANCE FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent leur effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 100 F

France-Forum, 6, rue Paul-Louis Courier, 75007 Paris

Numéros spécimens gratuits sur demande

“ France-Forum ” est en vente dans les librairies suivantes :

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9, rue Henri IV - LYON 2^e

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30, rue Saint-Guillaume - PARIS 7^e

LA MAISON DE LA PRESSE

68, rue de la République - 69 LYON 2^e

LIBRAIRIE MONTCHRESTIEN

158, rue Saint-Jacques - PARIS 5^e

LIBRAIRIE JULLIARD

229, Bd Saint-Germain - PARIS 7^e

LIBRAIRIE HACHETTE de la Faculté

de Nanterre - 92 NANTERRE

LIBRAIRIE OMBRES BLANCHES

48, rue Gambetta - 31000 TOULOUSE

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

Nous demandons à nos abonnés qui changent de domicile de bien vouloir nous indiquer leur nouvelle adresse sans omettre de mentionner leur ancienne adresse. Merci.

avons parfois le sentiment de relire nos propres textes, mais nos idées sont présentées cette fois avec un plus grand souci publicitaire et avec moins d'utiles contre-points et de nécessaires interrogations. On ne se plaindra pas que brillent enfin d'un juste éclat le mot et l'idée de vérité. Cette vérité jugée obscène aliénante et attentatoire à nos libertés par la troupe des petits nietzschéens qui ont si longuement occupé toutes les avenues de l'intelligentsia. Elle se permet seulement un certain sourire, lorsque nos néo-humanistes, glorieux découvreurs d'Amérique, prétendent nous apprendre l'éminente dignité de la vérité, à nous qui savons depuis Moïse, Platon et Saint Jean que la vérité est l'autre nom du Bien et le salut de l'esprit qui l'aime de passion. Vérité qui est un objet inépuisé de recherche et de révélation et qui partout et toujours demeure, si vaste que soit l'espace, si long que soit le temps.

En défendant comme supra-temporelles et supra-culturelles les grandes vérités qui font l'homme, en se prononçant pour le primat d'une excellence que la barbarie établie dit élitiste, les néo-humanistes risqueraient de se faire "récupérer par la droite" comme le murmurent des esprits courts dérangés dans leurs plates certitudes. Et c'est, courage que de ne pas être sensible à cette sorte de bas argument. Pour que l'humanisme ne se confonde pas avec un précaire retour de mode et prenne sa place dans les débats et combats contemporains, il doit repenser et approfondir ses fondements philosophiques de manière à montrer qu'un humanisme personnaliste est pour la démocratie et la civilisation des droits de l'homme la seule philosophie qui pèse et qui vaille.

Les néo-humanistes n'affrontent pas Nietzsche avec une résolution suffisamment explicite. Car c'est contre cet immense poète de la subversion qu'il importe de défendre l'idée démocratique dont, faisant éclater avec son dur marteau les vérités morales et religieuses au profit des sublimes et délirantes valeurs de la volonté de puissance, il était l'implacable devastateur. Et c'était une singulière imposture, et qui a fait bien des ravages, que de présenter Nietzsche comme un penseur de gauche. La tâche principale de l'humanisme, à laquelle est mal préparée la plupart des néo-humanistes, est de relever le défi nietzschéen, et de dire pourquoi l'élévation de l'esprit et l'aristocratie du cœur sont du côté de la démocratie.

Il faut bien s'accommoder chez les néo-humanistes des lacunes et outrances propres aux néophytes. Serait pourtant bien décevant un mouvement "néo" qui ne serait qu'un reflux de mode, qu'emporterait le reflux suivant, qui mimerait l'ancien pour étonner et faire plus moderne sous prétexte de post-modernité - alors qu'il s'agit de servir des vérités qui n'ont nul besoin d'être artificiellement modernisées parce qu'en elles se trouvent, comme il est écrit, la Voie et la Vie.

Note bibliographique

Le texte précédent comporte des allusions à quelques ouvrages qui composent avec d'autres la constellation que j'ai dite néo-humaniste et dont les étoiles ne sont pas toutes - tant sont inégales les écritures et les pensées - de même grandeur. Voici les références des livres dont le peu que j'en ai dit ne peut constituer une recension et que je cite dans l'ordre même de mes allusions.

"Eloge des Intellectuels" Grasset 154 p. L'auteur, Bernard-Henri Lévy était soucieux, comme il le dit, de "sauver" en écrivant, "les chances de la pensée". On regrettera que pour

régler ses comptes avec deux morts qui n'en peuvent mais, B.H.L. comme l'appellent ses thuriféraires, ait inventé ce monstre le "Sartron" mixte de Sartre et d'Aron, symbole de la molle connivence consensuelle qui serait le mal en vérité imaginaire des intellectuels français. On regrette que B-H. Lévy découvrant que la véritable littérature est métaphysique, n'ait pas profité de cette bonne rencontre avec le vrai pour faire réparation à Péguy et à Mounier atrocement calomniés dans son "Idéologie française" et qui sont de bons témoins de cette importante vérité.

"La défaite de la pensée" NRF Gallimard 165 p. On retiendra des pages claires et alertes d'Alain Finkielkraut un procès du romantisme politique qui n'est pas sans rappeler le meilleur Maurras. Il y avait en effet du romantisme dans les nationalismes européens comme il y en a dans les idéologies tiers-mondistes. Et demeure le débat entre Herder et Barrès d'une part et les Lumières d'autre part. Il reste cependant qu'à une certaine hauteur de réflexion le classicisme ne peut être sauvé d'une certaine austérité et sécheresse intellectuelle que par les chaleureuses poussées contestataires du baroque et du romantisme. Là où un néo-humanisme nous forcerait à choisir entre la vérité et la vie, un humanisme "intégral" comme disait Maritain, cherchera plutôt à faire se rejoindre à travers d'inévitables tensions, une vérité de plus en plus vivante et une vie de mieux en mieux pensée.

"La Barbarie", Grasset 247 p. L'auteur est sans doute le meilleur représentant en France d'une phénoménologie philosophique. Romancier parfois excessif de la violence, interprète hétérodoxe de Marx et de Freud, Michel Henry est un penseur paradoxal propre à réveiller les esprits de leur sommeil dogmatique. Sans doute exagère-t-il les méfaits de cette science galiléenne, sans laquelle Descartes et Pascal n'auraient pas été Descartes et Pascal. On s'étonnera de cette sorte de mélange d'idéalisme et de vitalisme par lequel pourrait schématiquement se définir la pensée de Michel Henry. Il ne semble pas que de l'immanence de la vie elle-même puisse se dégager un authentique humanisme, lequel s'essoufflera et se dévitalisera toujours faute de transcendance.

"L'âme désarmée", Essai sur le déclin de la culture générale. Julliard, 332 p. L'auteur Allan Bloom universitaire américain, dresse un constat assez affligeant de la culture ou de l'absence de culture des générations récentes d'étudiants américains et il a écrit un plaidoyer convaincant, riche de références littéraires et philosophiques, pour la culture générale dont la faiblesse ou l'inexistence désarme l'âme. Et il montre bien que ce sont les dérives d'une fausse avant-garde européenne qui a perverti l'intelligentsia américaine. Peut-être seulement ce littéraire se fait-il une conception un peu trop académique de la culture générale. Du dilettantisme au pessimisme la conséquence est bonne. Si l'humanisme cesse d'être un combat pour l'homme il s'affadit et n'est plus le chemin de l'espoir - comme vient de dire Lech Walesa.

P.S. Dans mon article "Ce mythe de l'apolitisme" (France-Forum -janvier-mars) un lapsus m'a fait écrire, fin du premier paragraphe, "société d'avant-garde" au lieu de "sociologie d'avant-garde".

Les néo-humanistes

par Etienne BORNE

La mode n'a pas de plus cruelle ennemie que la mode elle-même, principalement dans le petit grand monde de l'intelligentsia. Pendant des décennies, l'humanisme était moqué, méprisé, traité de survivance rétrograde. La mode était à l'anti-humanisme, intellectuellement incontestable dès lors qu'il se disait "théorique". Les florissantes sciences humaines ne voulaient rien savoir de l'homme en général, entité métaphysique, introuvable dans le champ de l'expérience ethnologique et anthropologique où ne se rencontrent que des cultures, chacune bien assise en sa différence. Sous les applaudissements des clercs et clergons de toute robe, ébaudis et ravis, le plus encensé des penseurs de la modernité avait annoncé "la mort de l'homme", coup de hache bien fait pour déraciner l'humanisme en jetant au gouffre son idée originelle, fondatrice, celle de nature ou condition humaine.

Ce décapage radical n'était pas sans de consolantes conséquences politiques et morales, qui achevaient de le rendre irrésistible. S'il n'y a plus ni homme ni humanité, mais une diaspora de cultures, multiples, hétérogènes, s'écroulait l'"ethno-centrisme" péché de notre culture occidentale, qui ne voulait pas se tenir à sa place, ni tenir en place et qui ne se proclamait exemplaire, universelle, que pour se justifier d'avoir asservi les hommes des autres cultures. Dans ce naufrage de l'universel, surnageait superbement la Différence. Une neuve morale, moderne de part en part, qui ne connaissait plus que le droit à la différence et le devoir de respecter les différences. Et avec le cadavre de l'Homme, étaient brûlés tous les monstres, colonialisme, impérialisme, racisme.

Quelques voix tristement solitaires, se demandaient cependant si ce relativisme culturel, ce tout-culturel, cet amour de la différence pour la différence, n'étaient pas destinés à s'abîmer dans la contradiction et le chaos.

Si toutes les cultures se valent, et si tout se vaut à l'intérieur d'une culture, il n'y a plus de différence entre le marché aux puces et le musée, entre un tesson de bouteille et une fine figurine, entre le tumulte endiablé du rock et le pathétique divin de Bach. Absurdité d'un absolu de différence qui rétrograde jusqu'à s'abîmer dans cette nuit indifférenciée qui précède la naissance d'un monde. La différence abolit la relation : si l'homme était entièrement différent de l'homme, l'homme deviendrait totalement indifférent à l'homme car autrui ne pourrait m'émouvoir en bien ou en mal, être pour moi passion et problème, que si à travers même son irréductible originalité, il n'était essentiellement et non moins rigoureusement mon semblable.

De telles objections et contestations ne pouvaient se faire entendre et être prises en compte par l'intelligentsia puisqu'elles renvoyaient à un humanisme mis à mort selon toutes les règles de la corrida publicitaire et dont il n'était pas admissible que le cadavre bougeât encore. Or voici que par un renversement inouï du pour au contre, les vénérables et peu vénérées antiquités que le maître de la maison avait refoulées à la cave ou au

grenier, sortent du dérisoire sépulchre et se montrent hardiment sur les places publiques, dans les foires et les carrefours. Déjà l'année dernière un hebdomadaire dans le vent, rompant sans prévenir avec les modes structuralistes et culturalistes, dont il avait été l'impresario, annonçait, pour faire choc, "le retour du sujet". Et voici qu'est devenue printemps cette hirondelle insolite et incongrue.

Tout un vol de néo-humanistes est accouru de tous les coins de l'horizon et qui professe sans complexe que les hommes ne sont pas des objets culturels, explicables à partir de leurs conditionnements, mais qu'il y a des hommes participant tous et chacun à une humanité que ne saurait complètement enclore nature et culture ; dès lors par son intimité, son intériorité, sa subjectivité, et l'essence même de son être qu'on ose encore dire spirituel, il n'est pas d'homme qui ne soit appelé à émerger hors des déterminismes et des pesanteurs de la terre pour s'ouvrir au ciel des vérités universelles. L'humanisme est donc la dernière nouveauté à la mode et ses tenants en remettraient plutôt sur les grands thèmes de cette musique qu'on nous avait dit définitivement engloutie dans les flots de la modernité.

Celui-ci prononce un discours d'un noble académisme à la gloire des vrais intellectuels, ceux qui n'abdiquent pas leur fonction proprement sacerdotale en la mettant au service des impures puissances temporelles et pour qui ne compte que, bien déliée des liens terrestres, la patrie des idées. Cet autre, avec moins de rhétorique et un peu plus de philosophie, répudie le culte de la différence, refuse toute dévotion au génie des peuples, ne veut croire qu'à l'Esprit universel et tiendrait pour une défaite de la pensée la victoire du romantisme de l'enracinement sur la classique et universelle philosophie des Lumières.

Ce philosophe difficile et exigeant n'hésite pas à qualifier de barbare l'invasion, l'occupation de l'exploitation de notre champ culturel par une science sans âme et fatale par l'extrapolation de ses techniques réductrices à tout ce qui fait l'éclat de la vie, art, éthique, religion. Enfin un professeur américain de lettres classiques met sévèrement en cause un système d'éducation orienté des deux côtés de l'Atlantique vers la seule utilité et dans lequel les sciences humaines marginalisent la philosophie, et privent les générations montantes de l'accès à ces grands textes classiques, sources de pensée vivante et civilisée. Mal si profond que l'universitaire américain concluait à une décomposition de l'Université faisant écho à son collègue français qui, plus polémiqument, avait décrit une Université livrée à un processus d'auto-destruction.

Nous autres, étroite poignée d'amis inconditionnels des classiques, nous ne pouvons pas ne pas éprouver un amer plaisir de voir revenir à la mode des thèmes et des idées que, depuis plus d'un demi-siècle nous proposons et défendons dans l'inattention générale, au point qu'en lisant les néo-humanistes nous